

faire

mensuel pour le socialisme et l'autogestion

Qu'est-ce que la social-démocratie?

Michel

Rocard

Jean-Paul Martin

Gilles Martinet

Gérard Sandoz

Pierre

d'Almeida

Qu'est-ce que
la social-démocratie ?

Qu'est-ce que la social-démocratie?

Introduction	7
1. La social-démocratie et nous, <i>par Michel Rocard</i>	11
2. La social-démocratie et le marxisme, <i>par Jean-Paul Martin</i>	27
3. Les syndicats, fer de lance de la social-démocratie, <i>par Gilles Martinet</i>	61
4. La social-démocratie allemande, de Lassalle à Schmidt, <i>par Gérard Sandoz</i>	71
5. Le travaillisme anglais, <i>par Pierre d'Almeida</i>	93
6. Le parti ouvrier social-démocrate suédois, <i>par Pierre d'Almeida</i>	107

Textes choisis

Friedrich Engels, Extraits de l'introduction de 1895 aux <i>Luttes de classes en France</i>	113
Extraits du programme de Bad-Godesberg du parti social-démocrate allemand (1959)	117

ISBN 2-02-005078-1

© *Éditions du Seuil*, 1979.

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

INTRODUCTION

Le socialisme français et la peur de la social-démocratie

Un spectre hante aujourd'hui la gauche française : celui de la social-démocratie. Il est au cœur de toutes les polémiques et de tous les procès d'intention que le parti communiste développe contre le parti socialiste; il est également au centre des débats entre les différents courants socialistes. Ce spectre apparaît paradoxalement d'autant plus menaçant qu'il est imprécis. « Social-démocratie », « réformisme », « révisionnisme », « socialisme bourgeois », « trahison » : autant de termes qui recouvrent des réalités historiques et politiques très différentes mais qui se confondent pour désigner un même refus et une même crainte.

En publiant ce livre, nous avons voulu comprendre ce qui se cachait derrière ce rapport passionnel de la gauche française à la social-démocratie. Au début du siècle, celle-ci se confondait en effet avec le socialisme. Kautsky, Lénine et Rosa Luxemburg, comme Engels avant eux, étaient sociaux-démocrates et fiers de l'être. Comment et pourquoi a-t-elle donc fini par devenir un véritable repoussoir en France?

Les explications ne manquent pas à première vue. Condamner la social-démocratie, c'est refuser les abandons théoriques de la social-démocratie allemande, refuser d'identifier notre conception du socialisme avec le libéralisme social d'un Helmut Schmidt ou d'un Callaghan; c'est également prendre ses distances avec la sinistre période durant laquelle un Guy Mollet trahissait quotidiennement l'idéal socialiste (tout en restant d'ailleurs un vigilant gardien de l'orthodoxie théorique du marxisme). La dénonciation de la social-démocratie par les socialistes français renvoie pourtant à quelque chose de beaucoup plus profond. Elle exprime peut-être d'abord une sorte de *mauvaise conscience*. Même s'ils sont réformistes, les partis sociaux-démocrates européens restent en effet des partis ouvriers,

structurellement liés aux organisations syndicales et puissamment enracinés dans la société civile à travers de multiples réseaux coopératifs et mutuellistes. Rien de tout cela n'existe en France. Au fond, le socialisme français a toujours été secrètement culpabilisé de n'avoir jamais été véritablement social-démocrate. En condamnant à juste titre *la dérive* de la social-démocratie européenne, il occulte ainsi la question même du *fondement structurel et politique* d'un mouvement qu'il n'a jamais été capable d'édifier. En faisant de l'épithète social-démocrate quelque chose d'infamant, il trouve le moyen de prendre une véritable revanche historique sur le socialisme allemand qui fut le véritable tuteur du socialisme européen. Il rachète la faiblesse relative de son histoire et de son organisation.

Mais ce n'est pas tout. La peur de la social-démocratie traduit également l'*incertitude* du socialisme français sur son propre avenir et sur son propre projet. Il exorcise avec des mots ce que ni son expérience, ni sa théorie ne lui permettent encore aujourd'hui de dépasser. Dans tous ses programmes, la social-démocratie revendique en effet les nationalisations, le contrôle de l'État sur l'économie, elle insiste sur la nécessité de réduire fortement les inégalités sociales et se propose de mettre en place une véritable démocratie industrielle. A y regarder de près, les programmes du parti travailliste ou du parti social-démocrate suédois apparaissent singulièrement proches de ce qui était proposé par le programme commun de gouvernement de la gauche. L'écart reste certes grand entre ces programmes et les réalisations effectives des gouvernements qui s'en réclament lorsqu'ils accèdent au pouvoir. Mais ils invoquent alors le poids des contraintes internationales et les pesanteurs sociales devant le changement pour le justifier. Dans ce contexte, la peur de la social-démocratie n'est peut-être rien d'autre que cette crainte secrète de ne pas pouvoir faire pratiquement beaucoup plus qu'elle, de devoir également composer avec la réalité de telle sorte que les ambitions et les projets se réduisent d'une façon analogue.

C'est dans cette mesure qu'il est aujourd'hui important de mieux connaître la social-démocratie, son histoire et ses réalisations. Il ne s'agit en aucune manière de la justifier ou de la réhabiliter. Tout au contraire. Il s'agit de concevoir le socialisme autogestionnaire comme alternative concrète, en comprenant que ce ne

sont pas tant les abandons et les trahisons du mouvement social-démocrate qui sont en cause que ses fondements même : conception des rapports entre l'État et la société, nature des réformes de structures essentielles, dynamique de la transformation sociale, rôle du Parti dans la société, etc. C'est en ce sens qu'une réflexion sereine et lucide sur la social-démocratie peut contribuer à faire avancer le socialisme français dans sa recherche originale d'un socialisme centré sur l'autogestion. Ce livre n'a pas d'autre ambition que de fournir les éléments historiques et théoriques du dossier nécessaire pour conduire cette réflexion.

Pierre Rosanvallon.

1. La social-démocratie et nous

PAR MICHEL ROCARD

Le socialisme autogestionnaire a-t-il quelque chose à apprendre des expériences social-démocrates européennes? En quoi la voie nouvelle qu'il entend ouvrir en France est-elle susceptible de dépasser les limites de ces tentatives sans pour autant tomber dans les ornières du socialisme bureaucratique?

Pour répondre à ces deux questions il faut avoir préalablement gagné le droit à parler sereinement et rationnellement de ce problème. Nous sommes en France encore loin du compte. Le terme de social-démocratie est devenu un mot tabou capable de déclencher des réactions passionnelles à gauche autant qu'à l'extrême gauche. Synonyme de trahison ou, dans le meilleur des cas, d'impuissance, il est l'accusation suprême proférée aussi bien par le parti communiste à l'égard du parti socialiste que par les courants socialistes entre eux. Concept-écran, il finit par recouvrir des réalités politiques, historiques, théoriques et sociologiques profondément différentes quand elles ne sont pas contradictoires : révisionnisme, réformisme, opportunisme, chauvinisme, social-trahison, sont devenus autant d'injures dont chacune illustre l'une des tares de la social-démocratie : sa trahison théorique du marxisme et politique de la révolution; son goût pour la collaboration de classes; sa rupture avec l'internationalisme.

A défaut d'être justifié, ce confusionnisme passionnel, qui relève davantage de la pensée magique que de l'analyse politique peut, au moins en France, être compris : nous avons en effet connu sous la IV^e République l'une des pires dégénérescences du mouvement socialiste; mais il nous faut noter que si les accusations de colonialisme, de trahison des idéaux du socialisme, et d'opportunisme sont hélas totalement fondées, celle de « révisionnisme » ne tient pas. Tous ceux qui voient dans

l'abandon du marxisme par le parti social-démocrate allemand (SPD) lors du congrès de Bad-Godesberg¹ (1959) l'origine première de tous les maux de la social-démocratie feraient bien de méditer l'exemple français. C'est en effet sous le drapeau de l'anti-révisionnisme et du retour à l'orthodoxie marxiste (que Léon Blum était accusé de ne plus respecter) que la SFIO a connu la période la plus noire de son histoire. Était-elle pour autant social-démocrate? Rien n'est moins sûr puisqu'elle ne possédait aucune des caractéristiques sociologiques et organiques des grandes social-démocraties européennes : une base ouvrière majoritaire, une hégémonie quasi absolue à gauche, des rapports organiques non seulement avec le syndicalisme, mais aussi un vaste réseau de mutuelles, d'associations et de coopératives. En réalité, la SFIO de la guerre d'Algérie, celle qui symbolise aux yeux des militants de gauche français le type même de la social-démocratie, était beaucoup plus un parti républicain-radical dont la base sociale était petite-bourgeoise et l'idéologie guesdiste².

Plusieurs chapitres de ce livre ont pour objet de cerner précisément la réalité historique, théorique et politique de l'expérience des social-démocraties. Je me contenterai donc de faire une remarque centrale pour situer ensuite le débat entre social-démocratie et socialisme autogestionnaire.

Cette remarque est la suivante : la connotation injurieuse du mot social-démocratie et l'amalgame autour de ce terme de réalités profondément différentes date du léninisme et de la naissance des partis communistes. Or je voudrais montrer que ce recours à l'injure joue en quelque sorte pour le mouvement communiste une fonction d'exorcisme qui vise à masquer les traits les plus frappants de la filiation entre social-démocratie et communisme.

1. Voir les extraits du programme de Bad-Godesberg, p. 117.

2. C'est-à-dire cette forme de déformation étatiste et sectaire du marxisme qui continue, aujourd'hui encore, de faire des ravages au sein de la gauche française.

LA FILIATION SOCIAL-DÉMOCRATIE/COMMUNISME

Loin d'être la forme unique du mouvement ouvrier à ses origines, la social-démocratie développe une conception particulière de l'organisation, de la théorie et de la conquête du pouvoir qui l'oppose (notamment) aux tendances libertaires et associationnistes à la fin du XIX^e siècle. Après l'unification entre les tendances lassalliennes (très étatistes) et marxistes, la social-démocratie allemande va devenir une sorte de modèle international dont nombre de caractéristiques imprégneront durablement le mouvement communiste. C'est ainsi que l'on peut repérer cinq grands thèmes qui leur seront communs :

1. *La conception de l'organisation et de son rapport avec la classe ouvrière*

Contre la conception libertaire ou électorale du parti politique, il faut construire un « parti de combat » qui doit, pour s'opposer efficacement à l'État bourgeois, se doter de formes quasi militaires : hiérarchie, centralisation, secret, voire, pendant un certain temps, clandestinité. Il s'agit, en effet, de forger un instrument capable d'appliquer une politique volontariste, la classe ouvrière n'étant pas capable *spontanément* d'être révolutionnaire. Rappelons que Lénine sur ce point n'a fait que reprendre et développer les conceptions de Kautsky.

2. *Le rôle déterminant de l'État*

La social-démocratie comme le communisme ont en commun de faire de l'État l'objet et l'agent quasi exclusif du changement social. Certes, le Lénine de *l'État et la Révolution* renouera provisoirement avec la tradition libertaire en mettant l'accent sur le socialisme des soviets. Mais cette incartade théorique ne pèsera pas lourd dans une situation de guerre internationale, doublée d'une guerre civile. Très vite, l'État fort reprendra ses droits et son dépérissement sera reporté aux calendes grecques. Notons par ailleurs que même après la rupture théorique avec le marxisme, la social-démocratie allemande, rejoignant sur

ce point la conception britannique et suédoise, accordera à l'État un rôle déterminant puisque c'est à lui qu'incombera principalement la réalisation de l'objectif du *welfare state*.

3. *Un référent théorique commun*

La référence à un marxisme fortement vulgarisé et mâtiné d'étatisme sous l'influence de Lassalle¹, marquera l'essentiel de l'histoire de la social-démocratie et il faudra attendre la période contemporaine pour que la social-démocratie allemande y renonce officiellement, près de soixante ans après la première querelle du révisionnisme lancée par Bernstein!

S'il y a quelque chose d'étonnant, c'est donc moins cette rupture théorique que l'extraordinaire longévité d'une référence idéologique qui avait cessé de produire des effets politiques depuis plusieurs dizaines d'années.

Mais ce qu'il y a de plus significatif encore et de toujours actuel, c'est le statut même de la référence théorique dans la social-démocratie, comme dans le communisme : dans les deux cas, en effet, on assiste à l'affirmation d'une orthodoxie qui joue le rôle de préservation du statu quo organisationnel et redécoupe en « critiques de gauche » et « critiques de droite », « gauchisme » ou « opportunisme », toute velléité de réflexion théorique qui pourrait remettre en cause les tables de la loi. De ce point de vue, comme l'ont bien montré Frédéric Bon et Michel-Antoine Burnier dans leur commentaire en forme de conclusion du célèbre ouvrage de Bernstein², la mécanique est la même depuis la social-démocratie allemande de Kautsky jusqu'au mouvement communiste contemporain. A chaque crise, le même scénario se développe : l'alliance du centre « orthodoxe » s'appuyant sur une gauche « révolutionnaire » pour éliminer les révisionnistes que l'on qualifie de « droitiers »³. Après quoi

1. Et de Guesde en France.

2. Édouard Bernstein, *Les Présupposés du socialisme*, Éditions du Seuil, 1974, p. 255-300. (Cet ouvrage a été publié pour la première fois en 1899.)

3. En 1965, lors de la crise de l'UEC (Union des étudiants communistes), on vit ainsi la direction du PCF s'appuyer sur les futures tendances maoïstes et trotskystes pour exclure la tendance « italienne ».

il est temps pour le centre de liquider la gauche. Rosa Luxemburg en a fait, la première, l'expérience. Car ce qui est condamné en même temps que le révisionnisme, c'est en fait l'exigence constante d'une confrontation théorie-pratique. Une fois abandonnée cette question gênante, la gauche elle-même n'a plus les moyens de s'opposer à l'empirisme du centre pour lequel la théorie se résume à une simple idéologie permettant de justifier son pouvoir.

4. Une même croyance dans le caractère automatiquement progressiste du développement des forces productives

Le mouvement communiste ne remettra jamais en cause, bien au contraire, la corrélation automatique entre progrès technique et progrès social qui constitue pour la social-démocratie un véritable acte de foi. C'est à Lénine que l'on devra ensuite les formules fameuses sur le taylorisme ou l'avancée du socialisme « par les trusts ». La thèse suivant laquelle les technologies ne sont pas neutres et peuvent induire, autant sinon plus qu'un mode de propriété, des phénomènes d'exploitation ou de domination, est restée étrangère à la social-démocratie comme au communisme jusqu'à ces toutes dernières années. L'absence d'une réelle réflexion sur la croissance et le modèle de développement est directement issue de cette carence théorique et politique.

5. Une commune évolution vers le nationalisme

Il est piquant d'entendre aujourd'hui le parti communiste français, protagoniste du socialisme « aux couleurs de la France », auteur du slogan « Fabriquons français » et hostile à l'élargissement de l'Europe, rappeler avec force l'importance et la signification de la rupture intervenue au congrès de Tours¹ car cette rupture s'est faite pour l'essentiel sur la critique de la participation socialiste aux gouvernements d'Union nationale durant

1. En 1920, au congrès de Tours, la majorité du parti socialiste accepte les conditions de la III^e Internationale et fonde la SFIC (Section française de l'Internationale communiste) qui deviendra ensuite le parti communiste français.

la Première Guerre mondiale. Comme l'a montré clairement Annie Kriegel¹, le parti communiste a été d'abord l'héritier du syndicalisme révolutionnaire dont les membres, pacifistes libertaires, considéraient toute défense nationale comme une trahison des idéaux internationalistes. Cette période fut pourtant de courte durée. Avec la bolchevisation, les prolétaires français retrouvèrent une patrie : ce fut d'abord l'URSS, puis la France à partir du tournant « national » opéré par le PCF au cours de la période 1934-1936. Ce faisant, le parti communiste renouait totalement avec le guesdisme. Le nationalisme était en effet la seule divergence notable qui distinguait la pensée de l'ancien leader de la SFIO de celle du parti communiste. Pour le reste, le statut d'une idéologie doctrinaire, l'étatisme et le productivisme maintenaient la filiation.

S'il y a bien échec de la social-démocratie sur l'internationalisme, échec qui se vérifiera et s'approfondira dans l'aveuglement d'une bonne partie des sociaux-démocrates (hormis dans les pays scandinaves) à l'égard de l'impérialisme et du colonialisme, cet échec est également patent, et probablement pour les mêmes raisons, dans le cas communiste. Dans les deux histoires, en effet, on retrouve la même sous-estimation des facteurs culturels qui conduit, après avoir nié au nom d'une analyse économiste l'existence de la question nationale, à adopter l'attitude inverse en n'hésitant pas à faire le saut du chauvinisme le plus contestable.

L'EXORCISME COMMUNISTE

Le mouvement communiste est, sur des points fondamentaux on le voit, l'héritier de la social-démocratie. La matrice idéologique et organisationnelle est la même. La véritable différence qui conduira ensuite les deux mouvements à adopter des tendances contradictoires tient au fait que la social-démocratie, malgré son idéologie originelle, a reconnu l'existence de deux butoirs.

1. Annie Kriegel, *Aux origines du communisme français*, Flammarion, 1970.

— Le butoir politique du suffrage universel d'abord. Après avoir accepté, à la suite d'Engels¹, d'en faire son moyen quasi exclusif de conquête du pouvoir, elle a admis également d'en accepter éventuellement la sanction négative.

— Le butoir économique ensuite : la social-démocratie a abandonné très tôt en pratique, sinon en théorie, la thèse d'une appropriation intégrale des moyens de production et s'est orientée vers les thèses planistes de l'économie mixte, des nationalisations sélectives et de la planification non dirigiste.

Le mouvement communiste a, lui, à travers l'expérience soviétique, tenté de passer outre à ces deux butoirs qui contredisaient son idéologie : on sait ce qu'il en est résulté!

Nous voici donc aujourd'hui devant un paradoxe : les partis communistes qui n'ont pas eu de mots assez durs pour dénoncer la social-démocratie², qui ont réussi à persuader les socialistes eux-mêmes qu'ils resteront indéfiniment coupables d'un péché originel, sont probablement les partis les plus proches de la social-démocratie de type allemand en Europe du Sud. Ils ont déjà accepté le premier butoir du suffrage universel en théorie et en pratique. Ils récusent encore théoriquement le butoir économique mais s'y sont depuis longtemps adaptés en pratique. Par ailleurs leurs rapports organiques, de fait sinon de droit, avec une partie du mouvement syndical et avec un vaste réseau d'associations accentuent encore les éléments de filiation avec le modèle social-démocrate au moment où les partis socialistes européens renouent eux, davantage, avec les traditions fédéralistes, associationnistes et libertaires³.

Est-ce pour exorciser cette évidente filiation et cacher que le modèle social-démocrate est probablement l'avenir des partis communistes européens que ceux-ci, et tout particulièrement le français, tiennent tant à entretenir sur le mode symbolique l'idée d'une rupture absolue entre les deux traditions?

1. Voir son introduction de 1895 à l'ouvrage de K. Marx, *Les Luites de classes en France* (1848-1850), Éditions sociales, 1946, p. 16-23; de larges extraits de ce texte sont cités p. 113.

2. Même les partis communistes espagnol et italien ont toujours été durs à l'égard de leurs partis socialistes nationaux, en dépit d'une certaine bienveillance à l'égard des social-démocraties étrangères.

3. Voir sur ce point l'évolution récente du parti socialiste italien.

Autre résultat, lui aussi paradoxal : les socialistes autogestionnaires qui n'ont cessé, depuis dix ans, de montrer la nécessité de dépasser la matrice culturelle commune de la social-démocratie et du communisme font aujourd'hui figure de sociaux-démocrates pour la simple raison qu'ils se refusent à traiter par l'injure et le mépris cette tradition du mouvement ouvrier.

Mais qu'importent les intimidations, d'où qu'elles viennent ! C'est en socialistes autogestionnaires qu'il nous faut tirer un bilan serein des expériences social-démocrates et débattre des éléments de contradiction ou de complémentarité qu'elles peuvent entretenir avec notre projet socialiste.

UN BILAN SEREIN

La difficulté principale que l'on rencontre dès que l'on veut dresser un bilan des tentatives social-démocrates, c'est de déterminer l'instrument de mesure. S'agit-il de confronter les réalisations avec les objectifs idéologiques définis à l'origine par le marxisme : société sans classes, abolition de la division du travail, passage du gouvernement des hommes à l'administration des choses ? A cette aune-là, effectivement, la social-démocratie est loin du compte. Mais elle partage cette infortune avec l'ensemble du mouvement communiste et toutes les tentatives révolutionnaires jusqu'à ce jour. Au point que l'on peut légitimement se demander si l'instrument de mesure, par trop rudimentaire, n'est pas aujourd'hui en cause.

Faut-il alors être plus modeste et établir des comparaisons avec ce que nous, socialistes français, avons l'habitude de proposer comme objectifs ? C'est probablement la bonne méthode. Prenons donc par exemple les grands axes du programme commun et voyons par rapport à nos critères où en sont les social-démocraties.

1. Les réformes de structure

Nombre de socialistes français ont pris l'habitude de distinguer les socialistes des sociaux-démocrates grâce au critère des réformes de structure : les premiers les acceptent, les seconds les refusent.

Cette thèse est erronée sur le plan théorique et historique. La notion de « réformes de structure », distincte des « réformes de répartition », est l'un des concepts décisifs du socialisme révisionniste de l'entre-deux-guerres. Inventé par Henri de Man, ce terme sert à désigner l'ensemble des transformations touchant à la nature du pouvoir, économique et politique, qu'il s'agit d'introduire au sein même du capitalisme. Le thème des nationalisations sélectives, c'est-à-dire visant à travers le contrôle des industries-clés à mettre en œuvre une autre politique industrielle et non à assurer progressivement l'étatisation générale des moyens de production, naît à cette époque. Il en est de même des idées de planification, d'économie mixte, ou de réforme du pouvoir de l'entreprise. Tous ces thèmes ont été à l'origine combattus au nom du marxisme orthodoxe par des hommes comme Guesde ou Thorez qui estimaient qu'aucune réforme de structure n'était envisageable, ou même souhaitable, en système capitaliste. C'est dire que sur ce que l'on avait coutume d'appeler le « noyau dur » socialiste du programme commun (les nationalisations, la planification, le contrôle ouvrier), les socialistes français ne faisaient, depuis la Libération, que reprendre avec retard les idées révisionnistes qu'avaient fini par adopter avant eux la plupart des social-démocraties européennes et le travaillisme anglais.

La pratique confirme d'ailleurs pleinement sur ce point la théorie. Les Britanniques et les Autrichiens ont été au moins aussi nationalisateurs que nous, la gauche travailliste a même revendiqué la nationalisation des vingt-cinq plus grandes entreprises rentables du pays.

La distinction traditionnelle entre les social-démocraties de l'Europe du Nord et les « socialismes » de l'Europe du Sud est en réalité non pertinente pour rendre compte de l'attitude des différents mouvements socialistes face à ce critère des réformes de structure. Les socialismes français, britanniques et autrichiens présentent par exemple des analogies frappantes sur ce thème.

La différence tient essentiellement au tournant pris par la social-démocratie allemande, à son congrès de Bad-Godesberg. Après avoir proposé, dans l'immédiat après-guerre, de nombreuses nationalisations et s'être même opposés à la reconstitution des syndicats patronaux, les sociaux-démocrates ont abandonné

l'objectif de la socialisation des principaux moyens de production et accepté de jouer le jeu de l'économie de marché. Ce qui depuis cette époque compte avant tout à leurs yeux, c'est l'extension de la cogestion des entreprises et le développement d'un secteur collectif non étatisé, plus ou moins contrôlé par les syndicats.

Les communistes, mais aussi la plupart des socialistes français, ont condamné cette démarche qui va effectivement à l'encontre de la thèse selon laquelle il ne peut y avoir changement dans le pouvoir s'il n'y a pas de changement dans la propriété. Il convient cependant d'observer à ce propos que ni les communistes ni les socialistes n'ont maintenu, dans leurs programmes successifs, l'objectif d'une collectivisation intégrale des moyens de production. Dès la Seconde Guerre mondiale, les communistes ont récupéré les thèses « révisionnistes » concernant la planification et les nationalisations sélectives. Le programme commun de 1972 retiendra en fait l'idée « planiste » du choix des entreprises et des secteurs-clés d'où le capitalisme privé doit être écarté.

2. Les réformes de répartition

Si le critère de réformes de structure n'est guère pertinent pour distinguer le socialisme « du sud » de la social-démocratie « du nord », le bilan des expériences social-démocrates en matière de fiscalité, de services sociaux, de réduction des inégalités et d'élévation globale du niveau de vie de la classe ouvrière est de nature à nous donner quelques complexes.

Si l'on veut bien admettre qu'un mouvement ouvrier est comptable de son activité non seulement lorsque les forces politiques qui le représentent sont au pouvoir, mais aussi lorsqu'elles n'y sont pas — car c'est alors de leur part le signe d'une certaine impuissance —, il faut avoir le courage de reconnaître que les forces syndicales et politiques de gauche ont infiniment moins fait en France pour l'amélioration du sort des classes populaires que les social-démocraties suédoise, autrichienne et allemande et que le travaillisme britannique. Il est vrai que ce constat d'échec pratique est inversement proportionnel aux

bulletins de victoires idéologiques que se décernent régulièrement non seulement le parti communiste mais aussi nombre de socialistes pour avoir préservé une doctrine révolutionnaire pure et dure. Nous perdons régulièrement les élections au nom de cette pureté idéologique qui permet par ailleurs à la droite de maintenir notre pays dans le peloton de tête au palmarès de l'inégalité sociale.

Près de 25 % du PNB suédois sert à la production de services collectifs; en France ce taux était de 12,6 % en 1973. Le SMIC allemand ou néerlandais dépasse largement les 3 000 F mensuels. Il est inférieur à 2 000 F en France. La réduction de la hiérarchie des revenus, de l'inégalité devant l'éducation, les loisirs, la santé, la mort est, chacun le sait, l'une des principales réussites des gestions social-démocrates : un syndicalisme puissant et une approche réaliste des équilibres économiques ont été, pour la classe ouvrière, infiniment plus utiles que la conservation des tables de la loi marxistes par les partis communistes ou socialistes d'Europe du Sud. Il nous faut avoir le courage de reconnaître cela avant d'examiner les faiblesses de la social-démocratie.

AU-DELA DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE : L'APPORT DU SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE

Ce rapide bilan de la social-démocratie nous a permis de mettre en évidence un double paradoxe :

— La filiation entre social-démocratie et communisme est beaucoup plus importante que pourrait le laisser croire la dureté des polémiques qui se sont instaurées entre ces deux branches du mouvement socialiste international.

— Sur le terrain de l'amélioration du niveau de vie de la classe ouvrière, de la puissance de ses organisations syndicales et politiques et même des réformes de structures imposées dans un cadre capitaliste, les tentatives social-démocrates ont un bilan supérieur aux traditions socialistes ayant conservé une plus grande rigidité doctrinale.

Bref, s'il s'agissait uniquement de choisir entre les divers protagonistes de la rupture issue de la naissance de la III^e inter-

nationale, le choix ne ferait guère de doute. Non seulement la social-démocratie peut présenter à sa classe ouvrière un bilan relativement satisfaisant, mais elle peut également, à bon droit, faire remarquer que les limites qu'elle s'est imposées sont celles mêmes de la sanction démocratique. Or sur ce terrain décisif de la liberté, la différence est accablante pour le mouvement communiste. C'est dire que lorsque nous parlons, nous, socialistes français, « de la nécessité d'un double dépassement du stalinisme et de la social-démocratie », il nous faut probablement éviter une confusion. Face au stalinisme et au fait totalitaire on ne peut raisonner en termes de dépassement mais de rupture. Notre divergence avec la social-démocratie, pour importante qu'elle soit, ne saurait avoir la même signification que celle qui nous oppose au stalinisme. Mais alors en quoi et pourquoi dépasser la social-démocratie? C'est là que les socialistes autogestionnaires qui refusent de traiter par le mépris son expérience, et sont donc à ce titre suspects aux yeux des communistes et de certains socialistes, peuvent probablement être plus exigeants. Si nous reprenons en effet les cinq thèmes sur lesquels je notais au début de ce chapitre une étroite filiation entre social-démocratie et communisme, nous nous apercevrons que ce sont précisément les terrains sur lesquels le socialisme autogestionnaire tente d'ouvrir une voie nouvelle :

1. Face à une conception très étatiste du changement social, le socialisme autogestionnaire met en évidence l'importance d'une recomposition de la société civile et la nécessité de conduire une stratégie de l'expérimentation. Non, bien évidemment, pour éluder la question du pouvoir d'État et celle des nationalisations. Il s'agit d'une part de rétablir pleinement la fonction du gouvernement de plus en plus étouffé par le phénomène de l'excroissance administrative et centralisatrice du pouvoir d'État, et d'autre part, d'enlever au capitalisme privé ses principaux pôles de domination. Mais cette extension du secteur social, non capitaliste, ne doit pas être vue sous l'angle de l'étatisation. De multiples formes de socialisation peuvent être envisagées (propriétés communales ou régionales, coopératives, entreprises autogérées, etc.) et l'utilisation de la notion juridique de nationalisation doit elle-même laisser à chaque entreprise une large

autonomie. Sinon il serait impossible d'envisager un développement quelconque du processus autogestionnaire.

2. Pour développer une telle stratégie, le socialisme autogestionnaire ne peut se satisfaire de la conception social-démocrate ou communiste des partis politiques. Si nous avons à apprendre de la social-démocratie la nécessité d'une implantation beaucoup plus forte dans le tissu social grâce à des rapports plus étroits avec le mouvement syndical, coopératif, mutuelliste et associatif, il nous faut aussi concevoir un nouveau type de militantisme et d'organisation politique. Un parti capable de créer de la transformation et de l'expérimentation sociale doit être infiniment plus décentralisé qu'une organisation qui limite son ambition à la conquête et à l'exercice du pouvoir d'État : ses militants, loin d'être de simples propagandistes ou agents électoraux, doivent être de véritables « entrepreneurs » capables de transformer leur milieu de vie et de travail, et de se comporter, selon l'expression célèbre de Gramsci, en « intellectuels collectifs ».

3. Les expériences social-démocrates tirent leur relative réussite de l'expansion capitaliste qui leur a permis de jouer la carte de l'État-providence. Cette réussite est aussi le signe de leurs limites : la forte expansion des économies capitalistes est révolue et probablement pour longtemps. Et nous payons, par contre, les conséquences d'une croissance non maîtrisée en découvrant en particulier les effets « contre-productifs » de certaines technologies. Il est significatif que ce soit un syndicat ouvrier, la CFDT, qui ait publié un rapport sur les « dégâts du progrès ¹ », rompant ainsi avec cette vieille idée du socialisme « scientifique » : le caractère automatiquement progressiste du développement des forces productives.

En ouvrant une réflexion critique sur les technologies, la croissance et un nouveau modèle de développement, le socialisme autogestionnaire peut contribuer à dépasser cette conception désormais surannée de l'État-providence répartissant au mieux les fruits de l'expansion capitaliste.

1. *Les Dégâts du progrès*, Éditions du Seuil, 1977.

4. *Sur le plan théorique*, le socialisme autogestionnaire, en refusant de s'enfermer dans la fausse querelle des orthodoxies et des révisionnismes, du réformisme et de la révolution, a entrepris de développer ce qui manquait le plus au mouvement ouvrier : une théorie du pouvoir. Il est aujourd'hui clair que c'est sur la base de cette recherche que le mouvement socialiste, mais aussi communiste européen, commence aujourd'hui à s'orienter : la reprise des thèses sur la décentralisation, l'autogestion, le contrôle ouvrier, par des partis comme le PCF, qui y étaient auparavant hostiles, témoigne de cette évolution. L'approfondissement par certains partis sociaux-démocrates comme le suédois de la thèse de la démocratie industrielle participe de cette même démarche.

5. Enfin, à bien des égards, le socialisme autogestionnaire se propose de mettre en œuvre un nouvel internationalisme. S'il est un point noir, dramatiquement commun aux tentatives social-démocrates et communistes, c'est bien, en effet, l'approche de la question nationale. Après avoir imaginé que les intérêts économiques des travailleurs seraient plus forts que la communauté de langue, de culture, d'enracinement géographique, les socialistes comme les communistes ont viré de bord pour confondre allégrement patriotisme, nationalisme et chauvinisme. Hormis la Suède anti-impérialiste, l'essentiel du mouvement social-démocrate, socialiste et travailliste est ainsi resté totalement aveugle sur la question de l'impérialisme et du colonialisme.

Le socialisme autogestionnaire est au contraire l'héritier direct de cette nouvelle gauche française qui combattit contre la guerre d'Algérie et fut constamment présente dans les luttes contre l'impérialisme, qu'il soit américain ou soviétique. Cet attachement à la relance d'un nouvel internationalisme socialiste ne nous dispense pas cependant d'une réflexion approfondie sur ce phénomène culturel considérable et incontournable qu'est le fait national. Car nous sommes encore loin d'avoir trouvé la réponse à ce problème sur lequel butèrent les tentatives social-démocrates et communistes.

PLAIDOYER POUR LA MODESTIE

Au terme de cette réflexion qui nous a permis de mieux situer l'apport qui peut être celui du socialisme autogestionnaire, il nous faut rappeler l'un des aspects du bilan positif de la social-démocratie : l'expérience du pouvoir. Elle seule, en effet, est de nature à passer au crible de la réalité les projets les plus audacieux, car le pouvoir n'est pas cette machine simple qu'imaginent bien des hommes de gauche. Le socialiste Wilbrandt comparait un jour la social-démocratie allemande de 1919 à un chien menaçant en racontant cette histoire savoureuse :

« Au cours d'un voyage d'études, j'arrivai à l'entrée d'une fabrique. Un chien à la chaîne aboya. Il tirait sur sa chaîne, sautait de-ci de-là et semblait vouloir me mettre en pièces, si jamais la chaîne cassait. La chaîne cassa.

Le chien fit encore un grand bond. Puis il se tint coi, effrayé. Il n'aboyait plus. L'heure de la puissance l'avait, semble-t-il, surpris sans programme. Il n'avait pas confiance. Il n'avait pas la moindre idée de ce qu'il devait faire pour commencer. Il ne savait pas comment faire ce qu'il y avait alors à faire. »

Cette comparaison pourrait encore — si nous n'y prenons garde — s'appliquer cruellement au socialisme français. C'est pourquoi, tant qu'il n'aura pas éprouvé dans l'expérience du pouvoir la validité de son projet, le socialisme autogestionnaire devra faire preuve d'une qualité supplémentaire : la modestie.

2. La social-démocratie et le marxisme

PAR JEAN-PAUL MARTIN

PROBLÉMATIQUE

Depuis la faillite de la II^e Internationale en août 1914, la social-démocratie européenne n'a guère cessé de symboliser, pour une grande partie du mouvement ouvrier, une immense « déviation » politique associée à l'idée de trahison ou d'impuissance. On comprend, certes, aisément pourquoi Lénine et le mouvement communiste ont été à l'origine de cette assimilation. Eux-mêmes, en quête d'une légitimité historique et théorique, en faisant de la social-démocratie un bouc émissaire, masquaient précisément tout ce que le bolchevisme représentait en fait de « révisionnisme » par rapport à la tradition marxiste.

Le plus curieux dans ce transfert d'orthodoxie d'un mouvement sur un autre — qui sous-tend par exemple toutes les imprécations de Lénine contre le « renégat Kautsky » — c'est le phénomène de *réduction* auquel il donne lieu : la *dégénérescence politique* de la social-démocratie y est toujours appréhendée comme le produit d'une *dégénérescence théorique*. L'abandon d'une théorie marxiste originelle ou l'abandon de la perspective de son « enrichissement » sur la base du maintien de sa prémisses essentielle (à savoir l'idéal de la rupture révolutionnaire) est présenté ici comme une bifurcation historique essentielle. Ceci permet de sauver la validité de la théorie elle-même qui, par définition, ne peut pas échouer : ce qui échoue, c'est seulement la politique inspirée par son « oubli » ou par son usage défectueux par des esprits imbéciles ou mal intentionnés.

Découle aussi de cette vision une grande confusion sur le sens des concepts de « social-démocratie » et de « révisionnisme » dont a hérité le mouvement ouvrier dans les pays imprégnés de tradition marxiste (et léniniste) comme la France. Présentés quasiment comme synonymes et jouant toujours un rôle de repoussoir dans les polémiques politiques, ils permettent d'« expliquer »

jusques et y compris au sein de la gauche socialiste tout aussi bien l'effondrement de la II^e Internationale en 1914 (*puisque* imprégnée, dans sa branche allemande, par les idées révisionnistes de Bernstein...) que les politiques actuellement équivoques d'Helmut Schmidt ou de James Callaghan (*puisque* mises en œuvre par des partis au pouvoir qui, pour le premier, a répudié le marxisme en 1959 à Bad-Godesberg, et, pour le second, ô horreur, ne l'a jamais admis!) ou encore la faiblesse du secteur nationalisé en Suède (*puisque* la social-démocratie de ce pays, à qui on consent parfois à reconnaître de « beaux restes », ne semble pas avoir conscience de l'intérêt que présente « la collectivisation des grands moyens de production et d'échange »). Il n'est pas jusqu'à la politique de la SFIO molletiste qui ne soit créditée parfois de « dégénérescence social-démocrate »; mais dans ce cas, l'élasticité d'un concept-caoutchouc est trop évidemment abusive, puisque la SFIO de Guy Mollet pas plus que le SPD allemand d'avant 1914 (qui condamna dans tous ses congrès les thèses de Bernstein) n'étaient « révisionnistes » : ils avaient fait des principes marxistes un article de foi!

D'autre part le flou conceptuel, qui n'en est pas à une contradiction près, dissimule aussi souvent autre chose : l'identification du marxisme avec la seule forme possible de théorie du mouvement ouvrier. Dans ce sens-là, un parti social-démocrate qui abandonne la référence marxiste ne peut qu'être condamné à ce qu'on appelle communément mais improprement le « pragmatisme ¹ » et que nous nommerons plus volontiers le « praticisme », c'est-à-dire une action au jour le jour dépourvue de tout projet à long terme. Dans cette façon de voir, le « révisionnisme » ne reçoit jamais le statut de réflexion théorique ou idéologique : la « fin de l'idéologie » est sa vérité profonde et s'il habille parfois sa démarche d'une problématique intellectuelle, cela ne peut être que provisoire ou pour mieux dissimuler sa « trahison ».

Notre projet est ici d'énoncer quelques éléments historiques et problématiques pour déconstruire cette double réduction :

1. Assimilation de la social-démocratie à une déviation politique

1. Improprement, car le pragmatisme résulte d'une autre façon de *penser* la transformation sociale. Voir plus loin l'exemple du travailisme.

dont la nature profonde renverrait à une défaillance théorique; 2. Assimilation du marxisme à une « essence » de la théorie et de la réflexion reléguant du même coup les partis qui ne s'en inspirent pas à un « non-être » idéologique.

Ceci implique que l'on compare plusieurs expressions de la social-démocratie et que l'on *interroge*, dans cette perspective, *ses rapports avec la théorie politique* : comment opèrent les rapports théorie/pratique? Comment rendre compte de leur dissociation si fréquente? Comment s'articulent et alternent les périodes de fécondité ou au contraire de stérilité idéologiques? Telles sont quelques-unes des questions à propos desquelles cet article voudrait formuler quelques hypothèses, sans se dissimuler leur insuffisance manifeste sur bien des points. Le matériau historique utilisé est emprunté surtout aux deux grandes social-démocraties qui symbolisent de par leurs origines l'une (l'allemande) le volet marxiste et l'autre (l'anglaise) le volet non marxiste des références intellectuelles de la social-démocratie. La « voie suédoise » inspirera également quelques réflexions.

Une dernière précaution : il n'y a aucune tentative ici de « réhabiliter » la social-démocratie, bien qu'elle soit l'objet d'un discrédit. L'opportunisme social-démocrate, son praticisme existent : nous les avons rencontrés! Il s'agit bien davantage d'en rendre compte en récusant les descriptions et les explications simplistes qui en sont trop souvent données.

Pionniers chacun à leur manière d'expériences gouvernementales qu'on tend plus ou moins aujourd'hui à superposer, la social-démocratie allemande et le travaillisme britannique s'opposent en effet à l'origine par la manière dont s'y distribuent les références théoriques. Faut-il voir là l'origine du « développement inégal » de leur influence sur les autres partis socialistes étrangers alors que leur représentativité auprès de leurs classes ouvrières respectives est tout aussi remarquable avant 1914? C'est un fait, en tout cas, que le SPD, bastion de l'orthodoxie marxiste, rayonne dans tous les congrès de la II^e Internationale : il est le Parti-phare, le Parti-modèle qui se permet d'intervenir du haut de son infaillibilité dans les affaires des autres partis. Par contre le travaillisme, produit d'un conglomerat d'influences purement nationales

et profondément réfractaire à la problématique marxiste de la lutte des classes, y joue un rôle très effacé, voire inexistant. Sans chercher à savoir si la toute-puissance du marxisme dans le SPD rend compte d'une manière adéquate de sa quasi-toute-puissance dans l'Internationale, sans chercher non plus à savoir quelle part d'« isolationnisme » britannique ou de tactique politique bien comprise (souci de *ne pas être* un modèle) entre dans l'attitude du Labour, on notera en tout cas que, dès la fin du XIX^e siècle, le mouvement ouvrier anglais, parce qu'il n'est pas marxiste, n'est pas reconnu comme un mouvement ayant une pensée authentique. Engels doit être considéré ici, pour l'avoir forgé, comme responsable du mythe tenace d'un particularisme des travailleurs anglais les constituant comme « différents » et les rendant « irrécupérables » du point de vue révolutionnaire. « Ce qu'il y a de plus fâcheux ici, c'est la respectabilité bourgeoise profondément ancrée dans la chair des ouvriers » écrivait-il à Sorge le 7 décembre 1889. A cela s'ajoute l'impossibilité d'admettre l'existence d'une idéologie autonome : « Les Fabiens ici à Londres sont une bande d'arrivistes qui ont assez d'intelligence pour apercevoir le caractère inévitable de la révolution sociale mais qui, trouvant impossible de confier ce travail de géant au prolétariat, ont l'obligeance de se mettre à sa tête. La peur de la révolution est leur principe fondamental ¹... » (1893).

Ce bel exemple d'intolérance qui disqualifie l'adversaire (arriviste, pusillanime) sans le discuter *pose tout le problème de la fonction jouée par le marxisme comme référence théorique dans les organisations ouvrières. Ce problème est d'abord celui de la social-démocratie allemande puisqu'elle fut le premier terrain de rencontre où s'opéra la jonction entre l'idéologie marxiste et la pratique d'une organisation de masse* ².

1. Cité in Roland Marx, *L'Angleterre des révolutions*, Armand Colin, 1971, p. 380.

2. Sur ce plan, le bolchevisme, quoi qu'on en ait dit par la suite, est l'héritier de la social-démocratie allemande : avant de traiter Kautsky de renégat, Lénine lui a emprunté toute sa conception de la formation de la conscience de classe — apportée du dehors par des intellectuels à une classe ouvrière incapable de dépasser l'horizon trade-unioniste — qui est à l'origine de la conception du Parti exposée dans *Que Faire?* (1902).

Comme on va le voir, c'est le fonctionnement du marxisme comme dogme dont il est question ici, c'est sa dogmatisation indissociable de sa pénétration dans une organisation dont il gère et dissimule à la fois les relations de pouvoir qui s'y déploient. Mais une précaution de méthode s'impose tout d'abord : nous parlons bien du marxisme comme *référence théorique*, ce qui est une manière de *mettre en question la façon dont le marxisme se pense lui-même*. Celui-ci, en effet, s'est toujours voulu davantage qu'une simple « référence » intellectuelle, davantage qu'une « croyance » ou même qu'une « méthode » pour comprendre la réalité : cette dernière qualité lui étant donnée *de surcroît* comme découlant du caractère « scientifique » (au sens où l'on entendait le mot science au XIX^e siècle) de sa démarche. Comme le dira Lénine : « La théorie de Marx est toute-puissante parce qu'elle est vraie. » La véritable originalité du marxisme, par rapport à toutes les réflexions qui ont prétendu fonder la politique sur la science, c'est bien plutôt de se présenter comme la Théorie qui permet de réunir en permanence la théorie et la pratique. C'est pourquoi il s'agit là, nous semble-t-il, du point décisif où peut être appréciée la réussite de son projet. A cet égard, il nous semble vain de nous demander si un tel rapport théorie/pratique *peut* exister un jour (ce qui supposerait : a) qu'une théorie du changement social qui en possède toutes les clés soit rendue possible, par l'élimination de toutes les conséquences inattendues des actions qu'elle déclenche ou qu'elle décrit et b) qu'un groupe d'hommes en nombre limité — un parti ? — l'élabore constamment dans un rapport vivant avec leur pratique et sache constamment l'utiliser); il nous suffira de constater, en nous inscrivant dans la lignée par exemple de Daniel Lindenberg, qu'un tel marxisme dans l'histoire est quasiment « introuvable ¹ ». Le problème se réduit ainsi à une donnée simple : si le marxisme ordinaire qui est à l'œuvre dans les organisations est autre chose que ce qu'il prétend être, quel est donc son sens caché ?

1. Daniel Lindenberg, *Le Marxisme introuvable*, Calmann-Lévy, 1975.

LA NAISSANCE DE L'ORTHODOXIE :
L'EXEMPLE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE

Sur ce point, l'exemple de la social-démocratie allemande avant 1914 est éclairant car on peut y saisir presque à l'état pur la naissance d'une orthodoxie permettant de distinguer le vrai et le faux, de rassembler les fidèles et de désigner les déviants. Un rapprochement s'imposerait ici avec les Églises chrétiennes dont l'esquisse a été remarquablement faite par Roberto Michels ou par Henri de Man¹. Bornons-nous à montrer les étapes décisives de ce mouvement d'orthodoxisation qui confère à bien des égards au SPD allemand en 1914 une allure d'« Église sécularisée », selon l'expression de Jacques Droz, en mettant en valeur les facteurs-clés qui y prédisposaient : l'intervention directe des « pères fondateurs » (et en particulier d'Engels), la « crise révisionniste » comme moment critique ayant pour effet inattendu (et trop peu souligné) de parachever, dans l'immédiat, ce mouvement vers l'orthodoxie, la situation particulière du prolétariat allemand dans l'État et la société dont certains traits accusent la tendance générale.

1. Les rapports de Marx et d'Engels avec la social-démocratie allemande sont marqués par un paradoxe étonnant : quoique s'affirmant marxistes, les dirigeants du SPD (Bebel, Liebknecht) ont éprouvé beaucoup de difficultés, au moins au début, à tenir compte de leurs avis. Inversement, Marx et Engels ont critiqué, de façon souvent retentissante dans des textes célèbres, les programmes de Gotha (1875) et d'Erfurt (1891), adoptés par les congrès socialistes. L'éloignement de Marx et d'Engels (qui sont à ce moment-là à Londres) et la chronologie l'expliquent pour une part; en 1875, à Gotha, lors du congrès d'unification, les influences de Lassalle sont encore vivaces et ce sont elles qui —

1. Roberto Michels, *Les Partis politiques*, Flammarion, 1971 (ouvrage publié pour la première fois en 1911); Henri de Man, *Au-delà du marxisme*, Éditions du Seuil, 1974 (ouvrage publié pour la première fois en 1933).

par Liebknecht interposé — sont responsables des formules qui déchaînent les foudres de Marx : « libre fondement de l'État » (préféré à « dictature du prolétariat »), « loi d'airain des salaires » (au lieu d'une référence à l'exploitation de la force de travail), etc. En 1891, le Programme d'Erfurt rédigé par Kautsky avec l'aval d'un Engels imbu de son rôle « d'exécuteur testamentaire de Marx », sonnera dans l'ensemble d'une manière moins cacophonique aux oreilles marxistes. Mais l'essentiel est ailleurs : il réside dans le décalage entre les *idéologies* « spontanées » qui ont servi de point de ralliement aux organisations socialistes (et parmi lesquelles l'influence de Lassalle, qui était un authentique chef ouvrier, a été considérable) et l'adhésion à un *système de pensée très élaboré* comme l'était alors la pensée de Marx. Les ouvriers allemands n'ont jamais considéré le marxisme comme leur *philosophie naturelle* et il faut bien admettre qu'il y eut un transfert de légitimité idéologique progressif du lassallisme au marxisme dont témoigne Engels, dans une lettre à Bebel en 1891 : « Je ne permettrai plus que la fausse gloire de Lassalle se maintienne aux dépens de Marx et qu'elle soit prêchée à nouveau. » Ce transfert ne pouvait se faire qu'au terme d'une schématisation qui a consisté à reprendre à son compte, sans le dire, une grande partie de la tradition lassallienne¹. De la même manière que l'Église médiévale n'a pu se débarrasser du paganisme rural qu'en rebaptisant les rites païens, la greffe marxiste sur le socialisme allemand n'a pu prendre qu'en adoptant des pratiques lassalliennes.

De cette évolution témoigne, à notre sens pleinement, la démarche d'Engels à la fin de sa vie, c'est-à-dire au moment du Programme d'Erfurt et surtout de la rédaction de son « testament » politique : l'Introduction de 1895 aux *Luttes de classes en France* de Marx, qu'on doit considérer comme la première formulation (riche d'avenir) d'une orthodoxie marxiste. Tout se passe alors, dans cette phase de succès électoraux sans pré-

1. Ce transfert était rendu possible par le fait que Lassalle proclamait déjà que la politique socialiste devait procéder de la science (cf. l'article de Sonia Dayan-Herzbrun, « Le socialisme scientifique de Ferdinand Lassalle », *Le Mouvement social*, n° 95, avril-juin 1976 (numéro spécial consacré au socialisme allemand)).

cèdent pour la social-démocratie, comme si Engels avait reconnu *in extremis* que, désormais « marxiste » depuis Erfurt, elle pouvait développer ce qui était depuis Lassalle sa tendance spontanée : la conquête du pouvoir par le suffrage universel. Autrement dit, la transformation de la société doit se faire par la conquête de l'État ¹. Il est frappant de voir ici avec quelle aisance Engels, sans piper mot de la destruction de l'État, jette par-dessus bord les formules « utopiques » d'insurrection et de révolution violente, tout occupé qu'il est à présenter les avantages du suffrage universel comme moyen de lutte qui doit infailliblement conduire au socialisme : « Nous, les révolutionnaires, les chambardeurs, nous prospérons beaucoup mieux par les moyens légaux que par les moyens illégaux et le chambardement. Les partis de l'ordre, comme ils se nomment, périssent de l'état légal qu'ils ont créé eux-mêmes. Avec Odilon Barrot, ils s'écrient, désespérés : la légalité nous tue, alors que nous, dans cette légalité, nous nous faisons des muscles fermes et des joues roses et nous respirons la jeunesse éternelle ². »

C'est là l'origine d'une interprétation de la réalité qui voit dans les progrès mathématiques de la social-démocratie la promesse-en-acte de l'inéluctabilité du socialisme.

« Sa croissance [de la social-démocratie] se produit aussi spontanément, aussi constamment, aussi irrésistiblement et en même temps aussi tranquillement qu'un processus naturel [...]. »

Et encore : « Si cela continue ainsi, nous conquerrons d'ici la fin du siècle la plus grande partie des couches moyennes de la société, petits-bourgeois ainsi que petits paysans et nous grandirons jusqu'à devenir la puissance décisive dans le pays devant laquelle il faudra que s'inclinent toutes les autres puissances, qu'elles le veuillent ou non. »

On voit tout le parti que les chefs sociaux-démocrates orthodoxes vont tirer de ces formules testamentaires : avec la caution

1. La référence à Lassalle est d'ailleurs *explicite* : « Déjà le *Manifeste communiste* avait proclamé la conquête du suffrage universel comme une des premières tâches du prolétariat militant et Lassalle avait repris ce point. »

2. F. Engels, Introduction de 1895 aux *Luttes de classes en France 1848-1850*, J.-J. Pauvert, coll. « Libertés », 1965, p. 50.

d'Engels, ils peuvent facilement récuser tout ce que comporte à leurs yeux d'utopique la perspective esquissée par Marx au lendemain de la Commune de « destruction de l'appareil d'État bourgeois ». Ceci les conduit à une vision fondamentalement étatiste du changement social, la « république démocratique » étant présentée comme « la forme spécifique de la dictature du prolétariat » (Engels).

Par la suite, Kautsky ne fera que formaliser les indications d'Engels : jusqu'à sa mort il se présentera comme « le théoricien de la révolution future mais aussi de l'attentisme pour l'immédiat ». Il définit significativement la social-démocratie comme un « parti révolutionnaire et non pas un parti faisant la révolution ». La révolution est inévitable; il faut donc s'y préparer mais non pas *la* préparer :

« Nous savons que nos buts ne peuvent être atteints que par une révolution, mais nous savons aussi qu'il n'est pas en notre pouvoir de faire cette révolution, pas plus qu'à nos adversaires de l'empêcher. Aussi n'avons-nous cure de la préparer ou de la mettre en route. » (1893.)

Bref, « Kautsky renonce à insérer dans ses analyses le problème de la prise du pouvoir. Pour lui l'organisation devient le succédané de l'action ¹ ». Tout est là, on le voit : croyance messianique en la révolution, attentisme, fétichisme d'organisation.

2. Mais une telle position provoque un effet pervers, non prévu et, on veut bien le croire, non désiré par « l'orthodoxie » : une distance croissante entre la théorie et la pratique. Il faut de plus en plus de subtilité et de jonglerie intellectuelle pour permettre à Kautsky et à ceux qui le suivent de concilier une pratique toujours plus ouvertement réformiste-étatique et une révolution qui demeure un article de foi mais dont on retarde de plus en plus l'échéance en vertu de la théorie de la catastrophe finale.

Les questions posées par Bernstein ² lorsqu'il déclenche la querelle du « révisionnisme » n'ont d'autre objet que de susciter un réajustement au moins relatif entre théorie et pratique :

1. Jacques Droz, « La social-démocratie allemande (1875-1914) », in *Histoire générale du socialisme*, PUF, 1974, t. II, p. 50-51.

2. Édouard Bernstein, *op. cit.*

« La social-démocratie est-elle aujourd'hui autre chose qu'un parti visant à la transformation socialiste de la société par le moyen de réformes démocratiques? »

Et comme la réponse pour lui est implicite, il invite la social-démocratie à « oser paraître ce qu'elle est » et à renoncer à sa phraséologie révolutionnaire.

Sans entrer ici dans tous les aspects du problème, l'aspect révélateur trop souvent ignoré de la démarche de Bernstein est la volonté de réagir contre la logique d'*impuissance* et de *paralyse* à laquelle aboutit la démarche de l'orthodoxie : paralysie de la réflexion intellectuelle (parce qu'elle risque de mettre en cause le dogme : la « simplification » des antagonismes de classe annonciateurs de la proximité de la révolution) et donc ignorance de l'évolution sociale, impuissance politique à transformer cette société dont la connaissance lui échappe de plus en plus. C'est pourquoi il l'invite à montrer moins d'audace gratuite sur les fins dernières (le Grand Soir) et un peu plus de détermination pour le présent :

« Plus la social-démocratie consentira à se montrer sous son jour véritable, plus elle aura de chances de réaliser le socialisme. »

En ce sens, le révisionnisme de Bernstein est tout le contraire, à l'origine du moins, d'une acceptation de la fatalité d'une politique au jour le jour (dont on l'accusera). Il y a là un véritable détournement de responsabilités, les « gestionnaires au jour le jour » étant précisément ses adversaires : que, par la suite, le révisionnisme ait été invoqué pour exprimer un refus d'envisager une transformation sociale ne doit pas faire oublier le sens premier de la tentative, qui est un retour au réel : Bernstein a lancé le seul grand débat intellectuel dont la résonance est encore perceptible, et on ne peut le confondre avec un *Realpolitiker* prêt à trahir pour garantir sa carrière!

Mais, par ailleurs, on notera aussi que s'il combat les aspects qu'il juge « utopiques » et « dépassés » dans la théorie de la social-démocratie (la « dictature du prolétariat », la révolution conçue comme un décrochage décisif), il agace beaucoup plus l'orthodoxie du Parti par *l'éclat* avec lequel il manifeste ses positions que par un désaccord vraiment fondamental et sur tous les points avec la pratique du Parti. Ce qu'on lui reproche au fond, c'est bien davantage d'*exprimer* que d'*avoir* de telles posi-

tions. Tel est le sens profond du mot d'Ignace Auer, l'un des membres de l'appareil, à son adresse : « Édouard, tu es un âne, on ne dit pas ces choses, on les pratique. » Il y a au moins un point décisif sur lequel sa vision de la transformation sociale ne s'écarte pas de celle de l'orthodoxie : elle est essentiellement étatiste, ainsi qu'en témoignent par exemple ses réserves sur la démocratie industrielle jugée parfaitement utopique.

On peut alors se demander ce qui se jouait exactement dans cette querelle du révisionnisme et dans la tornade qu'elle a déclenchée. Et pourquoi il fallut plus de cinquante ans à la social-démocratie pour reconnaître enfin que le maintien de sa perspective révolutionnaire avait cessé depuis des lustres de correspondre à sa pratique.

3. L'efficacité relative de l'orthodoxie marxiste de la social-démocratie allemande doit être appréciée sur un double plan : a) en fonction de l'existence d'un comportement messianique dans la classe ouvrière (et c'est spécialement vrai dans l'Allemagne d'avant 1914), et b) comme technique de gestion du pouvoir à l'intérieur de l'appareil. Parce qu'il prétendait exprimer la vérité scientifique de l'histoire, le marxisme allemand semblait présenter des caractéristiques intrinsèques — c'est là notre hypothèse centrale — pour répondre à ces deux fonctions.

L'idée d'une révolution rédemptrice est sans doute une composante importante de la conscience sociale « spontanée » du prolétariat allemand, telle qu'elle s'est constituée en particulier dans le cadre institutionnel économique et juridique du Reich bismarckien puis de l'Allemagne wilheminiennne : l'attentisme révolutionnaire correspond, sur le plan du comportement, à ce que l'historien allemand contemporain Dieter Groh a appelé « l'intégration négative » du prolétariat dans les institutions nationales¹. Autrement dit, il y a bien des éléments qui favorisent une certaine intégration ouvrière dans l'État (une législation sociale en particulier qui, dès l'époque de Bismarck, est en avance sur celle de la plupart des États européens) mais ceux-ci sont trop

1. Dieter Groh, « Intégration négative et attentisme révolutionnaire », *Le Mouvement social*, n° 95, avril-juin 1976.

faibles (absence de suffrage universel en Prusse, pas de vrai régime parlementaire) pour que cette intégration politique soit vraiment opérante (comme elle peut l'être en France par exemple, à cause du mythe de la République). D'où le paradoxe social-démocrate entre une croissance quantitative en adhérents et en voix, tout à fait remarquable, et la « quasi-nullité de son rôle dans la vie politique allemande ¹ ».

La social-démocratie n'est encore qu'un « objet » de la politique allemande : traitée en bouc émissaire par toutes les autres formations politiques, elle se trouve en butte à une inextricable contradiction politique : d'un côté elle aspire à devenir pleinement « sujet », ce qui implique qu'elle soit *reconnue* comme partie prenante de la nation (c'est un peu le sens de la démarche de Bernstein que de miser sur cette reconnaissance); de l'autre, *elle ne le peut pas* et elle ne peut que constater journallement que sa force grandissante ne lui sert à rien. *Comme*, par ailleurs, *cette situation elle-même peut difficilement être avouée*, il nous semble qu'il y a là le ressort psychologique et politique qui permet de comprendre le succès d'une orthodoxie réduite à un déterminisme historique pur et simple : l'idée d'une révolution nécessaire et inévitable, telle que Kautsky la conçoit, est alors la seule réponse possible, en jouant sur le double registre psychologique de l'espoir et de la revanche des opprimés.

De cette fuite en avant, le marxisme a été l'instrument, et ceci d'une triple manière. D'abord en lui donnant une « *légitimité scientifique* » : l'argument de la nécessité historique vient ici à point nommé pour compenser l'impuissance pratique de chaque jour face à l'État et aux adversaires de classe. Ensuite en lui imposant un *contenu radical*, de rupture, coïncidant avec la forte conscience messianique et millénariste d'une classe ouvrière exclue de la reconnaissance sociale : situation historique propice à un comportement politique du type « inversion sociale généralisée » dont l'idée de dictature du prolétariat fournit une expression modernisée. Enfin en proposant une *perspective pratique immédiate* (mais fort relative) destinée à canaliser l'agressivité des travailleurs : *le renforcement de l'organisation* conçue comme une véritable *contre-société* et débouchant sur sa *fétichisation*. Le

1. Jacques Droz, *op. cit.*, p. 21.

Parti cesse alors d'être le vecteur d'un projet politique distinct de lui : à une logique de transformation sociale qui était jusque-là au moins implicite se substitue une pure logique organisationnelle, c'est-à-dire la logique d'une organisation qui, de moyen pour atteindre un but, est devenue une fin en soi. Dès lors, il ne faut pas le *diviser* : d'où la mise sous le boisseau de la réflexion intellectuelle. Il ne faut pas non plus l'*exposer* : d'où l'immobilisme et la « justification de toutes les abdications au nom de la sauvegarde de l'organisation » comme le disent Bon et Burnier¹.

La boucle est ainsi bouclée : en achevant son orthodoxisation, le marxisme a du même coup complètement renversé les termes de son projet. Loin d'être la théorie permettant d'unir théorie et pratique, il se présente bien plutôt à nous comme la *justification théorique de leur dissociation*. Le schéma de cette justification est à peu près le suivant : malgré les apparences, aucun risque de sombrer dans l'opportunisme puisque l'histoire est là pour nous justifier à long terme. On peut donc tout s'autoriser au présent, du moment que l'avenir nous donnera raison.

4. La condamnation du révisionnisme de Bernstein a provoqué d'autre part une autre conséquence : la naissance de ce que Bon et Burnier appellent la « figure imposée du triangle » dans la plupart des débats du mouvement ouvrier de tradition marxiste. Par une série de réactions en chaîne, les questions posées par Bernstein (la « droite ») provoquent d'abord la naissance d'une « gauche » (avec Rosa Luxemburg) qui, en lançant l'attaque contre le révisionnisme, poursuit en fait un projet opposé mais de même nature que le sien : celui d'un réajustement de la théorie et de la pratique, dont la formule cette fois pourrait être « Qu'elle ose être ce qu'elle paraît » (révolutionnaire). Cette réaffirmation des principes révolutionnaires renforce en fait l'orthodoxie gestionnaire du Parti qui, dans un second temps, reprend à son compte cette argumentation de la gauche tout en ayant soin, comme le disent excellemment Bon et Burnier, de « compléter son arsenal théorique par l'adjonction d'une dernière figure dont la postérité devait être considérable : la lutte sur deux fronts ». Désormais la logique des débats imposera presque tou-

1. Édouard Bernstein, *op. cit.*, p. 255-300.

jours cette structure qui veut qu'une « droite » (« révisionniste ») et une « gauche » (« révolutionnaire ») s'opposent et cherchent en même temps à gagner l'appui d'un « centre » (« orthodoxe »), pour qui la théorie se réduit en bref au « rôle d'instrument de la domination ».

LE TRAVAILLISME : UNE THÉORIE ÉTRANGÈRE AU MARXISME MAIS UN « NOYAU » IDÉOLOGIQUE EN PARTIE COMMUN

Le « socialisme » anglais est antithétique du modèle allemand : organisationnellement, il ne se rassemble que fort tard, en 1906, lorsque les trade-unions décident de franchir définitivement le pas et créent enfin ce « parti du travail » nécessaire à leur représentation parlementaire alors que la social-démocratie allemande, unifiée dès 1875, entraîne dans son sillage un mouvement syndical qu'elle contrôle jalousement au moins jusqu'à la fin du siècle. Idéologiquement, même opposition : au lieu d'une théorie-phare supplantant les idéologies « spontanées », ces dernières, dans le Labour, continuent à survivre (libéralisme radical, socialisme utilitariste de Bentham, apport de John Stuart Mill et de Ruskin) et le Labour met un point d'honneur à refuser tout dogme et toute orthodoxie. Officiellement jusqu'en 1918, il ne se déclare même pas socialiste.

Est-ce à dire que la formation du travaillisme est restée étrangère à toute réflexion théorique, à toute influence intellectuelle, qu'elle n'a correspondu qu'à un mouvement spontané et linéaire explicable par « l'arrivisme des Fabiens » ou les effets corrupteurs de l'aristocratie ouvrière, selon la thèse de Lénine? Nullement, et le prétendre serait faire fi de la moindre analyse historique rigoureuse.

Le socialisme anglais procède, en réalité, de la rencontre de trois grandes traditions : celle du mouvement syndical (qui apporte les troupes), celle de la mauvaise conscience des intellectuels et d'une partie des classes moyennes devant les inégalités sociales à la fin du XIX^e siècle (qui apportent la doctrine), celle enfin du socialisme chrétien, responsable de quelques-unes des originalités les plus marquantes de la physionomie du travail-

lisme. Ces trois tendances, au départ séparées, se sont unifiées pour donner naissance à un mouvement nouveau, le travailisme : processus, on le voit, parti de la base et non du sommet, donnant l'image d'emblée d'un mouvement socialiste plongeant des racines profondes dans la classe ouvrière et dans les traditions populaires.

Est-ce à dire que tout s'est passé sans contradictions et qu'il n'y eut ni vainqueurs ni vaincus ? Les choses, on va le voir, sont moins simples.

La Société fabienne, qui s'est efforcée de formuler une doctrine socialiste originale (et qui fut d'ailleurs « la seule grande tentative entièrement autonome par rapport au marxisme¹ »), est une illustration vigoureuse de ce « socialisme des intellectuels » dont le marxisme sera l'autre incarnation. Pour les Fabiens, point de vocation historique de la classe ouvrière, point de vision non plus de la société comme un tout et par conséquent de la transformation sociale comme une totalité qui s'effectue par un coup de baguette décisif (la prise du pouvoir, la révolution) destiné à réaliser une espérance messianique : c'est pourquoi la société doit s'interdire d'intervenir « dans les problèmes du mariage, de la religion, de l'art, de l'évolution, de la théorie économique, de la monnaie, bref dans tout sujet autre que la démocratie pratique et le socialisme ». On voit comment cette restriction du champ politique permit aux marxistes de dauber sur « le pseudo-socialisme » des Fabiens : c'était méconnaître toute la valeur du côté « possibiliste » et expérimentateur de leur démarche. Les Fabiens sont au fond les inventeurs de l'expérimentation sociale qui trouvera mainte possibilité d'application, notamment dans le socialisme municipal où il s'agit pour eux de donner le goût, sur la base de réalisations concrètes, de poursuivre la réalisation du socialisme. Autre condition concomitante de cette expérimentation : le droit à l'erreur qui est une composante importante de l'idéal démocratique des Fabiens, initiateurs (ou continuateurs ?) en cela de toute une tradition britannique.

1. François Bédarida, « Le socialisme en Grande-Bretagne de 1875 à 1914 », in *Histoire générale du socialisme*, PUF, 1974, t. II, p. 363.

Ces prémisses de la pensée fabienne étant posées, n'en apparaissent que plus curieux les éléments qui la rendent moins distante qu'on pourrait le croire du marxisme « scientifique ». Et d'abord précisément l'idée que le socialisme s'appuie sur une certitude scientifique : même défini en des termes différents du marxisme (la société communiste décrite par Marx a toujours paru utopique aux Fabiens, qui influencèrent sur ce point Bernstein) « leur socialisme correspond au point naturel d'aboutissement de l'évolution humaine » dit François Bédarida. Il y a donc bien un déterminisme qui résulte d'une application (d'ailleurs peut-être douteuse?) du modèle scientifique dominant en biologie (Darwin) et qui conduit à une sorte de « darwinisme social » avec les mêmes conséquences d'impuissance politique sur le travaillisme en situation de pouvoir que le marxisme sur la social-démocratie allemande : ce n'est pas un hasard si Ramsay MacDonald, dont le nom est associé dans l'entre-deux-guerres à une forme patente d'impuissance à effectuer la moindre réforme sociale, était précisément un adepte du darwinisme social. Dans la pensée politique fabienne, cet évolutionnisme déterministe s'exprime par un « gradualisme » d'étapes successives, lequel se traduit — autre concession à l'esprit du temps — par un modèle fondamentalement étatiste de la transformation sociale : la première étape à réaliser passe par des nationalisations qui débouchent sur un renforcement de l'État. Sont en germe ici à la fois les principes du *Welfare State* que les travaillistes réaliseront lors de leur « grande » expérience gouvernementale de 1945 à 1951, ainsi que ceux d'une gestion technocratique qui s'accordent particulièrement bien à l'élitisme éclairé des Fabiens. (Sur ce point, leur critique des illusions marxistes sur le rôle des masses dans l'histoire et leur refus de reconnaître une mission révolutionnaire au prolétariat les conduit à préconiser une stratégie d'infiltration dans l'État — dont la conquête des municipalités est la première étape — qui réserve un rôle de premier plan aux intellectuels en raison de leur compétence technique supérieure à celle des masses.) Cette vision étatiste, dépourvue d'ouvriérisme, les pousse à sous-estimer et le rôle du syndicalisme qu'ils ne comprennent pas réellement, comme l'explique François Bédarida, et l'éventualité d'expériences de contrôle ouvrier ou de démocratie industrielle. De ce point de vue, l'insuffisance de leur réflexion est patente

et elle conduira à écarter du Labour tout un courant d'expérimentation « autogestionnaire » (*shop stewards*) qui surgira à plusieurs reprises dans le mouvement ouvrier britannique. Ces mouvements trouvent alors bien plus de compréhension dans le syndicalisme révolutionnaire ou dans le mouvement intellectualisant dit du *Guild Socialism*, sans cesser d'être condamnés par les Fabiens comme par les représentants officiels du travaillisme. A titre d'exemple on peut citer Beatrice Webb, l'une des inspiratrices de la première heure du fabianisme, lorsque, prophétisant l'échec de la grande grève générale de 1926, tournant capital dans l'histoire de la classe ouvrière britannique, elle y voit au moins un avantage : celui de porter « un coup mortel à cette pernicieuse doctrine qui prône le contrôle ouvrier des affaires publiques par le truchement du syndicat et de l'action directe ». Ces propos font écho à ceux du leader officiel du travaillisme Arthur Henderson lorsqu'il voyait, en 1920, dans la démocratie industrielle une menace pour la démocratie politique : « Contraindre le pays par des moyens illégitimes à accepter la politique d'une section [...] de la communauté, c'est abolir le gouvernement parlementaire, établir la dictature de la minorité et cela pourrait fort bien aboutir à la destruction de nos libertés traditionnelles. » De ce point de vue, il faut attendre les *Nouveaux Essais fabiens*, c'est-à-dire 1951-1952, pour voir une réflexion animée par certains responsables travaillistes reprendre à son compte cette dimension de la démocratie industrielle. Considérée alors comme indispensable pour donner un second souffle au Labour, dans un contexte d'autocritique après l'échec électoral de 1951, elle n'a pas été vraiment poussée à bout et n'a pas reçu le moindre commencement d'application lors du retour au pouvoir des travaillistes : ceux-ci sont demeurés inébranlablement fidèles aux options étatistes des premiers Fabiens.

Comme on le voit, deux modèles de pensée (marxisme et fabianisme) peuvent avoir en commun des références voisines à partir de prémisses opposées. Il n'en reste pas moins que le « socialisme britannique », de par ses traditions, présente sur un point une forte différence (et qui nous semble jouer en sa faveur...) avec le marxisme allemand : l'attachement à la démocratie politique.

Ce jugement pourra surprendre, alors même que nous avons

vu le SPD engagé en fait totalement — encouragé en cela par Engels dans son « testament » —, dans une démarche qui devait le conduire, sous la République de Weimar, à faire de la défense de la démocratie politique la pierre angulaire de sa politique, le rôle intangible qui lui permit aussi bien de condamner toute tentative de révolution (préconisée par les spartakistes) que de récuser dans des termes voisins de ceux d'Henderson, cités plus haut, toute démocratie industrielle. Son passage au pouvoir au début des années 20 ne vit pas le moindre commencement de réalisation de cette dernière. Ainsi donc ceux qui voyaient dans la condition des prolétaires vocation à exercer une dictature ne se sont pas même avérés capables de réaliser la moindre mesure en faveur de la cogestion ou d'un partage du pouvoir industriel!

A notre sens, cette inconséquence recouvre une redoutable ambiguïté qui est tout le problème de la fameuse impuissance de la social-démocratie allemande : impuissance qui procède de « la double ambition qu'elle n'abandonna jamais ¹ : être quelque chose *tout de suite* et être *tout quand le moment serait venu* ² ». La logique de l'histoire voulait ici que, se refusant à choisir entre « le quelque chose tout de suite » et le « tout dans un futur hypothétique », la social-démocratie perde sur les deux tableaux!

Précisément, le travaillisme n'a jamais eu ce problème à résoudre : n'ayant jamais cherché à être tout, il nous semble qu'il a pu, plus facilement, être quelque chose, même si la perte de son complexe d'infériorité fut assez longue à intervenir.

CROISSANCE QUANTITATIVE ET DÉCLIN IDÉOLOGIQUE : QUELQUES HYPOTHÈSES SUR UNE CORRÉLATION BIEN CONNUE

De cette résonance profonde du socialisme démocratique dans la pratique et la culture ouvrière anglaises, il serait pourtant faux de conclure que la rencontre du socialisme, élaboré ici

1. Du moins jusqu'au congrès de Bad-Godesberg.

2. Annie Kriegel, « Le Parti modèle : la social-démocratie allemande et la II^e Internationale », in *Le Pain et les Roses. Jalons pour une histoire du socialisme*, PUF, 1967, p. 162.

comme ailleurs par des intellectuels, avec les masses prolétaires a été chose aisée.

A cet égard un nouveau parallèle s'impose avec le socialisme allemand. On constate en effet, au-delà des spécificités culturelles ou institutionnelles nationales qui rendent compte des divergences d'évolution idéologique, une *similitude étonnante du rapport vécu avec la théorie politique* qui s'esquisse dans la pratique du Labour Party et du SPD dans la décennie qui précède 1914 : *la marginalisation du travail théorique est aussi rapide que l'avaient été les remous ou la maturation progressive de la période précédente*. En Angleterre, l'ascension parlementaire du Labour signifie en même temps la fin de son « âge d'or idéologique », explique François Bédarida. En Allemagne, on l'a vu, s'installe un praticisme à caution marxiste : celui-ci s'exerce sous la surveillance de plus en plus vigilante des chefs syndicaux (Legien-Leipart) qui infléchissent vers une prudence nettement droitière une social-démocratie déjà largement portée à l'immobilisme : ce ne sont pas les combats d'arrière-garde menés par Rosa Luxemburg et la « gauche » du parti (sur la grève générale, sur l'internationalisme ouvrier en cas de guerre) qui renversent la tendance. En fait, il se produit alors un véritable *rejet de l'idéologie* et « le trait principal de ce praticisme », comme l'écrit justement Dieter Groh, « est précisément l'abandon de la réflexion sur la praxis politique¹ ».

Pourquoi cet abandon ? C'est que cette praxis cherche dans les deux cas à résoudre une double contradiction dont aucune idéologie de référence ne possède par avance les clés : *contradiction entre une perspective socialiste élaborée par des intellectuels et une classe ouvrière qui est massivement syndicalisée mais qui n'est pas socialiste* (quelle que soit la manière dont on définit ce socialisme); *contradiction entre un parti ouvrier par ses origines et sa culture de référence et un électorat de plus en plus polyclassiste*, c'est-à-dire où les ouvriers sont de plus en plus noyés dans un conglomérat de groupes sociaux (petite-bourgeoisie, classes moyennes) avec lesquels la solidarité d'intérêts ne s'établit pas spontanément.

1. Dieter Groh, « Intégration négative et attentisme révolutionnaire », *Le Mouvement social*, n° 95, avril-juin 1976, p. 101.

C'est sans doute le Labour, à cause de la lenteur même de sa constitution comme parti (il a été une « idée » avant d'être un parti), qui en fournit l'illustration la plus saisissante : il faut attendre plusieurs années (jusqu'à la création du Labour Representation Committee) pour que l'Independent Labour Party obtienne des syndicats, qui ont pourtant prouvé leur combativité à plusieurs reprises dans des luttes sociales, qu'ils se convertissent à l'idée d'une représentation ouvrière *autonome* au Parlement que seul un parti du travail, distinct des Libéraux, et *donc distinct aussi par son idéologie*, pouvait assumer. Encore est-ce sous la pression d'une conjoncture dramatique pour les trade-unions (le vote d'une loi de combat antisynicale par la Chambre des Lords qui porte atteinte au droit de grève et risque de tarir les caisses syndicales) que ceux-ci se résolvent à abandonner le fameux pacte Lib/Lab¹ pour contracter la *Labour Alliance* : le prix à payer en a été un silence éloquent, on le sait, sur les options socialistes du nouveau parti. Refusant tout programme de nationalisation (proposé par les Fabiens), les syndicats britanniques, qui se sont largement ouverts après 1889 aux *unskilled* (ouvriers non qualifiés) beaucoup moins bien disposés encore que les ouvriers qualifiés à toute référence socialiste² mais imprégnés d'une forte conscience de classe ouvriériste, « se méfient de l'influence à la fois *bourgeoise et socialiste* », si l'on en croit François Bédarida, des petits partis socialistes (ILP, Fabiens, SDF³) dominés par des intellectuels. Ils voient dans le Labour, dont ils sont les bailleurs de fonds, bien plus une machine à voter des lois qu'un instrument de réalisation du socialisme : d'où une pratique exigeant, non sans grincements de dents, un retrait des idéologues, la mise sur orbite de leaders parlementaires aptes à « négocier les compromis opportuns »

1. Alliance des syndicats et des libéraux pour assurer aux travailleurs une représentation parlementaire favorable à leurs intérêts et dont le but est d'améliorer la législation sociale. Des tendances identiques se retrouvent en France, avant ou après la naissance de la SFIO : tradition des « députés-mineurs » dans le bassin houiller du Nord (Basly), tendance réformiste du Livre à la CGT (Keufer).

2. Contrairement à la thèse mythique véhiculée par Lénine de « l'aristocratie ouvrière » comme responsable des tendances corruptrices et opportunistes dans le mouvement ouvrier.

3. Social-Democratic Federation.

et débouchant sur le « labourisme sans dogme », c'est-à-dire en clair la fin de tout débat d'idées.

Pour avoir été plus marquée par un « surinvestissement idéologique » apparent, dû au marxisme, l'évolution du SPD a été très voisine : la croissance des grands syndicats, qui lui sont liés depuis l'origine, devenue après 1900 *beaucoup plus rapide que la sienne*, pousse ceux-ci à « s'autonomiser » et à revendiquer leur « égalité » avec le Parti — égalité qui est officiellement reconnue au congrès de Mannheim en 1906. Le fond du débat porte sur la neutralité politique des syndicats qui est réclamée par Legien, pourtant député SPD, au nom de l'efficacité du recrutement : tout se passe ici aussi comme si la « désaffiliation socialiste » des syndicats correspondait à la sensibilité des nouvelles masses syndicalisées contemporaines de la grande industrie, autrement dit du prolétariat d'usine, non qualifié. La demande d'une protection par l'État, la défense des droits acquis seraient la motivation de ces nouvelles couches, mais celles-ci seraient du même coup insensibles à toute visée globale impliquant un projet et une réflexion. Le paradoxe social-démocrate central peut ici s'énoncer comme suit : *ce qui est la vocation même de la social-démocratie* (c'est-à-dire d'être un parti exprimant le mouvement sociologique réel et majoritaire de la classe ouvrière) *est en même temps ce qui contrarie le plus le travail d'approfondissement de sa réflexion socialiste.*

Un paradoxe voisin est suggéré par les progrès électoraux du Parti : en débordant très largement sur des couches urbaines moyennes et petites-bourgeoises, celui-ci introduit très vite une distorsion avec l'image d'un parti exprimant la seule classe ouvrière. Cette distorsion est très précoce en Angleterre. François Bédarida la repère à propos de l'ILP avant même la formation du Labour : « La base électorale à gagner (ouvrière) ne coïncide ni géographiquement, ni politiquement avec la base militante du mouvement¹. » En Allemagne, elle alimente largement la querelle du révisionnisme et fournit de manière générale des arguments à tous ceux qui veulent redéfinir la social-démocratie comme un « parti populaire » (*Volkspartei*), c'est-à-dire ne bornant plus son horizon à celui du « seul combat de la classe

1. François Bédarida, *op. cit.*, p. 38.

ouvrière » (*Nurklassenkampf*). Redéfinition qui, comme on le sait, n'interviendra officiellement qu'en 1959 et dans des conditions telles qu'elle équivaut à entériner un fait accompli : ceci veut dire que pendant plus de cinquante ans la social-démocratie a en fait été incapable de « penser » politiquement la transformation de sa propre base sociale, et donc de l'orienter!

On ne s'étonnera pas, dans de telles conditions, qu'elle n'ait pas non plus été à même, pendant une longue période, de « penser » son rapport au pouvoir et le rôle qu'elle devait jouer dans la transformation sociale. Car telle est bien l'ambiguïté de cette quasi-disparition de la réflexion idéologique. D'un côté, elle autorise une croissance quantitative des organisations, en mettant soigneusement de côté les contradictions traumatisantes nées de cette croissance même et qui, *si elles avaient été révélées*, auraient pu, pensait-on, lui nuire. Par ailleurs, elle est aussi un facteur d'immobilisme. L'électoratisme en est la rançon : faute de maîtriser une croissance tous azimuts, la politique « d'engrangement des voix » liée à la vision étroitement étatiste du changement conduit à n'effectuer aucun changement. Soucieux de respectabilité et de reconnaissance « bourgeoise », les partis passent alors subrepticement d'une « lutte de principes » contre les classes dirigeantes à une « lutte de compétition » pure pour le pouvoir, ainsi que l'analyse Roberto Michels¹, lutte dont la seule issue possible est l'installation d'un nouvel *establishment* social-démocrate beaucoup plus soucieux de compromis que de transformation du statu quo. On comprend du même coup que, dans cette lutte de compétition, la social-démocratie soit toujours vaincue, au moins dans un premier temps : précisément parce que la contradiction entre sa vocation à transformer la société (qui découle de son statut de parti *ouvrier*) et son refus de le faire la rend toujours « inférieure » à des partis « bourgeois » pour gérer le système sans y toucher.

Échec patent dans l'Allemagne des années vingt, quand, facteur aggravant, joue « l'éloignement systématique où l'Empire avait tenu la social-démocratie des affaires de l'État : il ne s'était pas développé en son sein une classe politique susceptible d'ana-

1. *Op. cit.*

lyser la situation révolutionnaire et de trouver une troisième voie entre le bolchevisme et l'immobilisme social¹ ».

Aussi, lorsque le pouvoir lui échoit, lors de la curieuse « révolution » de novembre 1918 dans laquelle elle n'était pour rien², la social-démocratie allemande ressemblait, pour reprendre la métaphore du socialiste Wilbrandt, à un chien qui aurait cassé sa chaîne et qui en aurait soudain été effrayé : « Il ne savait pas comment faire ce qu'il y avait alors à faire³. » On sait ce qu'il en advint : répression féroce des spartakistes, adhésion purement formelle à l'idée de démocratie « sans chercher à la faire pénétrer dans les institutions du Reich », comme le dit Jacques Droz, alors même qu'elle disposait de plusieurs atouts (la présidence de la République avec Ebert — élu en 1920 —, une forte représentation parlementaire à l'Assemblée constituante de Weimar, un large courant d'opinion en faveur de la démocratie économique, etc.), et finalement dégringolade électorale, comme sanction de son impuissance. L'échec portait en germe tous ceux qui allaient suivre, bien plus graves encore : l'incapacité à penser les transformations du capitalisme, la crise, le chômage, la montée du nazisme qui devait aboutir à partir de 1933 à la disparition complète du Parti. Le déterminisme révolutionnaire toujours officiellement proclamé jouait le double rôle d'anesthésiant intellectuel et d'euphorisant psychologique.

Évolution et échec similaires des deux expériences gouvernementales du Labour en 1924 et 1929-31 : dans les deux cas, Mac Donald, qui dirige alors un Parti « appuyé certes sur une large assise ouvrière, mais pauvre d'idées, de leaders, et de surcroît dépourvu d'audace en même temps que ligoté par ses contradictions internes » (François Bédarida), fait preuve d'un attachement fétichiste au libéralisme économique, alors même que

1. Jacques Droz, in *Histoire générale du socialisme*, PUF, 1977, t. III, p. 208.

2. Karl Liebknecht commentait cette révolution en ces termes : « La victoire des masses d'ouvriers et de soldats est due moins à leur force offensive qu'à l'effondrement interne du système antérieur ; la forme politique de la révolution n'a pas été seulement le résultat de l'action du prolétariat mais celui des classes dominantes, désireuses de se soustraire à leurs responsabilités... », *ibid.*, p. 200.

3. Cité par G. Lefranc, *Le Socialisme réformiste*, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1978, p. 21.

celui-ci est intellectuellement dépassé : « cette absence d'imagination et de hardiesse » de la part d'un Parti qui n'a même pas « assimilé les leçons de Keynes » conduit à une scission, au déclin spectaculaire du début des années 30. Mais, moins irréversible qu'en Allemagne, c'est au sein même de cette crise du travaillisme que s'amorce une renaissance tant intellectuelle que politique.

RETOUR A UNE FÉCONDITÉ INTELLECTUELLE ET POLITIQUE? SES LIMITES

La Seconde Guerre mondiale témoigne dans les deux grands partis sociaux-démocrates d'une volonté de rupture avec le passé récent : influencer sur la transformation de la société est à nouveau à l'ordre du jour. « Après Hitler, ce sera à nous ! » murmurent les sociaux-démocrates allemands en exil qui devront cependant attendre encore plusieurs années pour accéder au gouvernement (en 1966, et seulement dans le cadre de la grande coalition avec la CDU - CSU!). Propos auquel fait écho celui d'un député travailliste après la grande victoire électorale du Labour en 1945 : « Nous sommes les maîtres à présent. » Cette disparition du « complexe d'infériorité » était bien sans doute la condition première d'un « retour au réel », rendant à nouveau la social-démocratie opérationnelle dans une logique de transformation sociale et non plus dans une logique strictement organisationnelle et introvertie.

Est-ce à dire qu'elle se soit traduite par un renouveau de la réflexion sur la pratique politique, par une nouvelle fécondité théorique? On ne peut répondre ici que d'une manière assez circonspecte (donc ambiguë...) et nuancée. D'abord parce que des problèmes nouveaux apparaissent, liés au franchissement d'une « nouvelle » étape vers le socialisme, une fois posée la réalisation de certaines prémisses. Des ruptures intellectuelles se font jour par rapport à l'ambiance théorique du XIX^e siècle dans laquelle la pensée socialiste est née : le point le plus décisif en est le rejet de la croyance en la validité d'un déterminisme historique mécaniste conduisant « inéluctablement » au socialisme.

Le problème de l'importance des valeurs morales fondamentales dans l'accomplissement de toute transformation sociale, déjà posé par Bernstein, rejaillit à partir d'une réflexion sur le phénomène totalitaire ou le devenir d'un certain socialisme... La dimension internationale des problèmes posés par toute expérience de transformation sociale est plus clairement perçue (opposition des deux blocs, rapports avec les États-Unis). Enfin, il nous semble qu'une fois de plus, derrière une réévaluation apparemment divergente de leur propre passé, le SPD et le Labour se retrouvent relativement désarmés devant les mêmes réalités.

La grande expérience travailliste de 1945-1951, qui a profondément modifié la physionomie de la société britannique contemporaine en créant le *Welfare State*, se présente beaucoup moins comme le produit d'un renouveau idéologique que comme un retour aux sources : les travaillistes renouent avec le fil interrompu du fabianisme, transforment en lois et en décrets, tout en les adaptant aux problèmes nouveaux de la société, les projets élaborés dans les cénacles de la *Fabian Society* à la fin du xix^e siècle. En ce sens, comme l'écrit François Bédarida, cette politique « clôt une période davantage qu'elle n'en inaugure une autre. A l'exemple des états-majors qui préparent la guerre d'hier, le Welfare State combat surtout les maux de la société passée. Le constater, ce n'est en rien diminuer ses mérites qui demeurent immenses ». En s'inspirant du gradualisme des Fabiens, les travaillistes ont créé *par des moyens étatiques* une société où les réformes de structures (nationalisation, sécurité sociale, droit à l'emploi) assurent une meilleure place à la classe ouvrière. Ce faisant, « le Labour s'est exposé à un reproche qui pèsera lourd sur l'avenir ; celui de vouloir imposer un socialisme de type bureaucratique » bien que toujours respectueux de la démocratie politique et des libertés individuelles.

Les éléments autocritiques à l'égard du passé dominant par contre la réflexion interne du SPD, lorsque le cadre institutionnel nouveau de l'Allemagne lui permet à nouveau de jouer un rôle politique. Commencée sous l'influence de Kurt Schumacher qui, bien qu'à la fois anticomuniste et anti-américain, maintient au SPD une partie de ses références traditionnelles, cette autocritique s'achève après sa mort, à Bad-Godesberg : rejet du marxisme et de la lutte des classes, adhésion à la thèse du

« parti populaire », définition de la social-démocratie comme parti de réformes sociales s'inscrivant dans une longue tradition historique qui remonte au libéralisme des Lumières, etc.

Il y a là sans doute un « révisionnisme » qui fait scandale encore aujourd'hui dans les milieux de tradition marxiste. Il ne nous semble pas pourtant que le nouveau programme coupe en deux (avant et après Bad-Godesberg) l'histoire de la social-démocratie allemande. Derrière l'apparent triomphe de Bernstein se cachent en réalité bien d'autres phénomènes qui ne permettent pas de penser qu'il y ait eu autre chose qu'un certain « retour aux sources » camouflé par un « dépoussiérage » théorique.

1. D'abord, les motifs avoués de cet abandon : il ne s'agit que de se débarrasser d'un oripeau idéologique qui entrave, de toute évidence, la conquête électorale du pouvoir. Dans une Allemagne coupée en deux, le « marxisme » symbolise la réalité de l'autre Allemagne et ne peut donc être qu'un repoussoir. 2. S'il y a retour au réel, celui-ci n'est pas une rupture avec le praticisme électoraliste : *il y a bien plus continuité de ce praticisme* (qui va de pair avec un refus de penser la praxis politique, rappelons-le) *en l'adaptant à des conditions nouvelles, qu'effort intellectuel et pratique pour se distancier de ce qu'il implique toujours* (gestion au jour le jour préférée à transformation sociale). On passe seulement d'un praticisme dissimulé à un praticisme sans fard. 3. Au terme de la démarche, il n'y a pas abandon mais renforcement de la perspective étatiste : le SPD se présente désormais ouvertement comme un parti qui réclame le pouvoir, qui en a les moyens et les capacités et qui peut faire aussi bien que les chrétiens-démocrates sur leur propre terrain. Ce qu'exprime nettement Willi Eichler : « Nous ne combattons pas l'État, nous combattons pour l'État, pour l'État de cette République fédérale que nous voulons gouverner et que nous gouvernerons ¹. »

Réévaluation ambiguë de la réflexion donc, dans les deux cas, d'où découle une nouvelle série de questions : la mutation récente, intervenue depuis 1945, n'aurait-elle eu pour effet que de « sta-

1. Cité par Jacques Droz, « Le socialisme démocratique », in *Histoire générale du socialisme*, PUF, 1978, t. iv, p. 579.

biliser » à un niveau supérieur (celui de la gestion plus ou moins réussie d'un nouveau statu quo) l'« immobilisme » qui nous a semblé si caractéristique des grandes organisations social-démocrates avant 1914 ou pendant l'entre-deux-guerres? Et enfin, cette situation ne s'accompagne-t-elle pas d'une *nouvelle marginalisation du travail théorique*, celle-ci étant à la fois cause et effet de l'existence d'un statu quo social et politique, dont la social-démocratie serait cette fois pleinement partie prenante?

On ne peut que le constater : en ayant tendance à devenir des partis gestionnaires d'un nouvel ordre social qui porte désormais l'*empreinte* de leur action, les grands partis sociaux-démocrates — dont c'est ici l'impensé fondamental — se sont rendus complices d'un nouveau conformisme social et culturel.

Sans prétendre ici expliquer cet « enlèvement », on peut dire qu'il est un des termes du choix qui s'offre à une social-démocratie en situation de pouvoir : choix qui correspond à une solution de facilité dans un premier temps (il serait plus facile de gérer un système que de le transformer) mais qui n'est pourtant pas dépourvu de *risques politiques*.

Le risque est tout simplement pour la social-démocratie de perdre sa raison d'être en obligeant la société à se passer d'elle pour effectuer sa propre transformation. Ce qu'avait pressenti, dès 1952, Richard Crossman :

Bientôt il n'y aura plus aucune différence fondamentale entre les deux grands partis et des mouvements politiques nouveaux et dangereux s'arrogeront le monopole de la lutte pour le progrès social¹.

Pour les auteurs des Nouveaux Essais fabiens, tous responsables du Labour, la correction de tir redonnant au travaillisme son rôle de mise en cause du statu quo ne peut être effectuée que par une double rupture : avec le pragmatisme sur le plan intellectuel, avec l'étatisme sur le plan politique.

« Le parti travailliste ne retrouvera pas sa voie tant que les hommes politiques se contenteront de fonder leur action sur

1. *L'Avenir du travaillisme. Nouveaux Essais fabiens* (ouvrage collectif présenté par Richard Crossman), Éditions ouvrières, coll. « Masses et Militants », 1954.

leurs intuitions ou leur expérience empirique [...] », écrit R. Crossman. Et encore : « Pendant l'expérience du Labour on a donné l'impression que le socialisme était une affaire réservée au gouvernement, agissant par l'intermédiaire de l'administration existante. Le reste de la nation devait continuer à vivre comme par le passé, tandis que les autorités procédaient à une nouvelle répartition des richesses, en enlevant à certains pour en donner à d'autres. Ainsi les premiers exécutants de cette première étape vers le socialisme ont été des industriels anti-socialistes et des fonctionnaires politiquement neutres. »

Le problème qui est posé ici, c'est celui de l'apparition d'une société civile, agissant par et pour elle-même et que le socialisme doit favoriser. Il nous semble que cet autre terme du choix qui s'ouvre à la social-démocratie a été esquissé ailleurs : dans les pays scandinaves et notamment en Suède.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE SUÉDOISE : UNE TENTATIVE POUR SORTIR DU GUÊPIER?

On s'étonnera de présenter ici la voie suédoise comme un contre-modèle alors que celle-ci n'a jamais prétendu jouer un rôle de modèle et surtout pas de modèle antagonique à celui de ses « consœurs » allemande ou britannique. N'est-ce pas en Suède que le *Welfare State*, la société du bien-être octroyé, seulement amorcée ailleurs, a été poussée le plus loin, au terme de quarante-quatre ans de pouvoir social-démocrate presque ininterrompu (de 1932 à 1976)? N'est-ce pas là que les invocations du consensus, comme devant régenter les rapports sociaux, ont été les plus massives? Ne s'agit-il pas plutôt d'une réalisation plus complète du modèle que d'un contre-modèle?

1. Y répondre, c'est d'abord invoquer l'histoire : celle de la social-démocratie suédoise présente des variantes assez importantes par rapport aux deux autres. Sur deux points décisifs : les débats théoriques n'y ont jamais été très vifs, ce qui n'a pas conduit à une dégénérescence de la pensée mais bien plutôt à ce qui apparaît comme une « réflexion silencieuse » qui justifie pleinement la remarque récente d'Olof Palme :

On nous reproche souvent à l'étranger de refuser l'idéologie et de nous intéresser exclusivement à la pratique. Rien n'est plus faux : nous passons au contraire beaucoup de temps à établir une base théorique avant de devenir pragmatiques¹.

Introduit par August Palm, qui vient d'Allemagne et crée un parti calqué sur le SPD, le marxisme dans la social-démocratie suédoise n'a jamais été un dogme. Branting, le grand leader du début du xx^e siècle, s'est montré sensible à l'influence de Bernstein, voire à celle des Fabiens. Le deuxième point, c'est que ce flou des références théoriques n'a nullement empêché, et bien avant les mouvements parallèles dans d'autres pays, la social-démocratie suédoise de se montrer apte à transformer la société : point de traces ici de ce fameux « complexe d'infériorité », dont on sait les ravages qu'il occasionne ailleurs. Parvenus au pouvoir dès 1920, les sociaux-démocrates profitent de leur passage, en alliance avec d'autres forces, pour se consolider et, à partir de 1932, leur présence au gouvernement est définitive.

Cette efficacité trouve son origine pour une large part dans les conditions d'apparition du mouvement ouvrier suédois. Celui-ci, en effet, s'inscrit dans une vaste autoproduction de la société civile, bien antérieure à lui : il résulte, au début du xix^e siècle, du décalage considérable entre un État archaïque, dominé par la noblesse et une société civile déjà urbanisée et active. Son émergence est profondément liée à un réveil culturel de type populiste conduit par les intellectuels (voulant créer une culture accessible à tous) et les classes moyennes des villes et des campagnes. Cette tradition des mouvements populaires (*Folkrörelser*) a fait germer en dehors de tout cadre officiel de nouvelles institutions (écoles, coopératives) ou a réussi, par des campagnes d'opinion, à promouvoir la réalisation d'une idée particulière (suffrage universel, tempérance, éducation des adultes, égalité des droits de la femme) : de ces expériences, le mouvement ouvrier a hérité à la fois un souci de réalisations concrètes mais partielles (son réformisme spontané, à l'anglaise, va de pair avec l'idée d'un « consensus » social) ainsi que son *développement en osmose avec d'autres institutions de la société civile* qu'il

1. Cité dans *Le Rendez-vous suédois*, Stock, 1976 (longue interview d'Olof Palme).

a cherché à promouvoir (appui sur un réseau syndical, de coopératives, de ligues féministes et de mouvements anti-alcooliques). De là des traits « favorables » : absence de conflit entre le Parti et les syndicats, étroitement unis à l'origine et qui le sont restés, unité de la classe ouvrière plus forte qu'ailleurs, absence d'antagonisme majeur entre villes et campagne permettant de négocier plus facilement le passage au « parti populaire ». (Les petits paysans sont représentés par le parti agrarien qui fera souvent alliance avec le parti social-démocrate pour compléter la majorité parlementaire.)

2. « Consensus », esprit de « compromis », « statu quo » : ces mots qui appartiennent au fond commun du langage social-démocrate européen ne semblent pas avoir en Suède tout à fait le même sens qu'ailleurs. Notre hypothèse est ici qu'une sémantique commune fonctionne précisément pour masquer l'originalité profonde des options prises.

Sans doute, les moyens utilisés ne sont pas spécifiques : Olof Palme, Willy Brandt et Bruno Kreisky tombent facilement d'accord, lorsqu'ils dialoguent entre eux¹, pour exalter un attachement commun aux valeurs d'une démocratie pluraliste, pour insister sur le caractère « praticable » des réformes à entreprendre, dans un esprit tournant le dos à l'« utopie » et postulant qu'« il n'y a rien de négatif à avoir des ménagements, à se montrer disposé à faire des concessions » (Olof Palme). Le sens des compromis avec l'adversaire est un rouage décisif et particulièrement bien huilé de la société suédoise : il est même constitutif des succès partiels de la social-démocratie, celle-ci n'hésitant jamais à retirer ses projets les plus audacieux lorsqu'elle se révèle incapable de les faire aboutir².

Le point décisif est ailleurs : *dans la distinction toujours faite en pratique entre « consensus » et « statu quo »*. Au premier, on reconnaît une valeur indiscutable : rien ne peut être édifié (rien

1. *La Social-démocratie et l'Avenir*, Gallimard, coll. « Idées », 1975. (Échange de lettres entre les trois leaders sociaux-démocrates entre 1972 et 1975.)

2. Cet esprit de compromis s'exprime par l'acceptation d'un *partage* du pouvoir (« Vous disposez du pouvoir économique, nous contrôlons le pouvoir politique »).

en tout cas qui soit compatible avec la démocratie politique) sans lui. Il s'exprime par un grand nombre de traits : présence de multiples *ombudsman*¹, association de l'opposition aux décisions prises, pratique du *remiss* (pas de décisions sans expérimentation et étude approfondie impliquant le concours des intéressés). Par contre, le statu quo est à modifier en permanence et la social-démocratie n'a jamais voulu être autre chose « qu'une entreprise visant à bouleverser la société de fond en comble » (Olof Palme) : attitude qui autorise à parler de « révolution suédoise² », même si celle-ci n'a plus de paradigme central et se présente en fait comme une réforme permanente correspondant à notre sens assez bien au modèle politique envisagé par Bernstein (« le mouvement est tout »).

De cette réalisation progressive des « utopies provisoires », on peut se demander si le gouvernement d'Olof Palme à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix ne représente pas une tentative audacieuse. Sous couvert de « compléter » le *Welfare State* par des mesures qui touchent alors de nouveaux problèmes (pouvoir d'intervention des travailleurs dans l'entreprise sur l'embauche; organisation du travail; égalité effective des droits des femmes, etc.), n'assiste-t-on pas alors à un véritable *changement de terrain* de l'action gouvernementale, celle-ci ayant beaucoup plus tendance à « théoriser à chaud des actions pratiques menées à la base³ » et à *répondre* en fait à *des demandes sociales nouvelles* exprimées presque toujours par *des minorités* : femmes, immigrés, certaines catégories ouvrières, dont la grève sauvage de Kiruna en 1969 a révélé les difficultés à adhérer au consensus social? C'est en tant que Premier ministre en exercice qu'en 1970, Olof Palme pouvait dire par exemple :

« Force doit rester à la loi [...] est un slogan qui sert à défendre le statu quo et permet à ceux qui l'ont toujours détenu de garder le pouvoir. »

1. Personnes chargées de défendre les citoyens face aux pouvoirs publics.

2. Gabriel Ardant, *La Révolution suédoise*, Laffont, 1976.

3. Jean-Jacques Fol, *Les Pays nordiques aux XIX^e et XX^e siècles*, PUF, Nouvelle Cléo, 1978.

Il exprimait ainsi son intention de le changer en s'appuyant précisément sur l'action des minorités. Cette politique qui consiste à reconnaître que « le socialisme serait pour partie au moins invention » en même temps que réponse aux revendications de la société, prenant en charge sa propre transformation, ne va pas sans risque : le principal étant de le couper de la majorité de l'opinion et peut-être de la classe ouvrière. Elle se fait en effet « contre l'avis » de cette « majorité » qui se sent mise en danger par l'action en faveur des « minoritaires » (à la liste desquels il faut ajouter les handicapés, les vieillards, les prisonniers, etc.). « Chaque fois qu'il s'engage à fond pour faire aboutir une mesure à l'origine peu populaire, [cela] lui fait perdre des voix lors des élections suivantes », affirme J.-J. Fol¹. N'est-ce pas là l'explication décisive de la défaite de 1976? On ne peut dès lors que s'interroger sur le choix qui reste à la social-démocratie : oublier momentanément des hardiesses (pour revenir au pouvoir) ou persistance dans une attitude qui consiste, tout en gérant les acquis de quarante ans de *Welfare State*, à dynamiser la transformation sociale?

Cet essai sur le fonctionnement de la théorie (ou son non-fonctionnement) nous semble conduire à quelques conclusions provisoires :

1. La diversité des références théoriques ne permet pas d'en dégager une, qui, par définition préalable ou même après vérification « expérimentale », prémunirait la social-démocratie contre la sclérose, l'impuissance ou l'enlisement. Le marxisme qui prétend à ce rôle de garde-fou n'y a pas davantage réussi que les doctrines qui ont laissé le champ libre à plus d'empirisme.

2. On ne doit pas oublier que l'*idéologie* joue presque toujours un rôle ambigu dans une organisation : à la fois *référence commune* à tous ses membres (sans laquelle il n'est pas de parti...) mais aussi *rôle de dissimulation* des problèmes nouveaux qui s'y posent : l'idéologie est presque toujours « en retard » sur la pratique.

3. En ce sens, une *référence théorique* admise et non discutée joue parfois un rôle de frein à un véritable *travail théorique*,

1. *Op. cit.*

dont la finalité ne peut être liée qu'à une réceptivité aux *demandes émanant de la société elle-même* en vue de sa transformation. Les « meilleures » périodes des social-démocraties sont toujours en rapport avec cette capacité d'élaboration.

4. En l'état actuel des choses, cette élaboration nous semble incomplète, car dominée par une vision étatiste du changement social, allant souvent de pair avec le maintien du statu quo. Sans doute ne faut-il pas projeter le modèle jacobin d'État que nous subissons en France sur des pays dont l'État est souvent plus décentralisé. Il n'empêche que l'articulation des rapports entre État, société politique et société civile semble s'établir d'une manière beaucoup plus « spontanée » qu'avoir été réellement pensée (sauf en Suède?).

Le risque encouru dans cette perspective est celui d'une *crise d'identité*, la social-démocratie jouant de plus en plus un rôle « gestionnaire » et de conservation des avantages acquis par une fraction de la société (la classe ouvrière). Cela pourrait signifier qu'à la limite la transformation sociale, qui n'est plus uniquement le fait du mouvement ouvrier, se ferait en dehors d'elle : les nouveaux mouvements sociaux joueraient alors le rôle de « social-démocratie invisible » et la forme-parti n'aurait plus qu'à dépérir. Prophétie de malheur? Sans doute, car on peut lui souhaiter et lui assigner un autre destin.

3. Les syndicats, fer de lance de la social-démocratie

PAR GILLES MARTINET

Si nous voulons comprendre quelque chose aux mouvements ouvriers européens, il faut éloigner de notre esprit l'histoire particulière du syndicalisme français. Celui-ci a été marqué à ses origines par le refus du guesdisme, puis par l'opposition, à partir de 1890, du syndicalisme d'action directe et du socialisme parlementaire, opposition exprimée par la fameuse Charte d'Amiens. Rien de semblable ne s'est produit dans le reste de l'Europe.

En Grande-Bretagne, ce sont les syndicats qui, après avoir aidé à l'élection de députés ouvriers libéraux (les Lib-Labs), créèrent leur propre groupe parlementaire et leur propre parti (1906). En Allemagne, la Confédération des syndicats libres s'est fondée sous l'égide de la social-démocratie (1890). En Suède, c'est la social-démocratie elle-même qui a convoqué le premier congrès de la centrale syndicale (1898). L'adhésion obligatoire de ses membres au Parti y fut votée par 175 voix contre 80. Nous trouvons des situations voisines en Belgique, en Autriche, au Danemark. En Italie, des liens étroits existaient entre la Confédération générale du travail et le parti socialiste avant et aussitôt après la Première Guerre mondiale.

Il faut sans doute, pour nuancer le tableau, rappeler l'existence, dès cette époque, de syndicats chrétiens (en Allemagne, en Autriche, en Italie) et de syndicats libertaires (en Italie, dans la péninsule ibérique et, sous des formes groupusculaires, dans d'autres pays). Mais il s'agissait de forces nettement minoritaires et, pour ce qui est des chrétiens, d'organisations souvent proches d'un parti (le Zentrum en Allemagne et le parti populaire en Italie). Ainsi, sauf en France, l'étroite association des syndicats et des partis a été considérée comme naturelle et même comme tout à fait nécessaire.

La forme que revêt cette association varie d'un pays à l'autre. En Grande-Bretagne, les Trade-Unions sont partie prenante aux congrès du Labour : ils y disposent de la majorité des mandats. Leurs membres ont, certes, le droit de ne pas verser la cotisation supplémentaire qui est affectée aux dépenses politiques du syndicat (et qui représente près de 90 % des ressources du parti travailliste) mais la plupart d'entre eux acceptent de le faire. En Suède, l'adhésion politique n'est plus obligatoire : cependant elle n'est refusée que par une minorité. En République fédérale allemande, les choses se présentent d'une manière plus subtile puisque le DGB est devenu, après la Deuxième Guerre mondiale, une centrale unique regroupant sociaux-démocrates et chrétiens. Mais l'influence de ces derniers est relativement faible et nul n'ignore que presque tous les dirigeants sont sociaux-démocrates (les chrétiens représentent à peine un peu plus de 10 % des cadres syndiqués).

Il faut naturellement se demander qui, au sein de cette alliance, a la position de prédominance. Les syndicats constituent-ils la « courroie de transmission » de la politique des partis ? Ou bien les partis sont-ils des exécutants de la politique voulue par les syndicats ? Aucune de ces deux formules ne correspond à la réalité. L'alliance est, à la fois, étroite, organique et conflictuelle. Les partis sociaux-démocrates (et le parti travailliste) tirent l'essentiel de leur force de ce qu'ils apparaissent comme l'expression d'un mouvement ouvrier puissant et uni. Leur capacité financière dépend étroitement de l'aide que leur apportent les syndicats. Ceux-ci jouent donc à leur égard un rôle comparable à celui que tient, de son côté, le grand patronat vis-à-vis des partis conservateurs ou centristes. Mais, dans ce domaine, le payeur ne peut pas être assimilé à un propriétaire. De la plupart des gouvernements bourgeois, on peut dire qu'ils agissent « dans l'intérêt » des forces économiques dominantes. Ils ne leur obéissent pas pour autant au doigt et à l'œil. La même chose se passe avec les social-démocraties. Lorsqu'elles viennent au pouvoir, elles s'engagent à réaliser une partie des revendications syndicales. Elles s'efforcent généralement de le faire. Mais il arrive qu'elles soient — ou qu'elles s'estiment — dans l'impossibilité d'y satisfaire. Dans ce cas, des tensions surgissent. Les dirigeants syndicaux qui veulent maintenir l'alliance s'efforcent de les réduire.

Ils y parviennent dans un premier temps. Ensuite les difficultés deviennent plus grandes : des mouvements spontanés, des grèves sauvages éclatent.

L'histoire du Labour est, de ce point de vue, la plus édifiante. Que d'efforts déployés par les militants ouvriers pour porter le Parti au pouvoir ; et à chaque fois, les chanceliers de l'Échiquier travaillistes leur demandent d'accepter une politique d'austérité (compensée par de grandes réformes entre 1945 et 1950, mais non plus par la suite). Pour se consoler, les travailleurs britanniques peuvent se dire que « cela aurait été pire avec les autres ». Mais, de temps en temps, le poids du mécontentement est trop lourd et des jets de vapeur jaillissent de la chaudière : comme cette grève des marins contre Wilson en 1966 et qui a failli se reproduire en 1976, ou encore comme le mouvement des usines Ford en 1978 et les grèves de janvier 1979.

Tout autre a été l'évolution de la Suède. Le secteur nationalisé y est peu important et l'essentiel des relations sociales repose sur les accords passés entre le patronat et les organisations syndicales. La présence de la social-démocratie au gouvernement a seulement permis de maintenir un climat favorable au mouvement ouvrier (et de réaliser un certain nombre de réformes importantes). Et comme, du moins jusqu'à la crise économique, la Suède n'a pas connu les difficultés que traversait la Grande-Bretagne, il n'y avait aucune raison de voir naître des heurts entre LO (la centrale ouvrière) et la social-démocratie. Et pourtant, à partir des années 1969-1970, on assiste à des conflits que les syndicats ont quelque mal à contrôler. C'est que ni eux ni la social-démocratie n'avaient suffisamment pris en compte les nouvelles aspirations qui se faisaient jour et qui étaient particulièrement ressenties par les jeunes travailleurs. LO en tira la double leçon qu'il lui fallait reconsidérer ses méthodes de fonctionnement devenues trop bureaucratiques et qu'elle devait en même temps soulever les problèmes de la « démocratie industrielle ». Cette formule recouvrait deux réalités voisines, complémentaires mais néanmoins différentes. Elle visait d'une part la création d'un nouveau type de rapports sociaux à l'intérieur des entreprises (codécision dans l'organisation du travail, contrôle de l'application des mesures acceptées par le patronat, possibilité d'arrêter la production si les conditions de sécu-

rité ne sont pas remplies, etc.) et d'autre part l'intervention des syndicats dans la gestion proprement dite de ces entreprises.

C'était, d'une certaine manière, porter atteinte au contrat passé dans les années trente avec le patronat suédois. Celui-ci s'était montré disposé à payer d'un bon prix la paix sociale que lui garantissait la social-démocratie associée aux syndicats. Il avait accepté des salaires élevés, des impôts lourds, un système de protection sociale très avancé : il lui était difficile de consentir à une remise en cause de son pouvoir dans l'entreprise. Les négociations engagées sur le thème de la « démocratie industrielle » échouèrent. Il fallut alors recourir au parlement et à la loi. La social-démocratie prenait le relais des syndicats. Elle fit voter plusieurs textes importants (présence de deux syndicalistes dans tous les conseils d'administration, affectation de 20 % des bénéfices réalisés par les entreprises à l'amélioration des conditions de travail, etc.) et envisageait de mettre en discussion le fameux projet Meidner lorsqu'elle perdit (et non par hasard) la majorité parlementaire.

Il n'est pas sans intérêt de s'arrêter un moment sur ce projet Meidner, car il éclaire non seulement l'évolution de la social-démocratie suédoise mais celle de la social-démocratie allemande, du travaillisme britannique et, d'une manière plus générale, du mouvement syndical dans les pays de l'Europe du Nord. De quoi s'agissait-il ? D'opérer un nouveau prélèvement annuel de 20 % sur les bénéfices des sociétés employant plus de cinquante personnes afin de constituer un fonds central de capitalisation ouvrière. Ce fonds aurait été géré par un conseil d'administration où les différents syndicats auraient envoyé leurs délégués. Des fonds spéciaux de branches devaient être constitués : chacun de ces fonds aurait été géré par un conseil d'administration où chaque syndicat se serait trouvé représenté. Les syndicalistes auraient ainsi bénéficié d'une double représentation dans les conseils : celle de l'organisation de l'entreprise et celle du fonds de branche (en temps que porteur d'actions).

Ce projet diffère sur beaucoup de points de la cogestion allemande. Les syndicalistes suédois n'attachent pas la même importance que leurs camarades allemands à la composition numérique des conseils d'administration (ou, dans le cas de la RFA, des

conseils de surveillance). Ce qui compte, à leurs yeux, c'est de disposer d'une capacité d'intervention financière réelle. Le contrôle des caisses de retraite (qui drainent près de 30 % de l'épargne suédoise), la possession d'un certain nombre d'entreprises par les syndicats leur donnent déjà des moyens que l'application du projet Meidner aurait considérablement accrus. A première vue, les syndicats allemands agissent en fonction d'autres priorités. Ils ont combattu pendant de longues années pour obtenir une égalité de représentation dans les conseils de surveillance des grandes sociétés. Ils ont réussi à en imposer le principe en 1951 pour les mines et la sidérurgie mais ce principe n'a été étendu à l'ensemble des entreprises de plus de 2 000 salariés qu'en 1976. Encore doit-on noter qu'il ne s'agit pas d'une véritable parité, car l'un des représentants des salariés est obligatoirement un cadre supérieur et, en cas de conflit, le membre du patronat qui préside le conseil a une voix double. Le conseil de direction échappe de toute façon à cette semi-parité : seul le directeur du travail vient des syndicats. C'est d'ailleurs la source de nombreuses ambiguïtés : ce directeur qui reçoit le salaire des plus hauts cadres doit souvent couvrir des décisions qui le mettent en porte à faux par rapport à ses anciens camarades.

On serait donc tenté de considérer que les syndicats allemands se préoccupent davantage de s'assurer une très forte capacité de contrôle que de véritables positions de pouvoir. Cette impression serait justifiée si la cogestion (dont l'idée avait déjà été lancée entre les deux guerres par le théoricien du syndicalisme allemand, Fritz Naphtali) ne s'inscrivait dans la perspective du développement de la *Gemeinwirtschaft*, c'est-à-dire de l'économie d'intérêt général. Dans l'esprit des dirigeants du DGB et de la social-démocratie, ce secteur doit regrouper : a) les entreprises publiques dépendant de l'État fédéral, des *länder* et des communes; b) les entreprises de logement à caractère d'utilité publique; c) les coopératives; d) les entreprises appartenant aux syndicats dont le groupe des assurances populaires, l'entreprise de construction *Neue Heimat*... et la banque *Für Gemeinwirtschaft* (également propriété des syndicats) qui est la quatrième banque d'affaires allemande.

Ainsi, tout en considérant que les mécanismes du marché capitaliste sont ceux de toute économie moderne, les syndicats

et la social-démocratie croient pouvoir étendre progressivement un vaste secteur qui échappe au contrôle du capitalisme privé... mais non pas au leur. Sur ce point, la démarche suédoise et la démarche allemande se rejoignent. Le progrès de la « démocratie industrielle » n'implique pas une rupture avec le système existant, mais il suppose un déplacement du rapport des forces en faveur de tout ce qui dépend directement ou indirectement du mouvement ouvrier.

Il faut naturellement mettre en rapport cette tendance avec la contestation par une partie de la base des formes traditionnelles du gouvernement des entreprises. L'extension du pouvoir des syndicats constitue une réponse partielle aux problèmes soulevés par cette contestation. Mais plus importante sans doute est la volonté des appareils syndicaux de consolider et d'étendre les pouvoirs économiques qui sont déjà les leurs. Nous avons là un aspect essentiel de la social-démocratie moderne. Dépendant étroitement du soutien des organisations syndicales, elle s'efforce comme par le passé de tenir compte des revendications ouvrières mais elle doit désormais également se soucier des intérêts que représentent les fonctionnaires de ces organisations ou, plus exactement, ceux d'entre eux qui occupent des tâches de gestion et qui ont acquis le goût du management.

Le travaillisme britannique s'est avancé moins loin dans cette voie (sans doute parce que moins gros « propriétaire » de sociétés industrielles et commerciales). Il n'en a pas moins approuvé en 1977 le rapport Bullock qui s'inspire très nettement de la cogestion allemande. Ce document prévoit, en effet, que les conseils d'administration des sociétés employant plus de 2 000 salariés seront composés de représentants des actionnaires, de délégués des salariés et d'un certain nombre de membres « neutres » choisis conjointement par le patronat et les syndicats. L'adoption du projet a soulevé quelques difficultés : certaines unions redoutaient qu'une participation trop importante à la gestion des entreprises affaiblisse leur traditionnelle indépendance. Par ailleurs, un sondage a révélé que l'immense majorité des Britanniques (et parmi eux 84 % des syndiqués) n'étaient pas favorables à la désignation des administrateurs ouvriers par les syndicats : leur préférence allant au principe de l'élection directe par les salariés de l'entreprise. Or, sur ce point, l'appareil des Trade-

Unions est inflexible : une représentation collective doit être assurée par des institutions collectives.

Cette distinction qu'il faut constamment établir entre la masse des adhérents et l'appareil des syndicats a été au sein du mouvement socialiste français à l'origine de raisonnements sécurisants mais assez superficiels. Ce sont les appareils syndicaux qui, dans les pays de l'Europe du Nord, constitueraient l'obstacle principal à l'accomplissement d'une révolution conforme aux véritables aspirations des masses. Certes, les appareils, quels qu'ils soient, forment toujours écran mais, si l'on ne veut pas sombrer dans la mythologie, il convient de rappeler un certain nombre de réalités historiques :

1. Le mouvement ouvrier n'a eu d'ampleur et de durée que dans la mesure où il a donné naissance à des organisations. Les appareils, ou si l'on préfère les bureaucraties, ne lui ont pas été imposés de l'extérieur (même si les modèles de pouvoir existants ont été imités). Il les a lui-même secrétés comme s'ils étaient une nécessité de son existence. Les tendances libertaires de la fin du siècle dernier et du début de ce siècle n'ont pas résisté au phénomène.

2. Dans sa très grande majorité, le mouvement ouvrier des nations industrialisées a donné son appui au courant réformiste. On peut même dire que plus les partis socialistes se sont trouvés liés aux syndicats ouvriers et plus ils ont adopté une pratique et une théorie réformistes.

3. Là où se sont produites d'authentiques révolutions (non liées à l'occupation d'un territoire par l'armée soviétique), le mouvement ouvrier de ces pays, qui était souvent très faible, a contribué à fournir une partie des éléments de la nouvelle bureaucratie d'État. Il n'a nulle part échappé à la règle qui veut qu'une classe opprimée ne se transforme jamais en classe dominante et que seules des minorités (des « élites ») de ces classes accomplissent la mutation qui les porte au pouvoir. Mais par un formidable paradoxe, le mouvement ouvrier n'a pu retrouver sous le « socialisme » la liberté d'organisation conquise sous le capitalisme.

Aucune de ces observations ne nous conduit à considérer qu'il faut nécessairement choisir entre l'acceptation des mécanismes économiques du capitalisme à laquelle consentent les social-démocraties et la résignation à la dictature à laquelle aboutissent

les régimes communistes. Les blocages que connaissent ces systèmes, mais aussi l'ampleur des obstacles qui, depuis la crise économique mondiale, s'opposent au développement d'une politique réformiste classique, nous renforcent dans la conviction qu'une « troisième voie » est possible. Mais ceci sort de notre sujet. Le principal problème que pose l'évolution des rapports entre les social-démocraties et les syndicats concerne le pouvoir économique. Les appareils syndicaux, s'appuyant sur des partis au gouvernement, cherchent naturellement à étendre les positions importantes mais encore relativement limitées qu'ils détiennent. Étant donné la réticence de la plupart des dirigeants sociaux-démocrates (sauf parmi les Britanniques) à procéder à des nationalisations, cette extension du domaine syndical apparaît comme constituant, avec le développement des coopérations, la forme privilégiée de socialisation. Mais au-delà d'un certain seuil, cette tendance ne risque-t-elle pas de compromettre la capacité de contestation des syndicats? On ne peut à la fois gérer, contrôler et revendiquer. Or c'est en tant que contre-pouvoir et non pas en tant que fraction du pouvoir que le mouvement syndical peut, par son action, non seulement assurer l'existence de la démocratie mais aider puissamment à la transformer.

J'ai, au début de cette étude, souligné la profonde différence qui sépare la situation de la France de celle de la plupart des autres pays de l'Europe occidentale. Cette différence explique pourquoi notre pays n'a pas connu une véritable social-démocratie. La SFIO a participé à des gouvernements de coalition : elle en a même dirigé plusieurs. Mais la division des forces syndicales et le rapport des forces créé par cette division ne lui ont jamais permis d'apparaître comme la principale expression politique du mouvement ouvrier.

Cependant, si la France est une exception en Europe, l'Europe est une exception dans le monde. Je n'évoquerai ici ni les pays dits « socialistes », ni ceux du Tiers Monde. La seule nation qui permette une comparaison est le Japon. Les deux principales centrales ouvrières y sont en effet liées, l'une, *Sohyo*, au parti socialiste, l'autre, *Domei*, au parti social-démocrate. Elles leur

apportent un appui politique et une aide financière (contestée en ce qui concerne *Sohyo* par la minorité communiste de la centrale). Mais le syndicalisme japonais a cette particularité d'être essentiellement un syndicalisme d'entreprise et de comporter, de ce fait, un très grand nombre d'organisations autonomes. Les centrales n'ont pas la puissance des centrales allemandes, britanniques ou suédoises et elles sont encore loin de pouvoir faire preuve d'ambitions gestionnaires. Leur objectif est d'aider les partis de gauche et de centre-gauche à obtenir une majorité électorale (ce qui n'a jamais été encore le cas), afin d'avoir satisfaction sur nombre de leurs revendications.

Aux États-Unis, la plus grande nation industrielle du monde, il n'existe pas de parti ouvrier qui ait dépassé le stade groupusculaire. Le syndicalisme n'y a d'autres interlocuteurs politiques que le parti démocrate (son allié privilégié depuis Roosevelt) et le parti républicain (dont certains sénateurs et représentants ont droit à son soutien). A première vue, rien qui ressemble au phénomène européen. Et pourtant, un écrivain socialiste américain, Michael Harrington, a pu dire du mouvement syndical américain qu'il constituait une social-démocratie qui ne s'avouait pas comme telle. « Les intellectuels, dit Harrington, ont toujours identifié le destin de la social-démocratie en Amérique avec les structures organiques du parti socialiste. » Le vrai mouvement de masse leur est demeuré « invisible ». Or il existe. Il faut, ajoute Harrington, savoir discerner derrière une rhétorique qui est formellement et rituellement procapitaliste, des tendances qui sont, sur beaucoup de points, proches du mouvement ouvrier réformiste européen.

Et de fait l'AFL-CIO ne se contente pas de mettre en avant des revendications de salaires et d'améliorations des conditions de travail. Elle définit périodiquement des orientations qui vont dans le sens du dirigisme économique. Non seulement elle réclame la création d'une *National planning agency*, l'intervention de l'État dans les secteurs où des emplois peuvent être rapidement créés, une fiscalité qui frappe le grand capital, mais elle se bat pour l'extension de la sécurité sociale au domaine de la santé, pour une autre politique de l'environnement et du logement, la semaine de quatre jours, etc.

Tout cela ne va peut-être pas extrêmement loin. Mais si l'on

met à part le cas de la Suède (où cependant Olof Palme reporte prudemment au-delà de 1982 la réalisation éventuelle du projet Meidner), les social-démocraties européennes vont-elles tellement plus loin ?

4. La social-démocratie allemande, de Lassalle à Schmidt

PAR GÉRARD SANDOZ

Plus que centenaire, la social-démocratie allemande a de tout temps suscité soit l'admiration de ses partisans et exégètes, soit le rejet total. De toute manière, sa démarche, celle du passé et celle du présent, a fortement inspiré de nombreux socialistes européens. Comment aurait-il pu en être autrement puisque cette puissante organisation guidée dans ses premiers pas, et par la suite, par la pensée de personnalités aussi considérables que Ferdinand Lassalle, Karl Marx et Friedrich Engels, Karl Kautsky et Edouard Bernstein, August Bebel, Wilhelm Liebknecht et Rosa Luxemburg, pour ne nommer que ceux-là, était porteuse d'un message universel : celui de l'émancipation des travailleurs. On a souvent évoqué le « modèle » de la social-démocratie allemande. A juste titre, à notre sens, à la fois à cause de sa capacité d'organisation et de son goût pour le débat d'idées. Lénine, avant d'accuser de « trahison » la représentation politique du socialisme allemand¹, n'était pas loin — avant le début de la Première Guerre mondiale — de la considérer comme la preuve vivante de la « capacité ouvrière », selon l'heureuse formule de Proudhon.

L'INTROUVABLE AGE D'OR DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE

Comme d'autres, Lénine avait, nous semble-t-il, une image tout à fait déformée de la social-démocratie allemande. Il pensait que cette organisation, puissamment structurée, s'appuyant

1. Accusation formulée en 1914 après l'approbation, par le groupe parlementaire social-démocrate, des crédits de guerre.

sur un vaste réseau d'organisations syndicales et coopératives, s'apprêtait, dans les années précédant la Première Guerre mondiale, à saper les fondements d'une société capitaliste encore fortement « infestée » de structures féodales. En ne prenant comme critère de son appréciation que le langage effectivement révolutionnaire de la social-démocratie, Lénine était en droit d'évoquer la « trahison », dans la mesure, bien entendu, où l'on admet une conception quelque peu « policière » de l'histoire. Dans son autobiographie, Léon Trotsky rapporte que le futur chef de l'Union soviétique, furieux et surpris, lorsqu'il apprit qu'en 1914 les sociaux-démocrates allemands avaient approuvé les crédits de guerre, était fermement convaincu que l'état-major allemand avait falsifié l'édition du *Vorwärts*, organe officiel du SPD, qui rapportait ce fait historique.

C'est que, évidemment, la social-démocratie allemande n'était nullement ce qu'il croyait. Lorsque Ferdinand Lassalle fonde, en 1863, l'Association générale des ouvriers allemands, ses idées sont influencées à la fois par la dialectique hégélienne et l'idéalisme de Fichte. Pour lui, l'État, c'est-à-dire l'État prussien, profondément antilibéral, est investi d'une mission « civilisatrice », celle d'arracher leurs prérogatives aux possédants. Cette constatation nous semble importante dans la mesure où, au-delà de la « marxisation » future du mouvement ouvrier allemand, l'importance attachée à l'action de l'État n'a cessé de jouer un rôle important dans la démarche de la social-démocratie allemande.

Seconde constatation : les idées de Marx et d'Engels, elles aussi fortement imprégnées d'hégélianisme, ont de la peine à « investir » la social-démocratie allemande. Celle-ci, en butte aux attaques de l'État, du patronat et du féodalisme, n'adoptera — et bien partiellement — les concepts du « socialisme scientifique » qu'au fameux congrès de Gotha, d'ailleurs fortement critiqué par Marx. Le programme approuvé par ces assises, en 1875, reconnaît cependant la lutte des classes comme le moyen le plus adéquat pour vaincre la société capitaliste et pour former une « société sans classes ». Mais ce n'est qu'en 1891, après l'abolition par le gouvernement de la « loi antisocialiste », mise en œuvre douze années plus tôt, que le marxisme est réellement « officialisé » en tant que doctrine de la social-démocratie. Ce sera l'œuvre du congrès d'Erfurt.

Où en est alors la social-démocratie allemande ? Vers la fin du siècle, et après avoir victorieusement résisté à la législation anti-socialiste de Bismarck, c'est une organisation de masse qui ne cesse de grandir. Elle a des dizaines de milliers de militants, déjà de nombreux élus, et le mouvement syndical, inspiré par ses idées, y joue un rôle capital, de même que les coopératives de consommation qui prennent une extension considérable.

Officiellement, et comme l'atteste la lecture de la littérature socialiste de cette période, la social-démocratie projette de « renverser » le régime en place et de remplacer le capitalisme par un système social basé sur l'appropriation collective des moyens de production. En fait, ce qui frappe, c'est le caractère nébuleux du projet. Car on chercherait vainement, dans les exposés des dirigeants du mouvement de la fin du siècle dernier, une indication tant soit peu précise sur les moyens d'y parvenir. Le grand thème de la social-démocratie est alors le *Zukunftsstaat*, l'État de l'avenir. Ce terme relève de toute évidence d'une vision quelque peu utopique. Comment le réaliser, sous quelle forme ? On ne le saura pas : car Karl Kautsky, théoricien « officiel » du mouvement et doctrinaire quelque peu « scientiste » du marxisme, se maintient dans un flou qui autorise toutes les interprétations. Quant à Rosa Luxemburg, elle-même marxiste et alors liée à Kautsky, elle met en avant la stratégie de la grève de masse empruntée à la situation particulière de la Russie tsariste, et mise sur la spontanéité révolutionnaire de la classe ouvrière.

C'est que ce flou, ces imprécisions, ce recours à un langage révolutionnaire correspondent à une situation singulière du mouvement ouvrier allemand de ce temps : dans l'Allemagne impériale, les sociaux-démocrates, Bebel et les siens, étaient considérés par l'État, par la société conservatrice et même par nombre de libéraux comme des « outsiders », comme des marginaux de la société, des « rouges » et des « partageux » qu'il fallait tenir éloignés de « la vie réelle », c'est-à-dire des affaires de l'État.

Deux grandes tendances se développent vers la fin du siècle dernier au sein de la social-démocratie. La première, prenant acte de cette situation, entend la « théoriser » et déduire de la position singulière du mouvement une volonté révolutionnaire. Son porte-parole principal est Karl Kautsky. Sa position, au premier abord, apparaît solide. Car quelle est alors la situation

réelle? Le mouvement grandit sans cesse, mais les socialistes, les travailleurs, poussés vers le « ghetto » où les classes dirigeantes entendent les maintenir, semblent bien obligés de s'y installer. On assiste alors à un phénomène extraordinaire¹ : une sorte de vie autonome, politique et culturelle, se développe en Allemagne. De multiples associations sont fondées où les travailleurs se réunissent entre eux pour créer leur propre vie sociale et culturelle. Les associations sont le reflet caractéristique de l'isolement des ouvriers, signe de leur volonté de marquer une personnalité autonome, en attendant le *Zukunftsstaat*, qui leur permettrait d'être « intégrés », d'être considérés non plus comme des sujets, mais comme des citoyens.

On a évoqué, pour caractériser cette situation singulière, le terme de « contre-société ». C'est effectivement cela, et c'est aussi une « manière de vivre », différente de celle de la société ambiante. Car le Parti, le syndicat, la coopérative, les associations purement ouvrières qui regroupent toutes les activités sociales et culturelles et où l'on est « entre gens de bonne compagnie », pour reprendre les termes d'un ouvrier social-démocrate de cette époque, étaient les garants à la fois de la « pureté » du mouvement en même temps qu'un foyer, une sorte de protection contre l'intrusion de la « contrebande » bourgeoise. Bebel n'était-il pas considéré par la « bonne société » comme un « rouge » dangereux et qui, par conséquent, ne pouvait nourrir le moindre espoir d'être admis à participer de manière effective à la gestion des affaires publiques? De toute évidence, le statu quo, la consolidation de l'autonomie dans la marginalité étaient alors à la base de la démarche des dirigeants de la social-démocratie. Cette tendance du mouvement était considérée par beaucoup, et surtout par Lénine, comme le reflet d'une attitude révolutionnaire, et elle l'était dans un certain sens : mais un mouvement qui s'affirme révolutionnaire au niveau du langage et qui n'entreprend aucune démarche concrète pour renverser un régime détesté, l'est-il réellement?

Rosa Luxemburg, intervenant activement dans le fameux débat sur le révisionnisme, avait bien saisi le problème : à savoir

1. Nous avons esquissé ce problème dans *La Gauche allemande*, Julliard, 1970.

la contradiction entre le « discours de principe » et l'activité réelle du mouvement. Elle voyait bien, elle, que dans les faits, vers la fin du siècle, surtout après l'abolition de la « loi anti-socialiste », l'activité quotidienne du Parti correspondait à deux buts principaux : envoyer de fortes représentations dans les assemblées parlementaires et améliorer la législation sociale, c'est-à-dire la condition ouvrière. Sur ces deux plans, les succès correspondent aux espoirs. C'est que, en effet, la social-démocratie renforce considérablement sa représentation parlementaire pour former, à la veille de la Première Guerre mondiale, le groupe le plus fort au Reichstag. Et surtout : les organisations syndicales étroitement liées à la social-démocratie peuvent se prévaloir de conquêtes tout à fait étonnantes à l'intérieur d'une société déjà fortement industrialisée mais qui leur demeure hostile. Elles ont conquis, et de haute lutte, vers la fin du XIX^e siècle et au début du nôtre, une législation sociale assez moderne. En France, un certain nombre de ces conquêtes ne deviendront réalité qu'à l'époque du Front populaire.

C'est une aventure peu commune : voilà un mouvement fondé par des doctrinaires et qui, au milieu d'un monde hostile, prend racine, grandit et vit sur deux plans parallèles. Le réalisme l'emporte très largement dans la vie quotidienne, mais l'hostilité qui est témoignée au mouvement, son « aliénation », fait que la vision d'un monde incertain coexiste en quelque sorte avec le désir très profond, mais rarement exprimé franchement, d'être admis dans le cadre de la société existante, d'être intégré !

LE DÉBAT SUR LE RÉVISIONNISME

Voilà, à notre sens, la signification réelle du large débat sur le fameux « révisionnisme » qui s'instaure dans les rangs de la social-démocratie. Le débat est capital dans la mesure où il rend intelligible la démarche de la social-démocratie allemande, aussi bien au moment où éclate la Première Guerre mondiale que plus tard, au temps de la République de Weimar et jusqu'à nos jours.

C'est Édouard Bernstein, l'un des dirigeants les plus estimés

du SPD, qui, dans son ouvrage *les Présupposés du socialisme et les Tâches de la social-démocratie*, publié en 1899, ouvre le réel débat. Résumons sa conception : il conteste, pour commencer, la prévision de Marx selon laquelle le capitalisme s'effondrerait. Il constate que si le processus de la concentration du capital est indéniable, il n'empêche point le maintien et même le renforcement d'une petite et moyenne bourgeoisie grâce à un système de crédit utilisé de manière adéquate. Il démontre qu'au cours du dernier quart de siècle, le système capitaliste n'avait subi aucune des crises fondamentales prédites par Marx. Pour Bernstein, qui n'abandonne nullement les buts du socialisme, et qui, constamment, souligne ses valeurs morales, mais en se référant à Kant et non point à Hegel, une distribution nouvelle « des revenus et des chances » pouvait être atteinte dans le cadre du système, par une pression adéquate sur celui-ci. Il faut, souligne-t-il, abandonner l'espoir utopique de son renversement par la force. Instruments de cette pression sur la société : les syndicats ainsi que les coopératives de production et de consommation, déjà largement développés. Le rôle qu'il attribue à la social-démocratie : celui d'un parti devant utiliser sa force électorale et sa capacité de mobilisation des masses afin d'imposer des réformes. Pour conclure, Bernstein remarque que c'est effectivement ce que la social-démocratie fait déjà dans sa pratique quotidienne et il réclame qu'elle « ose paraître ce qu'elle est en réalité : un parti de réformes d'inspiration démocrate socialiste ». Lorsque Bernstein avance que « le mouvement est tout, le but n'est rien » — une affirmation qui est souvent mal interprétée — il entend tout simplement que c'est le mouvement, par sa démarche réformatrice, qui sera capable d'imposer une modification significative au sein de la société, et non point un projet « utopique » et pseudo-révolutionnaire d'un renversement par la force du système existant.

Ce résumé simplifié à l'extrême risque, peut-être, de ne pas faire apparaître assez clairement un fait fondamental de la démarche bernsteinienne : à savoir qu'il s'attaque au principe même du « socialisme scientifique », en particulier à son interprétation vulgaire et scientiste développée par Engels et surtout par Kautsky, et qu'il rejette la dialectique hégélienne en tant que « méthode universelle » d'interprétation de la société. Pour Bernstein,

qui n'entendait nullement élaborer une théorie nouvelle, mais plutôt faire concorder les concepts et les faits, il n'y a pas de doute à ce moment, que c'est sa démarche qui se situe « dans le sens de l'histoire ». Comme d'autres, il constate que le Parti, loin de préparer la révolution, s'adonne, surtout dans les États du sud de l'Allemagne, aux tâches électorales et parlementaires, que les syndicats et les coopératives font activement du « réformisme ». Plus même : une équipe socialiste rassemblée autour de la revue *Sozialistische Monatshefte* proclame la nécessité d'une « politique coloniale ». L'historien Arthur Rosenberg, étudiant les origines de la social-démocratie, note avec justesse : « La social-démocratie s'était résignée à accepter l'existence de l'État impérial comme une réalité inébranlable. La révolution socialiste était rejetée dans l'avenir lointain et nébuleux du *Zukunftsstaat*¹. »

Ce n'est pas la place, ici, d'étudier l'argumentation opposée à Bernstein par Karl Kautsky et Rosa Luxemburg. Ce qui, à nos yeux, est important, c'est que les conceptions de Bernstein, bien que sévèrement condamnées par le SPD à la fin du siècle dernier et jusqu'au début de la Première Guerre mondiale, reflétaient à l'évidence le désir « d'intégration » de la classe ouvrière. La social-démocratie allemande d'avant 1914 n'a été révolutionnaire que dans les pages, pleines de rhétorique marxiste, de son programme, mais qui ne servaient qu'à la distinguer sur le plan idéologique d'un État semi-féodal et d'une bourgeoisie, opposés précisément à l'intégration de la classe ouvrière. Ainsi, le ralliement de la social-démocratie à la défense nationale, l'approbation en 1914 des crédits de guerre stigmatisée comme une « trahison » par Lénine, étaient considérés par la plupart des socialistes allemands comme une occasion historique de rejoindre — enfin — le reste de la nation qui, jusqu'alors, les avaient repoussés, exclus de la communauté nationale. Un des poètes « officiels » de la social-démocratie, M. Lersch, avait parfaitement exprimé le sentiment qui animait alors bon nombre d'ouvriers et de socialistes en disant qu'à « l'heure du danger les fils des plus pauvres de la patrie s'étaient avérés comme ses plus fidèles²... ». Enfin,

1. Arthur Rosenberg, *Geschichte der Weimarer Republik*, Cologne Europäische Verlagsanstalt, 1961.

2. Cité par Hermann Heidegger, *Die deutsche Sozial-demokratie*, Göttingen, Musterschmidt-Verlag, 1956.

après tant d'années de mépris et d'oppression, l'occasion historique était offerte par la société prussienne, de devenir citoyen, d'échapper au statut de sujet.

Trahison des chefs qui étaient décidés, comme l'avait dit Bebel lui-même avant la guerre, à défendre la patrie contre « l'autocratie tsariste » ? Explication un peu rapide, nous semble-t-il, dans la mesure où un tel jugement néglige toute l'évolution antérieure, et surtout le « révisionnisme » quotidien. Il semble évident que la notion de trahison n'explique rien : et surtout pas le cheminement d'un grand mouvement qui, sous des formes différentes, a survécu jusqu'à nos jours. Il semble par ailleurs que personne ne défende plus sérieusement la théorie élaborée par Lénine et selon laquelle une « minorité infime » de la classe ouvrière, « l'aristocratie ouvrière » profitant de quelques « miettes » de l'exploitation impérialiste, aurait trahi les idéaux du socialisme pour contracter une alliance avec la bourgeoisie, en particulier pendant la Première Guerre mondiale. S'il y eut, certes, des différences sociales notables au sein de la classe ouvrière, il n'en reste pas moins qu'on assistait à cette époque à une amélioration du niveau de vie de l'ensemble de la classe ouvrière. Aucun pays industriel ne fit exception, et surtout pas l'Allemagne.

Lorsque la guerre éclate, les dirigeants du SPD, et Kautsky lui-même, ont pratiquement abandonné les concepts révolutionnaires. Le « centre » du parti est devenu lui-même « révisionniste » et la « querelle » s'est terminée par une victoire totale de Bernstein... qui, lui-même, désapprouve l'attitude « guerrière » de la social-démocratie, guidé qu'il est par une attitude pacifiste profonde. C'est la gauche du parti, et elle uniquement, guidée par Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et quelques autres, qui essaie de préserver les fondements du « socialisme révolutionnaire ». Mais ce n'est qu'en 1917 que l'opposition contre la guerre revêtit une certaine ampleur. Cette année voit la fondation du parti social-démocrate indépendant (USPD), né d'une rupture avec la social-démocratie « officielle », en signe de protestation contre la politique d'approbation de la guerre. Cet événement coïncide avec les premières révoltes significatives de nombreux ouvriers et soldats contre la « boucherie ». Des hommes comme Bernstein, Haase, Ledebour et Kautsky, peu suspects d'être des « romantiques » voyaient clairement qu'il

fallait dénoncer l'Union sacrée et que les perspectives socialistes se situaient désormais en dehors d'une collaboration avec le régime impérial dont ils pressentaient la fin. Le groupe Spartakus, celui de Luxemburg et Liebknecht, décide d'adhérer à l'USPD avant de fonder, fin 1918, avec d'autres groupes, le parti communiste allemand.

LA PREMIÈRE EXPÉRIENCE DU POUVOIR

Ne nous arrêtons pas trop longuement sur le rôle joué par la social-démocratie en 1918 et lors de la fondation de la République de Weimar. Ce qu'il faut retenir surtout, c'est que le SPD, affaibli par la scission, est incapable de concevoir la révolution, née spontanément et sans sa contribution, comme point de départ vers un bouleversement profond de la société. En vérité, le Parti n'est nullement préparé à cette tâche. Ce qui se fait sentir à cette étape historique de son existence, c'est une véritable crise d'identité. Entraînée dans la guerre — mais était-il possible de s'y soustraire? —, la social-démocratie avait jeté par-dessus bord son langage révolutionnaire, mais sans avoir forgé un concept correspondant aux nécessités de la situation nouvelle née de l'effondrement de l'Empire. En novembre 1918, les conseils d'ouvriers et de soldats disposaient en fait partout du pouvoir réel. En même temps, la vieille bureaucratie d'État, héritière d'une longue tradition solidement enracinée, continuait à fonctionner — parfois sous le contrôle de conseils. Cependant, les chefs de la social-démocratie ne concevaient pas l'Allemagne comme une République des conseils. A leurs yeux, le vieux système monarchique, qui s'était brisé sous le choc de la défaite militaire, devait faire place tout au plus à une république démocratique reposant sur une structure parlementaire.

Ce qui à nos yeux est significatif, c'est que, finalement, une fois la scission de l'USPD résorbée et Spartakus s'étant révélé comme une minorité sans influence réelle au sein de la classe ouvrière, le SPD parvient à établir un *consensus* : à nouveau, le gros de la classe ouvrière le suit et accepte, fondamentalement, la nouvelle structure étatique. Après novembre 1918, la social-

démocratie allemande, disposant pratiquement du pouvoir absolu, ne s'intéresse qu'aux deux domaines qui avaient déjà été sa préoccupation principale avant 1914, sous la direction de Bebel : la politique sociale (introduction de la journée de huit heures) et la politique parlementaire et législative (on légalise le principe des conventions collectives, on abolit les privilèges électoraux).

Comment expliquer que la social-démocratie n'ait pas songé à abolir les privilèges exorbitants des hobereaux, à morceler les vastes domaines de la Poméranie et de la Prusse orientale, bastions à la fois d'un énorme pouvoir politique et d'une extraordinaire puissance politique? Et comment expliquer, aussi, que le patronat allemand, rétrograde et ouvertement hostile à toute concession, mettant sa toute-puissance dans les entreprises, fut à peine touché dans ses privilèges?

La vérité est que le mouvement socialiste était imprégné d'un légalisme qui, du temps du Kaiser, se cachait derrière des formules abstraites à résonance révolutionnaire. Des hommes comme Ebert, Scheidemann et Wissel, brusquement investis de responsabilités gouvernementales, étaient au fond des parlementaires parfaitement respectueux de la *Obrigkeit*, des autorités. Noske est lui-même l'homme de « l'ordre », ne concevant son rôle que dans une collaboration étroite avec les « hommes nationaux ». Jugement trop sévère? Écoutons ce que dit Wissel, le ministre social-démocrate de l'Économie en 1920, lors du congrès du SPD à Weimar, faisant un bilan des événements : « Malgré la révolution, dit-il, le peuple éprouve une déception, le gouvernement n'a pas réalisé ce que le peuple attendait de lui. Nous avons, certes, élargi la démocratie formelle, mais, en définitive, nous n'avons rien fait d'autre que de continuer le programme qui avait été déjà conçu par le gouvernement du prince Max de Bade (en 1918) [...]. Nous avons, pour l'essentiel, gouverné dans le vieux cadre et nous n'avons pas réussi à lui insuffler un esprit nouveau [...]. Je crois que l'histoire nous jugera durement ¹... »

Soit. Mais Wissel, Ebert, Scheidemann et Noske n'ont-ils

1. Cité par Arthur Rosenberg, *op. cit.*

pas fait leurs classes politiques dans « l'ancienne » social-démocratie, celle d'avant 1914, réputée « révolutionnaire »? Sans aucun doute. Et c'est là, au fond, qu'il faut constater une continuité profonde. Et comment ne pas voir que cette social-démocratie, décidément, n'est pas faite pour agir dans des circonstances exceptionnelles, que c'est une organisation dont le cadre est la démocratie dite « formelle », qu'elle a tendance — et on la comprend — à ne pas sous-estimer. Cela explique d'ailleurs que la classe ouvrière allemande du temps de la République de Weimar lui fait largement confiance. D'autant plus que l'évolution du « socialisme » russe n'est pas faite pour la détourner de sa prudence.

Cela dit, on peut se demander quel a été, de 1918 à 1933, jusqu'à l'avènement du Troisième Reich, le concept essentiel de la social-démocratie. Première constatation : les idées défendues par Bernstein ont été pratiquement officialisées. Il n'y a pas de doute, en effet, que le théoricien du révisionnisme l'avait emporté sur toute la ligne : la démarche du SPD, démarche extraordinairement prudente, sera celle de la réforme lente. Il « osera paraître » ce qu'il est : un parti « réformiste ». Mais, encore une fois, dans un cadre peu favorable à des actions plus hardies. Dans la mesure même où elle avait choisi de laisser en place des éléments importants des anciennes structures aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture, elle permettait à ses adversaires de reprendre des forces. Bientôt, la social-démocratie se trouvera sur la défensive. A nouveau, elle aura à se défendre contre le reproche d'être l'organisation des « sans-patrie ». Son « intégration », apparemment réussie au lendemain de la révolution, est mise en question. D'ailleurs, les socialistes ayant fondé la République ne participent plus tard au pouvoir qu'en 1921, en 1923 et, finalement, en 1928, lorsque le social-démocrate Hermann Müller forme le gouvernement de la « grande coalition » avec le parti du peuple allemand, qui représentait alors les milieux industriels. On connaît la suite : la grande crise économique mondiale, le chômage, la misère, la montée du nationalisme, du nazisme, l'effondrement de la démocratie, l'avènement d'Hitler, l'interdiction de toutes les organisations ouvrières, la capitulation sans gloire et sans combat de la social-démocratie. Capitulation, il est vrai, favorisée par la politique démentielle du parti

communiste considérant — en 1932! — la social-démocratie comme « fasciste » et « plus dangereuse que le nazisme ».

Mais quel a été, avant la catastrophe, le projet principal de la social-démocratie? Sans aucun doute celui élaboré par l'un des théoriciens du mouvement syndical allemand, Fritz Naphtali. Son but : la « démocratie économique ». Idée essentielle : obtenir à la fois par des mesures législatives et par des négociations entre « partenaires sociaux » l'élargissement des droits sociaux, pouvant aller jusqu'à une « gestion commune » des entreprises par les patrons et les délégués syndicaux. Naphtali avait également pensé à la création de « chambres sociales » au niveau national réunissant, dans une sorte de conseil économique et social, les représentants de toutes les couches de la société. Certaines de ces idées, nous le verrons, seront reprises, plus tard, après la Seconde Guerre mondiale, à la fois par le SPD et le mouvement syndical. On remarquera que la conception du théoricien socialiste Rudolf Hilferding, celle du « capitalisme organisé », développée après la Première Guerre mondiale, correspond, *grosso modo*, à celle de Naphtali. S'il est vrai que les délégués du personnel ont obtenu, du temps de la République de Weimar, des droits considérables, s'il est exact qu'ainsi s'ébauche une démocratie économique, il est avéré, en revanche, qu'un tel concept devait nécessairement rester dans le domaine de l'utopie, dans un pays où le patronat, lié aux forces les plus réactionnaires, refusait carrément de jouer le jeu. Le drame de la social-démocratie allemande, restée minoritaire dans une république qu'elle avait elle-même créée, est sans doute qu'il était impossible d'être réellement « réformiste » face à des classes dirigeantes fondamentalement hostiles à la fois aux sociaux-démocrates et aux réformes, et qu'il lui était encore davantage impossible d'être « révolutionnaire » parce qu'une telle attitude n'était conforme ni à sa vocation ni à l'idée que la grande majorité de la classe ouvrière, assez conservatrice, se faisait de son destin. A nouveau « contestée » dans son existence même par les classes dirigeantes, une organisation comptant près d'un million de membres, ayant la sympathie de plusieurs millions de syndiqués, mais très minoritaire au sein de la nation, était rejetée, en 1933, dans les ténèbres de l'histoire.

L'ÂGE DE LA RESPECTABILITÉ : BAD-GODESBERG

De nos jours, la social-démocratie allemande semble avoir atteint le but qu'elle s'était historiquement fixé : l'intégration dans la nation. Ses représentants dirigent le pays, ses maires se trouvent à la tête de grandes villes et sont responsables de grandes organisations syndicales. Le SPD, comptant plus d'un million de membres, peut affirmer par ailleurs avoir trouvé son « identité » : il est, bien entendu, violemment opposé, et avec l'ensemble de la population ouest-allemande, à la conception totalitaire du « socialisme » qui domine l'autre Allemagne, celle de l'Est. Elle a réussi, semble-t-il, ce que Lassalle avait vainement essayé : la « réconciliation » de la classe ouvrière avec l'État.

Nous y reviendrons. Mais constatons, d'abord, que cette évolution n'était nullement acquise au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Kurt Schumacher, son premier leader, un rescapé des camps de concentration hitlériens, personnage complexe, était hanté par une véritable obsession : que l'on puisse accuser son parti, le mouvement socialiste, de ne pas prendre en charge les intérêts de la nation, vieux reproche adressé à la social-démocratie. D'où son insistance à souligner « l'unité profonde » entre les intérêts de la nation et ceux du socialisme. D'où, également, son hostilité à l'égard de toutes les puissances d'occupation et l'accent mis sur le thème qui devait se révéler illusoire, celui de la réunification de l'Allemagne.

Mais, sur un autre plan, l'homme était plutôt traditionaliste : en 1945 et dans les années suivantes, le SPD, sous sa direction, préconise encore assez fermement la socialisation des branches les plus importantes de l'industrie et déclare que « dans l'œuvre de la reconstruction, il n'est pas possible de laisser la place au capitalisme privé ». Ce faisant, il peut se référer au programme de Heidelberg, datant de 1925 et qui, bien que déjà fortement « démarxisé », emprunte au langage de « lutte des classes » quelques-unes de ses formules.

Mais le SPD s'adonne tout au long des années d'après-guerre à un examen de conscience que les faits lui imposent : c'est

que, constatation capitale, c'est bien grâce aux méthodes « classiques » du capitalisme libéral que l'économie et la société allemandes renaissent de leurs cendres. Ce que l'on a appelé le « miracle économique » est effectivement redevable au « libéralisme » de Konrad Adenauer et de Ludwig Erhard. Et la grande majorité de la population donne son approbation. Seconde constatation, non moins importante : le SPD qui a — toutes les tendances en son sein sont d'accord là-dessus — une « vocation gouvernementale », ne parvient pas à dépasser ce qu'il appelle le « seuil fatidique » des 30 % lors des élections successives. En d'autres termes, s'il entraîne dans son sillage un noyau important de la classe ouvrière, le soutien des classes moyennes lui fait défaut dans une République fédérale où le conservatisme, sous toutes ses formes, est l'exact reflet du « miracle » économique et où, devant l'évolution de la société, la « vieille » classe ouvrière devient de plus en plus minoritaire. C'est à partir de ces deux constatations que s'engage au sein de l'organisation un vaste débat dont l'enjeu peut être formulé d'une manière très simple : le Parti, s'il ne veut pas être condamné à rester éternellement à l'écart des responsabilités gouvernementales, doit parvenir à tout prix à un « consensus » qui dépasse largement son influence traditionnelle : il doit devenir un « parti du peuple ».

C'est, en effet, le mot-clé du fameux programme de Bad-Godesberg adopté en 1959. Cette charte due, à des titres divers, à l'initiative d'hommes tels que Herbert Wehner et Fritz Erler, c'est-à-dire à de vieux militants du mouvement ouvrier aidés par des « techniciens » à l'esprit libéral, mérite d'être examinée de près. C'est d'abord l'adieu au « scientisme » : « Le socialisme démocratique, proclame-t-elle, qui, en Europe, trouve ses racines dans l'éthique chrétienne, dans l'humanisme et dans la philosophie classique, ne prétend pas proclamer des vérités premières, non par incompréhension ou par indifférence devant les philosophies ou les vérités religieuses, mais par respect des décisions de l'homme en matière de foi, décisions dont le contenu ne doit être déterminé ni par un parti politique ni par l'État ¹. »

Sur le plan économique et social, cette charte, si elle se réfère

1. Voir les extraits du programme de Bad-Godesberg, p. 117.

au « socialisme démocratique », est à la fois nette et imprécise : on y réclame le plein emploi sur la base d'une monnaie stable. On insiste, certes, sur la nécessité d'une « politique conjoncturelle de prévision », mais pour ajouter aussitôt que « la libre concurrence et la libre initiative de l'entrepreneur sont des éléments importants de la politique économique de la social-démocratie ». La social-démocratie, affirme-t-on, entend s'opposer à toute concentration économique aussi bien en faveur des entreprises privées que de celles de l'État. Le programme mentionne, en passant, d'éventuelles étatisations et, surtout, des décentralisations, pour aboutir, finalement, à une formule qui laisse une large place à l'interprétation : « concurrence autant que possible — planification autant que nécessaire ».

Ce texte équivaut évidemment à une rupture avec ce qu'on a appelé le « matérialisme historique ». Il renonce à la conception d'une organisation défendant les seuls intérêts du prolétariat dont il est suggéré qu'il a perdu ce statut pour s'élever à la dignité du citoyen.

Bien entendu, cette charte, adoptée par l'immense majorité des délégués, est bien l'expression de l'image que le mouvement ouvrier allemand se fait de lui-même. Il est significatif, d'ailleurs, que le parti socialiste autrichien, pourtant héritier de la vieille conception de l'« austro-marxisme », qui avait vainement entrepris dans le passé de trouver une sorte de symbiose entre le socialisme démocratique et certaines idées professées par Lénine, ait récemment adopté une charte qui ressemble très exactement au programme de Bad-Godesberg. Les idées naguère énoncées par Fritz Naphtali sur la démocratie économique y trouvent un reflet évident. On n'aurait d'ailleurs aucune peine à déceler des concepts semblables dans la démarche de certains partis socialistes scandinaves.

Disons donc, avec Spinoza, qu'il ne s'agit ni de rire ni de pleurer, mais de comprendre. De comprendre, d'abord, que sans le tournant de Bad-Godesberg, la social-démocratie allemande ne serait jamais parvenue aux responsabilités gouvernementales dans un pays où la prévention de la bourgeoisie et d'une partie des classes moyennes à son égard reste forte et est liée à l'histoire récente et malheureuse du pays : pour beaucoup, Willy Brandt est toujours le « rouge ». Le fait est que c'est sur la base du

programme de Bad-Godesberg que la social-démocratie a été « acceptée » en tant que parti gouvernemental. Il y a accédé, aussi bien avec Willy Brandt qu'avec Helmut Schmidt, après avoir accepté, en 1966, de gouverner avec les chrétiens-démocrates, pour fournir la preuve de sa « capacité » gouvernementale.

LE SPD AUJOURD'HUI

Quelle est aujourd'hui l'image du SPD ? Un parti comptant un million de membres mais où, phénomène nouveau, les ouvriers industriels forment la minorité par rapport aux éléments issus de la couche des employés, des cadres, des techniciens et des professions libérales. Pourtant, 90 % à peu près des cadres des syndicats, autonomes par rapport aux partis politiques, appartiennent à la social-démocratie. Les vastes organisations formant l'armature des syndicats et des coopératives — banque syndicale, organismes de construction, etc. — sont également dirigées par des sociaux-démocrates. C'est un « empire » assez impressionnant, d'autant plus que le SPD a à son service des dizaines de milliers de permanents, de *Funktionäre*, qui agissent tant au sein de l'organisation qu'à l'échelle locale (mairies, etc.). Grâce à « l'adaptation », formulée par le programme de Bad-Godesberg, le SPD, naguère réduit au maximum de 30 % des voix, est parvenu à élargir considérablement son influence : depuis la fin des années soixante, son potentiel électoral, dépassant largement le milieu ouvrier, oscille entre 40 et 45 %.

La force du SPD : le large « consensus » idéologique avec les organisations syndicales, l'effort partiellement couronné de succès, de pénétration dans les Églises, encore que l'Église catholique demeure assez fermée à son égard. Reste à expliquer — tâche peu aisée — ce qu'est fondamentalement aujourd'hui la social-démocratie allemande. Première réponse : c'est évidemment une organisation imperméable aux idées du communisme et du marxisme, quelle que soit la forme de son inspiration. Le « contact » avec le régime autoritaire installé en RDA explique suffisamment son hostilité à la variante soviétique du communisme. L'adieu au marxisme — nous croyons l'avoir démontré —

est le résultat d'une longue démarche et correspond au rejet de toutes les « utopies » de la part d'une organisation entièrement orientée vers les tâches pratiques, vers des réformes.

La grande idée du SPD est, finalement, celle qu'avait élaborée naguère Fritz Naphtali : la démocratie économique. Le concept de cogestion mis en avant par les syndicats est effectivement le fruit de la réflexion social-démocrate. Il s'agit, tout au moins théoriquement, de faire pénétrer dans l'univers de l'économie l'idée de la démocratie réalisée au niveau de l'État et des communes. Nous ne ferons pas, ici, l'analyse de ce système. Disons simplement que si la cogestion se heurte, le plus souvent, à la résistance du patronat (« la démocratie est impossible au niveau des entreprises »), elle aboutit le plus souvent dans la pratique à une collaboration assez confiante entre les patrons et les syndicalistes : c'est une sorte d'« intégration » qui, souvent, confère aux représentants des salariés une capacité d'intervention en faveur de leurs mandants, qui n'est point négligeable. Si le patronat redoute cette « intégration », ce n'est point parce que la cogestion au sommet le gêne réellement, mais à cause des virtualités qu'elle recèle : à savoir que des syndicalistes, comme cela a été le cas, pourraient en revendiquer un jour l'extension aux ateliers, à la base.

Mais enfin, telle qu'elle fonctionne, la cogestion correspond bien au mot d'ordre essentiel de la social-démocratie : « démocratiser les entreprises ». Il est significatif, dans le même contexte, que le concept de nationalisation ne trouve que peu d'adeptes au sein de l'organisation. Raison essentielle : cette idée, encore mise en avant dans les premières années qui ont succédé à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, a été largement compromise par « l'expérience » de la RDA. Second motif, et non négligeable celui-là : comment défendre valablement cette idée dans un pays où les notions de « libre entreprise » et de « libéralisme » ont remporté les succès que l'on sait ? Et, enfin, fait capital : la génération qui donne aujourd'hui les cadres dirigeants au SPD — nous ne parlons pas de Willy Brandt issu de la « vieille génération » — a grandi dans un milieu et dans une ambiance où les termes de « nationalisation » et de « socialisation » ne pouvaient guère recevoir un contenu concret. En Allemagne fédérale, ces notions-là apparaissent comme empruntées à un

arsenal tout à fait démodé et n'ont guère la chance de « toucher » la population, y compris le milieu ouvrier.

Il s'y ajoute que les nécessités de la coalition gouvernementale du SPD avec les libéraux du FDP, ceux-là entièrement dévoués à la libre entreprise et aux lois du marché, s'opposeraient de toute manière aux tentations de ce genre. Mais Helmut Schmidt lui-même, Willy Brandt et, avec eux, les cadres dirigeants du SPD, dans la mesure où ils développent un concept économique, se présentent aujourd'hui comme des défenseurs convaincus de la libre entreprise avec la volonté, souvent proclamée, d'en limiter les « excès ». Et il est bien vrai — ne pas le mentionner défigurerait la réalité — que la législation sous direction social-démocrate ainsi que l'action importante du SPD à l'échelle des communes ont effectivement apporté des progrès réels, c'est-à-dire des réformes allant dans le sens d'une démocratisation de la société.

Nous ne nous y arrêtons pas. Constatons simplement que la social-démocratie constitue aujourd'hui l'élément réformateur au sein d'une société où le conservatisme a conservé des positions très fortes. Jusqu'en 1966, en effet, les conservateurs avaient empêché les sociaux-démocrates d'accéder aux responsabilités gouvernementales. Aujourd'hui encore, ces mêmes conservateurs, représentés par le CDU et la CSU bavaïroise, conservent des places très fortes au sein de la société, attaquant, et avec une extraordinaire violence, la social-démocratie. Celle-ci a incontestablement le mérite d'avoir fait reculer le conservatisme, soutenue dans cette tâche, surtout en 1972 lors de la réélection de Willy Brandt au poste de chancelier, par une partie importante de la jeunesse et par un nombre important de la « classe » des intellectuels. Cela a laissé des traces en Allemagne.

Il est par conséquent vain, à notre sens, d'invoquer des termes tels que « trahison » ou « abandon » pour caractériser la démarche de la social-démocratie allemande. Car elle représente assez exactement, et surtout à travers l'idéologie des organisations syndicales, l'attitude que, *grosso modo*, adoptent les couches sociales qui s'y reconnaissent, à la fois dans leur activité quotidienne et dans l'idée qu'elles se font de l'évolution du monde. C'est l'idée d'une évolution « réformatrice » et le rejet d'entre-

prises considérées comme « audacieuses » ou « utopiques ».

Voilà le climat dans lequel évolue la social-démocratie allemande. Ce qui n'empêche pas, tout au contraire, des courants très divers de se faire entendre en son sein, contestant, par exemple, et parfois avec vigueur, la démarche « libérale » en matière économique, du chancelier Schmidt ou la tendance des gouvernants du SPD à trop calquer leur attitude sur celle de leurs partenaires libéraux du FDP.

Mais il ne faut pas oublier que, contrairement aux apparences, ces courants-là ne forment en réalité qu'une faible minorité au sein du mouvement. Certaines des idées avancées par les *Jusos*, les Jeunesses socialistes, qu'elles soient empruntées au concept de « capitalisme monopoliste d'État » ou aux différentes variantes du marxisme, si elles trouvent un écho dans certains secteurs du Parti, sont en revanche violemment rejetées par le secteur syndical, c'est-à-dire par le milieu ouvrier acquis à la social-démocratie. D'ailleurs, beaucoup de cadres issus des *Jusos* forment actuellement la relève du SPD et s'apprêtent dans les années à venir à remplacer la « vieille garde ». Il est déjà évident que leur démarche ressemblera, à quelques accents près, à celle de leurs aînés. A quelques accents près, mais qui ont leur importance : car c'est l'idée d'un « réformisme conséquent » qui est défendue par cette génération-là, à savoir le recours, considéré comme nécessaire, à des techniques « interventionnistes ». Il est significatif à cet égard qu'un « programme d'orientation pour la période 1985 », adopté en 1976 par un congrès du SPD, prévoit expressément des mesures « d'orientation », à savoir une certaine planification, dans différents domaines de la vie sociale. Doit également être mentionnée, dans ce contexte, la vaste discussion déclenchée au sein de l'organisation à propos de la nécessité de donner une « orientation » aux investissements publics et privés. Une certaine dose de dirigisme pour prévenir les « excès du capitalisme sauvage » est considérée comme indispensable par un secteur de plus en plus large de la social-démocratie : surtout par des hommes qui, comme Erhard Eppler, l'un des dirigeants du SPD, s'attachent essentiellement aux problèmes de la qualité de la vie, aux problèmes « modernes » de la société et qui, dans leurs conclusions, ne sont pas tellement éloignés des conceptions discutées au sein du mouvement socia-

liste en France. Rappelons qu'en 1977, un congrès du SPD a engagé une vaste discussion sur le problème de l'énergie nucléaire civile et que ce n'est que sous la pression du chancelier Schmidt que le congrès a finalement opté en faveur du nucléaire.

La crise économique débutant en 1973 a, elle, provoqué des réflexions approfondies dans le camp syndical où l'on a commencé à mettre en doute d'anciennes « certitudes » quant à la solidité de « l'économie sociale de marché » jusque-là acceptée soit par conviction, soit par résignation. La récession a même, au cours des années 1977 et 1978, quelque peu mis en cause le « consensus » entre le gouvernement sous direction social-démocrate et les organisations syndicales, celles-ci n'acceptant qu'à leur corps défendant les solutions libérales proposées par le chancelier. Il faut, à cet égard, souligner le rôle important du président du SPD, Willy Brandt, qui est celui de « l'intégrateur », de l'homme qui, constamment, assure l'unité du mouvement dans sa diversité. D'un mouvement qui, s'il accuse bien entendu l'usure, une certaine ossification et bureaucratisation, reste néanmoins le reflet des forces modernes et progressistes qui se manifestent au sein de la société allemande. La crise actuelle, considérée par beaucoup de sociaux-démocrates comme profonde et mettant en cause les mécanismes mêmes du système capitaliste « classique », suscite et continuera sans doute à susciter à l'avenir des réflexions semblables à celles qui se manifestent dans le mouvement socialiste en France. Déjà, Erhard Eppler et ses amis rencontrent davantage d'audience que naguère lorsqu'ils suggèrent d'autres modes de croissance, d'autres formes d'intervention dans la vie publique. La discussion de ces thèmes est permanente au sein de la social-démocratie.

Celle-ci dispose, on le sait, d'une influence non négligeable au sein de certains partis socialistes et sociaux-démocrates en Europe et est en train d'acquérir une influence certaine parmi plusieurs mouvements démocratiques et progressistes en Amérique latine. Le SPD est ainsi confronté à des courants qui n'abordent pas nécessairement les problèmes d'une manière classique. Un exemple : un débat sérieux s'est ouvert en son sein, ces dernières années, sur les problèmes du Tiers Monde, et le clivage est considérable entre les conceptions « gouvernementales » du chancelier Schmidt et un vaste secteur du SPD qui réclame

l'abolition des positions de « domination économique » à l'égard des pays en voie de développement.

En d'autres termes, si, d'une certaine manière, il y a bien un « modèle allemand » du mouvement ouvrier, la social-démocratie de la RFA est loin d'être un corps figé. Elle est « disponible », subit déjà, et subira encore davantage à l'avenir, l'influence d'autres mouvements socialistes d'Europe et du monde, dans la mesure même où les problèmes qui se posent dans les pays industriellement avancés commanderont de plus en plus une démarche qui ne s'embarrasse pas de schémas préétablis.

5. Le travaillisme anglais

PAR PIERRE D'ALMEIDA

L'assimilation, couramment pratiquée, et le plus souvent à des fins polémiques, entre le travaillisme et la social-démocratie, résiste mal à l'épreuve des faits. Qu'elle ait pour but la valorisation ou le dénigrement, elle n'est possible qu'à contrario, par une référence plus ou moins explicite à un troisième modèle politique, réalisé (le socialisme léniniste) ou encore à venir (l'autogestion), et se fonde alors sur deux caractéristiques en effet communes à la social-démocratie et au travaillisme : l'attachement à la démocratie représentative, la pratique réformiste (et donc l'exercice prolongé du pouvoir dans un cadre capitaliste). Rien d'autre ne paraît justifier l'appartenance des travaillistes et des sociaux-démocrates à une même Internationale.

Peut-être encore ces traits ne sont-ils communs qu'en apparence. L'« alternance » a-t-elle dans les deux cas la même signification ? Le réformisme recouvre-t-il dans les deux cas la même réalité — s'agit-il, en d'autres termes, de la même stratégie ? Questions essentielles, que l'analyse du mode de fonctionnement et de la fonction sociale du parti travailliste-type, le *Labour Party*, ne permet pas de considérer comme résolues, tant les caractéristiques apparaissent originales. On le voit, le parti pris de ce travail sera de mettre en valeur des oppositions, plutôt que de souligner une fois de plus des ressemblances que, par hypothèse, on considérera comme très approximatives...

LES ORIGINES DU PARTI TRAVAILLISTE

Énonçons d'abord un truisme : on ne comprendrait rien au phénomène travailliste si l'on oubliait que le *Labour Party* fut une création des syndicats et, dès l'origine, une *coalition* politique.

La classe ouvrière anglaise s'est organisée d'abord en syndicats professionnels. Le droit de coalition a été reconnu en Angleterre extrêmement tôt (1824), et bien entendu, il s'agissait de la reconnaissance d'une réalité plus que d'un droit abstrait : en 1816, un ministre conservateur s'inquiétait de « l'extension prise par les associations d'ouvriers dans les différentes branches du commerce et de l'industrie ».

Très vite il y eut des regroupements d'associations, jusque-là isolées, par métiers. Ce mouvement « unioniste », un temps stoppé, se développa vers le milieu du siècle. En 1851 fut fondée la première union nationale, l'*Amalgamated Engineers* (les Mécaniciens réunis); les unions « amalgamées » (rassemblant les différents métiers d'un même secteur économique) se multiplièrent après 1860. Cette année-là, par ailleurs, plusieurs unions londoniennes se fédérèrent dans le *London Trades Council* (Conseil londonien des métiers). Enfin, en 1868, se réunit le premier congrès des syndicats de métiers, *Trades Union Congress* (TUC), qui se transforma en organisme permanent après 1870 par la nomination d'un Comité parlementaire du travail (*Labour Representation League*); le Comité assumait, entre les sessions, le secrétariat des TUC.

En fait, jusqu'aux environs de 1880, les TUC n'eurent d'autre programme que l'élargissement des droits syndicaux, et leur porte-parole politique, le Comité, n'était qu'un lobby (un groupe de pression), dont le leader estima d'ailleurs la tâche achevée après le vote en 1875 d'une nouvelle législation du travail! Aucune recherche théorique, aucun effort de globalisation au cours de ces années; au point que les TUC n'élargirent même pas leurs revendications aux conditions de vie des manœuvres, de plus en plus nombreux. Il y avait eu jusque-là quelques candidatures ouvrières isolées au Parlement, mais les TUC se bornèrent d'abord à soutenir tel ou tel candidat libéral favorable aux droits syndicaux, puis ils firent élire quelques ouvriers, mais sous l'étiquette libérale (les fameux Lib-Labs) et toujours dans le seul but d'accroître leur pression sur ce parti. Il n'était pas question de se transformer en parti, ni d'en fonder un; quand des syndicats londoniens adhérèrent à l'Internationale en 1864, le *London Trades Council* leur refusa obstinément son appui.

Dans les années 1880 se formèrent en Angleterre un certain

nombre de groupes politiques d'inspiration socialiste : en 1881, la *Social-democratic Federation* (SDF), petit parti marxiste; en 1883 la *Fabian Society*, société de réflexion et de propagande réformiste, où l'on trouvait G.B. Shaw et H.G. Wells. Parallèlement, il y eut un mouvement de syndicalisation des ouvriers peu ou non qualifiés; de nouvelles organisations, très combatives, dont les leaders étaient parfois d'inspiration socialiste, entrèrent aux TUC et tentèrent de convaincre le Comité parlementaire de se transformer en parti politique. C'est essentiellement parmi les adhérents de ces « nouveaux syndicats » que les socialistes James Keir Hardie (1856-1915) et James Ramsay MacDonald (1866-1937), tous deux écossais, recrutèrent les adhérents de leur *Independant Labour Party* (ILP), fondé en 1893; en 1892, Keir Hardie fut le premier élu socialiste au Parlement britannique. Ces groupes politiques ne parvinrent certes pas à gagner la majorité des TUC, mais, après avoir conquis le congrès syndical écossais, réussirent en 1900 à provoquer la réunion d'une conférence de tous les groupes socialistes et ouvriers. De cette conférence naquit le Comité de représentation du travail (*Labour Representation Committee*), composé de 7 représentants des TUC (majoritaires), de 2 représentants de l'ILP, d'un Fabien, et de deux sociaux-démocrates. Le Comité devint en 1906 le Labour Party.

Ainsi le parti travailliste était-il une coalition de toutes les tendances du monde ouvrier, coalition naturellement dominée par les TUC, qui eux-mêmes reconnaissaient la complète autonomie des syndicats affiliés; les plus importants, ceux des mécaniciens, des transporteurs et des mineurs, déterminaient à eux seuls la ligne politique. Les députés du Labour étaient les représentants au Parlement de l'ensemble des travailleurs britanniques, et recevaient leurs directives de la session annuelle des TUC. On notera cependant que coexistaient ainsi deux organismes politiques permanents, qui ne se recoupaient que partiellement, et s'affrontaient parfois : le comité parlementaire des TUC et le groupe parlementaire du Labour.

En 1913, les syndicats furent autorisés à percevoir une cotisation politique, à moins d'une opposition expresse de leurs adhérents. Ce système, dit du *contracting out*, favorisa évidemment le développement du Parti, qui regroupait en 1914 un million

de militants plus ou moins volontaires; mais du même coup ceux-ci furent en majorité des syndicalistes, aucune adhésion individuelle n'étant alors possible, exception faite pour les membres des groupes fondateurs du Parti.

LE SYSTÈME TRAVAILLISTE

Les TUC soutinrent l'effort de guerre, imposant leur point de vue aux parlementaires, qui, comme MacDonald, étaient souvent pacifistes, et à l'ensemble du Parti. Ils firent encore jouer leur influence à la fin de la guerre, dans le sens opposé, cette fois en contraignant le représentant travailliste au cabinet d'union nationale, Arthur Henderson, à la démission, et en décidant que les candidats du Labour se présenteraient en dehors de toute alliance. Aux élections, à peu près tous les députés sortants furent battus, en particulier les socialistes pacifistes.

Le Parti prit alors, à la faveur de l'échec, la décision d'admettre les adhésions individuelles; il créa une section dans chaque circonscription; il décida aussi d'avoir ses propres organismes dirigeants : désormais, un congrès annuel du Parti élit un comité exécutif, chargé de la direction entre les congrès et du contrôle du groupe parlementaire. Bien entendu, les syndicats locaux et les groupes locaux des partis fondateurs (SDF, Société fabienne, et, jusqu'en 1932, ILP) sont membres de droit des sections de circonscription. Par ailleurs, la représentation des syndicats nationaux au comité exécutif est garantie (il y a aujourd'hui 12 élus des TUC sur les 28 membres du comité). Surtout, si les délégués syndicaux au congrès annuel sont à peine plus nombreux que ceux des sections de circonscription, ils disposent d'une très forte majorité de mandats (ainsi, en 1965, 870 000 mandats étaient détenus par 588 délégués des sections, et 5 500 000 par 626 délégués des syndicats).

Pareille organisation implique une très grande complexité des circuits de décision et des distorsions que l'observateur « continental » trouvera étranges : les sections locales sont animées, naturellement, par les militants les plus motivés, c'est-à-dire

les adhérents individuels; mais ceux-ci sont très minoritaires au congrès, où les grands syndicats font d'autant plus facilement la loi que leurs votes sont « bloqués ». Le comité exécutif comprend, outre les 12 syndicalistes, 7 représentants des sections locales, 1 représentant des organisations socialistes et sociétés associées, 5 femmes élues par le congrès, 1 trésorier élu également par le congrès, le leader et le leader adjoint du Parti; les syndicats ont la majorité, mais en cas d'opposition (ou de grogne) entre eux et le leader, le comité est dominé par la gauche (traditionnellement majoritaire dans les sections). Cela n'a pas en général d'importance excessive, d'une part parce que les syndicats ne vont jamais très loin dans leur opposition, et d'autre part parce que de toute façon le comité exécutif n'est en fait pas en mesure de contrôler le groupe parlementaire, dont l'indépendance est grande.

Ces décisions avaient été prises pour garantir une certaine autonomie du Labour à l'égard des TUC. Deux événements imprévus allaient considérablement renforcer cette autonomie. Tout d'abord, après l'échec de la grève générale de 1926, le gouvernement conservateur promulgua une législation antisyndicale, et en particulier interdit le *contracting out*; il devait être rétabli en 1947 par le gouvernement Attlee, mais entre-temps le *contracting in*, qui le remplaçait et supposait naturellement l'adhésion volontaire au Parti des syndiqués, joua dans le sens d'une plus grande indépendance du Parti; aujourd'hui encore, 25 % environ des membres des syndicats affiliés au Labour refusent « expressément » de cotiser. Mais surtout, le succès du Labour aux élections de 1924 et 1928 eut une double conséquence : d'une part, selon un processus bien connu, la composition sociale du groupe parlementaire s'écarta de celle du Parti : dès 1929, 60 % des députés n'étaient pas syndicalistes (70 % en 1945); d'autre part, le Labour formant le gouvernement, le leader parlementaire, constitutionnellement devenu Premier ministre, commença à accroître son rôle; d'autant que, aux débuts tout au moins de chacune des expériences, Parti et syndicats s'appliquèrent à ne pas gêner son action. Par la suite, le groupe parlementaire et son leader, devenu leader du Parti, ne subirent qu'un contrôle tout théorique du comité exécutif, les conflits étant arbitrés par le congrès, c'est-à-dire le plus souvent par les grands syndicats.

Parallèlement à ces réformes essentielles de la structure du Parti, les TUC modifièrent la leur : en 1921 étaient créés le conseil général et le secrétariat général, aux pouvoirs en théorie limités, mais chargés des rapports avec le gouvernement; ils remplaçaient le comité parlementaire, et face au Labour, défini comme la « tendance politique » du mouvement ouvrier, entendaient représenter en politique sa « tendance industrielle ». Dans ces conditions, un système de coordination syndicats-Parti apparut nécessaire; constitué dès 1920, le *National Joint Council* regroupa significativement trois délégations : celles des TUC, du Labour, et du groupe parlementaire. Après le second cabinet MacDonald (1931), le Conseil général obtint que ses représentants y soient à égalité avec l'ensemble de ceux du Parti et du groupe, et que nul député du Parti n'accepte de charge ministérielle sans l'accord du NJC : disposition tombée en désuétude dès 1945... La procédure de coordination syndicats-Parti a été réactivée en 1972, dans le cadre de la politique de « contrat social » : nous y reviendrons.

Le système ainsi mis en place est un système non pas à deux, mais à trois éléments : les TUC, le Labour, et son groupe parlementaire (ou plutôt l'ensemble groupe parlementaire/*Shadow Cabinet*, groupe parlementaire/gouvernement). Il y a interpénétration des uns dans les autres, et aucun n'est homogène; ce sont leurs relations, perpétuellement changeantes, qui déterminent la politique travailliste.

La complexité du système garantit non seulement la représentation, mais l'influence de tous les éléments de la « coalition » (dont seuls les communistes, contre qui est organisé un barrage statutaire, sont exclus, et qui n'ont « que » la possibilité d'essayer de conquérir un syndicat) : ainsi, la gauche travailliste contrôle-t-elle depuis plusieurs années le comité exécutif, et à plusieurs reprises, poussé par elle, le Parti s'est opposé au leader, même Premier ministre. (Nous en avons vu un exemple au récent congrès de Blackpool.) Elle n'a cependant jamais été en mesure, pas même lorsqu'elle était animée par Aneurin Bevan (1897-1960) dans les années cinquante, d'imposer totalement sa ligne au groupe parlementaire, encore moins au gouvernement. (Elle est largement représentée au Parlement, les investitures étant théoriquement données par

le comité exécutif sur présentation des sections locales.) En revanche, le leader doit compter avec elle, surtout si elle bénéficie de l'appui des grands syndicats (opposition pacifiste à Gaitskel, 1960; conflit Cousins-Wilson, 1966; rejet du projet Wilson-Barbara Castle prévoyant des sanctions contre les grévistes « sauvages », 1969); mais cet appui est relativement rare : en règle générale depuis 1945, les syndicats jouent un rôle modérateur : ils ont fait barrage à Bevan, et, du moins jusqu'à ces dernières semaines, ont soutenu la politique économique de Wilson et Callaghan. Naturellement, il n'y a pas une « ligne syndicale » unique : les syndicats sont autonomes par rapport aux TUC, et sur les quelque cent soixante-dix syndicats affiliés à ceux-ci, un peu moins de la moitié seulement sont membres du Parti; en outre, l'organisation des syndicats (dont les permanents sont recrutés par petites annonces) entraîne des conflits internes parfois sérieux. Comme l'écrivent Mabileau et Merle, « la dépendance apparente du Parti [...] vis-à-vis des syndicats trouve donc rapidement une limite dans la liberté d'action dont ceux-ci ont besoin pour poursuivre et atteindre leurs objectifs propres ¹ ».

On est bien obligé de constater, en tout cas, que cette coalition a rarement été rompue. Passé la crise des années trente, les quelques crises ont été rapidement résorbées, non parce que l'aile gauche, ou l'aile la plus à droite, se sont alignées, mais parce qu'il n'y a à l'évidence pas d'espace théorique, social ou électoral pour un autre parti que le Labour. Le raisonnement implicite de tous est que le Labour restant le Parti (de masse et de classe!) des travailleurs, personne ne peut prendre la responsabilité d'empêcher son accession au pouvoir; il est clair que ce sera pour y appliquer une ligne minimale, sans quoi il serait rejeté dans l'opposition; toute la question est donc d'élever la barre le plus haut possible. Ainsi la politique travailliste est-elle toujours un compromis entre ce qu'est susceptible d'accepter l'opinion publique et ce qui est nécessaire pour que soient défendus les intérêts, au moins immédiats, des travailleurs.

1. A. Mabileau et M. Merle, *Les Partis politiques en Grande-Bretagne*, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1968, p. 82.

Cela explique, en partie, qu'en définitive tout le monde accepte le rôle prééminent du leader et du groupe parlementaire (et l'effacement, contre la lettre des statuts, du comité exécutif). En effet, d'une part ils apparaissent seuls capables d'une vision globale (que par définition les syndicats n'ont pas) et donc susceptibles d'élaborer ce compromis, et d'autre part le rôle prééminent du groupe parlementaire est un élément des institutions britanniques : or, s'il existe un consensus en Grande-Bretagne, c'est bien autour du respect des institutions; ni les TUC, ni aucun courant du Labour ne les ont jamais mises en cause. Et non pas (seulement ?) parce que la droite travailliste se serait ralliée au libéralisme, mais (surtout ?) parce que, pour les travaillistes, la démocratie politique est une étape vers le socialisme démocratique. En outre, si l'on considère la question d'un autre point de vue, il apparaît que seule la fidélité des travaillistes aux institutions garantit, aux yeux du public et aux leurs propres, que l'extension du secteur nationalisé n'entraînera pas le socialisme d'État; les nationalisations ne pouvaient être proposées par le Labour et approuvées par le pays que dans la mesure même où l'on savait qu'elles n'impliqueraient pas une diminution des libertés individuelles... Dans ce contexte, la pratique de l'alternance ne signifie pas, comme on le dit trop souvent, que les deux partis dominants aient, au fond (?), la même politique; elle témoigne au contraire d'une part, des convictions démocratiques du Labour, condition *sine qua non* de réformes ultérieures, et d'autre part, de la puissance des organisations de travailleurs, en effet capables d'imposer aux conservateurs le respect de l'essentiel des acquis, et sinon — comme elles l'ont fait en 1974 — de renverser leur gouvernement en « déstabilisant » la vie économique...

PROGRAMMES ET RÉALISATIONS TRAVAILLISTES

On a vu qu'avant la Première Guerre mondiale, seuls certains éléments du Labour se disaient socialistes, la tradition syndicale étant plutôt a-théorique. Avec les transformations de l'immédiat après-guerre, tout change : le poids des socialistes dans le

groupe parlementaire, la crise entre les syndicats et le Labour ainsi que la radicalisation des luttes, tout contribue à ce qu'en 1918, le Labour publie un programme d'inspiration socialiste, mais toujours sans référence aux théories marxistes, qui sont constamment demeurées à peu près étrangères même aux leaders de son aile gauche. Ce programme prévoit en particulier « la mise en commun de la propriété des moyens de production, de distribution et d'échange ». Or quand le Labour arrive au pouvoir en 1924, c'est dans une position minoritaire : il doit compter pour gouverner sur l'appui des libéraux, et ceux-ci, de toute évidence, n'accepteront aucune mesure d'inspiration socialiste. De fait, en dehors des lois de protection sociale, à peu près tout ce que proposèrent les ministres travaillistes fut rejeté, et le gouvernement, formé en janvier, dut se retirer en novembre. Même situation en 1929, mêmes oppositions libérales, y compris à des projets d'aide aux centaines de milliers de chômeurs. On sait qu'en définitive le Parti éclata en 1931, et que MacDonald, qui avait formé un gouvernement d'union nationale, fut exclu après une offensive en règle des TUC menée par leur secrétaire général, le futur ministre Ernest Bevin (1887-1951) et son adjoint Walter Citrine.

Fallait-il, dans ces conditions, aller au pouvoir ? A vrai dire, la question ne se posait pas ainsi pour MacDonald et ses amis : toute l'histoire du mouvement ouvrier anglais et la nature même du Labour leur faisaient une obligation d'accepter des responsabilités, même réduites : délégués des travailleurs au Parlement, ils ne pouvaient pas refuser de devenir leurs délégués au gouvernement, fût-ce pour n'appliquer qu'une part réduite de leur programme. L'exclusion de MacDonald en 1931 n'eut pas pour cause le faible bilan de son action, mais son refus de tenir compte de l'opposition des TUC à la nouvelle orientation de sa politique financière : en quelque sorte, les travailleurs lui retirèrent sa délégation.

Un tel échec amena naturellement les travaillistes à s'interroger sur le bien-fondé d'un programme irréalisable ; pragmatisme peut-être typiquement anglais, en tout cas dans la tradition du mouvement syndical. On peut le condamner ; mais il faut bien admettre que nulle pesanteur idéologique ne contraignit les travaillistes à tenir un discours en complète contradiction avec leur

pratique : la distance du dire au faire est plutôt moins grande au Labour que dans tel parti « continental ». En 1945, Walter Citrine, qui avait succédé à Bevin à la tête des TUC, expliquait à leur congrès : « Une chose est de voter des lois, une autre chose de les faire passer dans la réalité. »

Le Parti fut donc conduit à adopter un programme plus « modéré » : appuyé par les TUC, il refusa, dès avant la guerre, que, comme le demandait la gauche regroupée autour de la revue *Tribune*, les syndicats contrôlent les entreprises nationalisées, et, lors des élections de 1945, sans renier le fameux article iv des statuts qui prévoit « la mise en commun des moyens de production », dressa une liste limitative des secteurs à nationaliser.

Modération toute relative; Georges Lefranc résume ainsi le programme travailliste de 1945 :

— Nationalisation des mines, des industries du gaz et de l'électricité, des communications intérieures (rail et route), du fer et de l'acier — mais aussi protection de la petite industrie et de l'artisanat et maintien dans le secteur privé de la marine marchande et des transports aériens;

— nationalisation de la Banque d'Angleterre, mais simple contrôle sur les autres banques;

— contrôle des pouvoirs publics sur le sol;

— maintien du plein emploi par une politique de salaires convenables et par de grands travaux publics comportant en particulier un programme de construction;

— élévation de la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans;

— création d'un réseau d'assurances sociales et d'un Service national de santé — qui aboutit de fait à la fin de la médecine et de la pharmacie « libérales »¹.

Ce programme fut, pour l'essentiel, réalisé par le gouvernement dirigé par Clement Attlee (1883-1967), leader du Parti depuis 1935, et auquel participaient entre autres, Ernest Bevin, sir Stafford Cripps (1889-1952), leader de l'aile gauche du Parti, et Aneurin Bevan.

Après la défaite de 1951, il y eut une longue période pendant laquelle le Labour, rejeté dans l'opposition, fut à la recherche de sa propre identité. Pour certains, tel Hugh Gaitskell (1906-1963), successeur d'Attlee, ce n'était pas seulement le programme

1. Georges Lefranc, *Le Socialisme réformiste*, PUF, 1971, p. 43.

de 1945 qui avait été réalisé, mais l'ensemble des grandes réformes préconisées par le Parti; la Grande-Bretagne n'était plus un pays capitaliste, mais un pays d'économie mixte, et il fallait inventer un nouveau programme adapté à cette réalité. Pour d'autres, regroupés autour d'Aneurin Bevan (qui, avec ses amis Harold Wilson et Barbara Castle, avait quitté le gouvernement dès avril 1951) le capitalisme restait en place, les nationalisations elles-mêmes n'ayant pas permis de franchir de seuil décisif; pire : les acquis ouvriers étaient menacés : dénationalisation de la sidérurgie, paupérisation ouvrière, etc.; la seule ligne possible consistait à définir un nouveau programme de nationalisations. Le débat qui, on le voit, tourna essentiellement autour de la nature et du nombre de celles-ci (débat qualifié parfois de « théologique »), se doublait d'un débat sur les questions internationales, Bevan défendant contre Gaitskell des positions neutralistes et pacifistes.

Les TUC, on l'a dit, pesèrent de façon décisive dans le débat en soutenant Gaitskell contre Bevan. Mais quand, en 1960, le leader du Parti, sans doute influencé par Bad-Godesberg, voulut supprimer l'article iv des statuts, ils s'y opposèrent. Le comité exécutif adopta en définitive une position révélatrice, maintenant comme objectifs ceux de l'article iv, à savoir :

assurer aux travailleurs manuels ou intellectuels la rémunération intégrale de leur effort et assurer la répartition des revenus *le plus équitablement possible*, dans le cadre de l'appropriation collective des moyens de production, de distribution et d'échange, ainsi que *le meilleur système possible* d'administration et de contrôle par le peuple de chaque industrie ou service; en général, promouvoir l'émancipation politique, sociale et économique du peuple et tout particulièrement de ceux dont les moyens d'existence dépendent rigoureusement de leur travail manuel ou intellectuel,

il affirmait qu'ils

ne peuvent être atteints que par un accroissement de la propriété publique *suffisant* pour donner à la communauté le pouvoir sur les leviers de commande de l'économie

et reconnaissant que l'entreprise publique et l'entreprise privée ont l'une et l'autre leur place dans l'économie

estimait qu'une nouvelle extension de la propriété publique devrait être décidée *périodiquement* à la lumière de ces objectifs et en fonction des circonstances, en tenant particulièrement compte de l'opinion des travailleurs et des consommateurs intéressés.

Il n'était nullement question, on le voit, d'un alignement sur Bad-Godesberg! Le Labour demeurerait le parti des travailleurs, britanniques, tendant à assurer leur pouvoir sur l'économie en particulier par la nationalisation. Mais, naturellement, il ne s'agissait pas d'un programme révolutionnaire, si l'on entend par là une rupture *brutale* avec la tradition du travaillisme. La déclaration du comité exécutif essayait (si l'on peut dire!) de théoriser une voie démocratique au socialisme démocratique, c'est-à-dire une politique de paliers successifs, mais la définition de chacun d'eux restait dans le vague, leur réalisation dépendant des *possibilités* de l'heure, eu égard à la situation économique et à l'état de l'opinion publique.

Ce programme est loin d'être resté lettre morte. Harold Wilson (né en 1916), ancien lieutenant de Bevan, devenu leader à la mort de Gaitskell, formait enfin le gouvernement en 1964. Il nationalisa à nouveau la sidérurgie en 1967, malgré une violente opposition conservatrice, et prit plusieurs mesures de contrôle public de secteurs laissés jusque-là totalement à l'initiative privée. Le programme du Parti aux élections de 1974 prévoyait de nouvelles nationalisations et de nouveaux modes de contrôle et de régularisation de l'économie : James Callaghan (né en 1912), successeur en 1976 d'un Wilson démissionnaire, poussé par l'aile gauche du Parti, déposa un projet de nationalisation de l'aéronautique et des chantiers navals, auquel il dut renoncer faute d'une majorité parlementaire.

En effet, la situation de crise grave où se trouve plongée la Grande-Bretagne, depuis le milieu des années soixante, n'a pas permis aux gouvernements travaillistes qui se sont succédé de 1964 à 1970, et depuis 1974, d'impulser des réformes fondamentales — d'autant que depuis 1974 ils ne gouvernent qu'avec de très faibles majorités, lorsqu'ils ne sont pas en situation minoritaire comme aujourd'hui. La direction du Parti a paru s'orienter vers une politique de gestion (optimale) de la crise — politique d'ailleurs couronnée de succès, le taux d'inflation étant passé de 25 % en 1974 à 8 % en 1978, par exemple. Comment, dans ces

conditions, faire la part du choix politique et celle de la nécessité? Les dirigeants sociaux-démocrates du Parti, comme Roy Jenkins et Anthony Crosland, ont semblé, à plusieurs reprises, capables d'imposer leur ligne. Mais il faut bien remarquer que les leaders de la gauche, Michael Foot, Albert Booth, Anthony Wedgwood-Benn, sont, depuis 1974, membres du gouvernement, et en approuvent la politique d'ensemble. Surtout, il semble que depuis 1950, jamais les TUC et le gouvernement n'aient été à ce point liés. Depuis la conclusion (1973-1975) du « contrat social », les syndicats acceptent la limitation de la hausse des salaires, en échange d'une politique globale qu'ils croient(?)savent(?) être « la meilleure possible dans l'état actuel des choses ». Le récent congrès de Blackpool a montré cependant qu'ils ne souhaitent pas approuver une nouvelle limitation des hausses salariales; mais Callaghan a répliqué en substance qu'entre son gouvernement et un gouvernement conservateur, il y avait une différence de nature, et que le cas échéant, les syndicats le constateraient à leurs dépens. Simple manœuvre politicienne? Ce n'est pas si sûr. La question est de déterminer, comme l'y invite le programme de 1960, ce qui est *possible* et ce qui est *suffisant*. C'est là-dessus que porte le débat, et non sur le fond, même si le possible paraît souvent servir d'alibi. Notons pour finir qu'en 1976, répondant à une interview de *l'Unité*, Tony Benn affirmait (se référant à la Suède) que l'actuelle politique travailliste tendait à l'établissement de la « démocratie industrielle ».

Reste une question importante : y a-t-il un, ou des travaillismes? L'expérience du Labour est-elle unique, ou certains autres partis européens sont-ils abusivement qualifiés de « sociaux-démocrates »? Tant si l'on se réfère aux origines de la social-démocratie qu'à ses positions actuelles, codifiées à Bad-Godesberg, il semble que parmi les grands partis européens, le Parti suédois, qui est lui aussi fondé sur l'adhésion syndicale collective; qui n'a pas en principe renoncé à l'établissement du socialisme, mais n'a jamais défini celui-ci en termes marxistes; qui axe son programme sur la « démocratie industrielle » comme nouvelle étape après la démocratie politique et la démocratie sociale; que ce Parti, donc, puisse être considéré comme travailliste. Sans doute,

le secteur nationalisé est-il, en Suède, beaucoup plus réduit qu'en Grande-Bretagne, mais il ne s'agit pas d'une position de principe des socialistes suédois qui disent avoir jusque-là préféré, comme plus réalisables, d'autres modes de contrôle de l'économie. Cependant, définir tel ou tel parti comme travailliste, c'est répondre à la question que nous n'avons fait que poser : y a-t-il une différence de nature entre le travaillisme et la social-démocratie? On aura compris qu'il nous semble que oui, et qu'il serait opportun d'analyser plus avant, pour en débattre, les caractéristiques du travaillisme sans négliger une question que nous n'avons pas posée : dans une certaine mesure, après 1951, la fixation de la gauche travailliste sur l'extension des nationalisations n'a-t-elle pas contribué au piétinement du Labour, n'a-t-elle pas servi d'alibi à une politique parfois immobiliste?

6. Le parti ouvrier social-démocrate suédois¹

PAR PIERRE D'ALMEIDA

A l'origine du Parti suédois, il y a le retour d'Allemagne d'un artisan, August Palme, très influencé par les idées lassalliennes qu'il propagea en particulier parmi les travailleurs du bois. La fondation du Parti danois (1880) et sa relative puissance jouèrent un grand rôle dans l'organisation du Parti suédois : c'est à l'exemple du premier que le second fut fondé à son tour en 1889; comme au Danemark, en effet, il fédérait associations politiques et syndicales. Hjalmar Branting (1860-1925), directeur du journal *Social-Demokraten*, remplaça très vite Palme comme leader du Parti, dont il était en 1896 l'unique député.

Les syndicats se séparèrent du Parti dès 1898. La *Landsorganisation* (LO) ainsi créée garda cependant toujours avec le Parti des liens plus qu'étroits, organiques : les sections syndicales, qui peuvent en effet adhérer collectivement au Parti, lui fournissent à peu près les deux tiers de ses adhérents aujourd'hui. On est donc, dans une certaine mesure, en présence d'un système de type travailliste.

Une grève générale eut lieu en 1901, organisée à la fois par LO et le Parti; son but était politique, puisqu'il s'agissait d'obtenir le suffrage universel. Elle échoua, et face aux organisations ouvrières le patronat fonda sa propre organisation, la SAF. L'échec de la grève eut d'autres conséquences; dès cette époque, les dirigeants ouvriers suédois commencèrent à miser sur la négociation avec le patronat et la conquête de l'appareil gouvernemental par des alliances électorales, pour faire avancer les revendications. En outre, ils s'étaient, dès 1899, engagés dans une politique de multiplication des coopératives sous l'influence du « modèle » allemand.

1. Sveriges Socialdemokratiska Arbetareparti, SSAP.

Le suffrage universel fut acquis en 1909 (pour la chambre basse) : l'alliance du parti ouvrier et des libéraux avait à cet égard été payante. Aux élections de 1908, les socialistes avaient 33 députés; ils en eurent 64 en 1911, 73 en 1914. Opposé à la politique d'armement préconisée alors par le roi Gustav V, le Parti approuva naturellement la déclaration gouvernementale de neutralité. En 1917, il devint le premier groupe politique du pays, avec 87 représentants.

Après ce succès, Hjalmar Branting accepta d'entrer, comme ministre des Finances, dans le cabinet libéral Eden. L'aile gauche fit scission, et les événements de Russie l'entraînèrent à adhérer à l'Internationale communiste; on sait que, s'il put jouer à plusieurs reprises un rôle d'appoint important, le PC suédois ne devint jamais une force considérable.

Nouveau succès électoral en 1920 : Branting devient Premier ministre. Jusqu'à sa mort en 1925, il présidera trois gouvernements socialistes homogènes minoritaires, et son successeur à la tête du Parti, Richard Sandler, un quatrième jusqu'en juin 1926. Pendant cette période, les réalisations sont importantes, malgré la nécessité de l'appui des libéraux, toujours marchandé, souvent refusé (Branting fut renversé en 1923, et Sandler en 1926, sur des questions d'assistance aux chômeurs). La journée de 8 heures et le vote des femmes sont acquis en 1921; les conventions collectives, conclues par LO et la SAF industrie par industrie, se multiplient — ce qui contribue à une très forte diminution du nombre des conflits, si l'on excepte une « poussée » en 1923, après la chute du second cabinet Branting. Quant au mouvement coopératif, il se développe, sous la direction de LO, d'une façon spectaculaire : 250 000 adhérents en 1920, 622 000 en 1937.

La crise de 1929 est durement ressentie en Suède, jusque-là préservée des troubles extérieurs dont elle avait même profité entre 1914 et 1917. En 1933, on compte 200 000 chômeurs. Or les gouvernements libéraux et conservateurs qui se succèdent de 1926 à 1932, outre qu'ils sont incapables de résoudre la crise, ne peuvent imposer leur politique à la classe ouvrière: le 14 mars 1931, à Adalen, la troupe tire sur des grévistes. Un scandale financier vient finalement à bout du gouvernement libéral, et les élections de 1932 sont un triomphe pour le parti ouvrier, qui obtient 104 députés. Per Albin Hanson (1885-

1946), successeur de Sandler, devient à son tour Premier ministre d'un gouvernement socialiste homogène, soutenu par le parti agrarien. Ce fils de maçon s'attaque en priorité au chômage; il relance l'économie par une augmentation des salaires ouvriers et la reprise du mouvement coopératif, cependant que la « paix sociale » est quasiment assurée par de nouvelles conventions collectives (3,4 millions de journées de travail perdues en 1933, 440 000 en 1936). Cette politique, menée de front par LO, le Parti et le gouvernement, aboutit à ramener à 10 000 le nombre de chômeurs en 1937.

Renversé en juin 1936 par les agrariens¹, pour avoir « fait dépendre une augmentation des crédits de défense de l'application de l'échelle mobile aux pensions de vieillesse », Hanson revient au pouvoir dès septembre, porté par un raz-de-marée électoral. Il propose cependant un gouvernement de coalition aux agrariens, élargi, du fait de la guerre, aux partis de droite (1939). C'est seulement en 1945 qu'il forme un gouvernement homogène. Il meurt en 1946, remplacé par Tage Erlander, qui demeure au pouvoir jusqu'en 1969, soit pendant vingt-trois ans.

La social-démocratie suédoise n'a que très rarement obtenu la majorité absolue (1940-1944, 1968-1970); mais cette situation difficile ne suffit évidemment pas à rendre compte de sa politique. La puissance du Parti (qui dans les années soixante-dix compte environ 900 000 adhérents sur 8 millions d'habitants), de LO qui regroupe près de 95 % des ouvriers, et du mouvement coopératif lui en auraient sans doute permis une autre. Mais ni le Parti ni LO ne se réclament vraiment du marxisme (même s'ils en ont été, à l'origine, plus marqués que le Labour et les Trade Unions); pour eux, le socialisme est avant tout une vision globale de l'homme. Aux nationalisations, qu'ils ne rejettent pas en principe, ils préfèrent un contrôle de l'économie par un jeu de rapports de force, dont les principaux éléments sont la négociation périodique de conventions collectives entre lesquelles patronat et syndicat s'interdisent lock-out et grève (Accords de Saltsjöbaden, 1938), l'impôt sur les plus-values et le capital, et

1. Leur alliance avec les agrariens, mis à part la crise de 1936, dura de 1932 à 1950.

le développement du secteur coopératif. Plutôt qu'une quelconque dictature ou hégémonie du prolétariat, ils ont choisi d'instaurer la démocratie sociale, qui concerne tous les travailleurs — ouvriers, agriculteurs et employés — par des réformes sociales avancées (retraite pour tous à 67 ans en 1948; trois semaines de congés payés en 1953; assurance-maladie obligatoire en 1955), de très hauts salaires, et une fiscalité directe très rapidement progressive, permettant une importante redistribution des revenus.

Cependant ni LO ni le Parti n'entendaient s'en tenir là, d'autant qu'une grande grève « sauvage » des mines, en 1969, secoua les organismes dirigeants : elle était menée, à l'évidence, à la fois contre l'État-patron, car les mines sont le seul grand secteur nationalisé, et la direction de LO, jugée trop « bureaucratisée ». Cette même année 1969, Erlander démissionna, et fut remplacé par Olof Palme, volontiers d'accord avec l'aile gauche du Parti qui plaidait pour une nouvelle étape vers le socialisme; après la démocratie politique et la démocratie sociale, la « démocratie industrielle ». Un projet de cogestion fut élaboré, fondé sur la redistribution d'une partie des bénéfices des entreprises à un « fonds central » géré par les syndicats; il s'accompagnait d'un accroissement du contrôle de l'État et des pouvoirs locaux sur les organismes de crédit, d'un nouveau resserrement de la hiérarchie des revenus par une augmentation des bas salaires. L'application de ce programme a été empêchée par la défaite électorale de septembre 1976 pour laquelle ont joué la crainte du nucléaire, un réflexe anti-impôts des classes moyennes¹ — également effarouchées par la perspective d'un nivellement des revenus — et la propagande anticollectiviste du patronat (Volvo affirmait, par exemple, que si le projet de redistribution des bénéfices était appliqué, l'entreprise tomberait en 1988 aux mains de LO). Si l'on en croit les plus récents sondages, le retour au pouvoir de nos camarades suédois est, après trois ans seulement de gouvernement « bourgeois », fort probable. Mais sera-ce pour reprendre le programme de 1976, ou, comme peut le laisser supposer le tout récent congrès du Parti, s'achemine-t-on vers une « pause », une phase de « consolidation » ?

1. Cf. l'« exil » de Bergman.

Textes choisis

Présentés par Jean-François Kessler

Extraits de l'introduction de 1895 aux *Luttes de classes en France*¹

FRIEDRICH ENGELS

Ce texte sera la base théorique de la pratique réformiste de la social-démocratie et c'est pourquoi Lénine, dans l'État et la Révolution, voudra « rétablir la doctrine authentique de Marx sur l'État ». On peut penser aussi qu'il est la base théorique du « compromis historique » (forme de social-démocratie autant que forme d'union nationale).

[...] Depuis longtemps déjà, le suffrage universel avait existé en France, mais il y était tombé en discrédit par suite du mauvais usage que le gouvernement bonapartiste en avait fait. Après la Commune, il n'y avait pas de parti ouvrier pour l'utiliser. En Espagne aussi, le suffrage universel existait depuis la République, mais en Espagne l'abstention aux élections fut de tout temps la règle chez tous les partis d'opposition sérieux. Les expériences faites en Suisse avec le suffrage universel étaient tout, excepté un encouragement, pour un parti ouvrier. Les ouvriers révolutionnaires des pays romans s'étaient habitués à regarder le droit de suffrage comme un piège, comme un instrument d'escroquerie gouvernementale. En Allemagne, il en fut autrement. Déjà le Manifeste communiste avait proclamé la conquête du suffrage universel, de la démocratie, comme une des premières et des plus importantes tâches du prolétariat militant, et Lassalle avait repris ce point. Lorsque Bismarck se vit contraint d'instituer ce droit de vote comme le seul moyen d'intéresser les masses populaires à ses projets, nos ouvriers prirent aussitôt cela au sérieux et envoyèrent Auguste Bebel au premier Reichstag constituant. Et à partir de ce jour-là, ils ont utilisé le droit de vote de façon à en être récompensés de mille manières et à servir d'exemple aux ouvriers de tous les pays. Ils ont transformé le droit de vote, selon les paroles du programme marxiste français, de moyen de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation. Et si le suffrage universel n'avait donné d'autre

1. Karl Marx, *Les Luttes de classes en France (1848-1850)*, Éditions sociales, 1946, p. 16-23.

bénéfice que de nous permettre de nous compter tous les trois ans, que d'accroître par la montée régulièrement constatée, la rapidité inattendue du nombre des voix, la certitude de la victoire chez les ouvriers, dans la même mesure que l'effroi chez les adversaires, et de devenir ainsi notre meilleur moyen de propagande; que de nous renseigner exactement sur notre propre force ainsi que sur celle de tous les partis adverses et de nous fournir ainsi pour proportionner notre action un critère supérieur à tout autre, nous préservant aussi bien d'une pusillanimité inopportune que d'une hardiesse folle tout aussi inopportune — si c'était le seul bénéfice que nous ayons tiré du droit de suffrage, ce serait déjà plus et plus que suffisant. Mais il a encore fait bien davantage. Dans l'agitation électorale, il nous a fourni un moyen qui n'a pas son égal pour venir en contact avec les masses populaires là où elles sont encore loin de nous, pour contraindre tous les partis à défendre devant tout le peuple leurs opinions et leurs actions face à nos attaques; et, en outre, il a ouvert à nos représentants au Reichstag une tribune du haut de laquelle ils ont pu parler à leurs adversaires au Parlement ainsi qu'aux masses au-dehors, avec une tout autre autorité et une tout autre liberté que dans la presse et dans les réunions. A quoi servait au gouvernement et à la bourgeoisie leur loi contre les socialistes si l'agitation électorale et les discours des socialistes au Reichstag y faisaient continuellement des trouées?

Mais par cette utilisation efficace du suffrage universel, un tout nouveau mode de lutte du prolétariat était mis en œuvre et il se développa rapidement. On trouva que les institutions d'État où s'organise la domination de la bourgeoisie fournissent encore de nouveaux tours de main au moyen desquels la classe ouvrière peut combattre ces mêmes institutions d'État. On participa aux élections aux différentes diètes, aux conseils municipaux, aux conseils des prudhommes, on disputa à la bourgeoisie chaque poste à l'occupation duquel une partie suffisante du prolétariat avait son mot à dire. Et c'est ainsi que la bourgeoisie et le gouvernement en arrivèrent à avoir plus peur de l'action légale que de l'action illégale du parti ouvrier, des succès des élections que de ceux de la rébellion.

Car, là aussi, les conditions de la lutte s'étaient sérieusement transformées. La rébellion d'ancien style, le combat de rues avec des barricades, qui jusqu'à 1848 donnait partout la décision ultime, était considérablement surannée.

Ne nous faisons pas d'illusions à ce sujet, une véritable victoire de l'insurrection sur les troupes dans le combat de rues, une victoire comme entre deux armées est une des choses les plus rares. Mais c'était aussi rarement d'ailleurs que les insurgés avaient visé ce but. Il ne s'agissait pour eux que d'amollir les troupes en les influençant moralement,

ce qui ne joue aucun rôle ou du moins ne joue qu'un rôle de beaucoup moins grand dans la lutte entre les armées de deux pays belligérants. Si cela réussit, la troupe refuse de marcher, ou les chefs perdent la tête, et l'insurrection est victorieuse. [...] Le maximum de ce que l'insurrection peut amener dans une action vraiment tactique, c'est l'établissement dans les règles et la défense d'une barricade isolée. [...] A cela s'ajoute encore que, du côté de l'armée, l'on dispose de canons et de troupes de génie complètement équipées et exercées, moyens de combat qui manquent complètement aux insurgés dans presque tous les cas. Rien d'étonnant donc que même les combats de barricades menés avec le plus grand héroïsme — à Paris en juin 1848, à Vienne en octobre 1848, à Dresde en mai 1849 —, finirent par la défaite de l'insurrection dès que les chefs dirigeant l'attaque, n'étant pas gênés par des considérations politiques, agissent selon des points de vue purement militaires et que leurs soldats leur restèrent fidèles. [...]

Même à l'époque classique des combats de rues, la barricade avait donc un effet plus moral que matériel. Elle était un moyen d'ébranler la fermeté des soldats. Si elle tenait jusqu'à ce qu'on y arrivât, la victoire était acquise; sinon on était battu. (Tel est le point principal qu'il faut avoir à l'esprit aussi, lorsqu'on examine la chance d'éventuels combats de rues ultérieurs.) [...]

Mais depuis lors, beaucoup de choses se sont encore modifiées, et toutes en faveur des soldats. Si les grandes villes ont pris une extension considérable, les armées ont grandi encore davantage. [...] Les garnisons peuvent être plus que doublées en vingt-quatre heures au moyen des chemins de fer, et grossir jusqu'à devenir des armées gigantesques en quarante-huit heures. L'armement de ces troupes énormément renforcées est d'un effet incomparablement plus grand. [...]

Du côté des insurgés, par contre, toutes les conditions sont devenues plus mauvaises. Une insurrection à laquelle toutes les couches du peuple sympathisent se reproduira difficilement; dans la lutte de classes toutes les couches moyennes ne se grouperont sans doute jamais exclusivement autour du prolétariat au point que le parti réactionnaire rassemblé autour de la bourgeoisie disparaisse par contre presque complètement. Le « peuple » apparaîtra donc toujours divisé, et, partant, c'est un levier puissant d'une si haute efficacité en 1848 qui manque. [...]

Le lecteur comprend-il maintenant pourquoi les pouvoirs dirigeants veulent absolument nous mener là où partent les fusils et où frappent les sabres? Pourquoi on nous accuse aujourd'hui de lâcheté, parce que nous ne descendons pas sans plus tarder dans la rue où nous sommes certains à l'avance d'être défaits? Pourquoi on nous supplie si instamment de vouloir bien enfin jouer un jour à la chair à canon?

C'est inutilement et pour rien que ces messieurs gaspillent leurs suppliques comme leurs provocations. Nous ne sommes pas si bêtes. [...] Si les conditions ont changé pour la guerre des peuples, elles n'ont pas moins changé pour la lutte de classes. Le temps des coups de main, des révolutions exécutées par de petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes, est passé. Là où il s'agit d'une transformation complète des organisations sociales, il faut que les masses elles-mêmes y coopèrent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pour quoi elles interviennent (avec leur corps et avec leur vie). Voilà ce que nous a appris l'histoire des cinquante dernières années. Mais pour que les masses comprennent ce qu'il y a à faire, un travail long, persévérant est nécessaire; c'est précisément ce travail que nous faisons maintenant, et cela avec un succès qui plonge dans le désespoir nos adversaires.

[...] L'ironie de l'histoire mondiale met tout sens dessus dessous. Nous, les « révolutionnaires », les « chambardeurs », nous prospérons beaucoup mieux par les moyens légaux que par les moyens illégaux et le chambardement. Les partis de l'ordre, comme ils se nomment, périssent de l'état légal qu'ils ont créé eux-mêmes. Avec Odilon Barrot, ils s'écrient désespérés : la légalité nous tue, alors que nous, avec cette légalité, nous nous faisons des muscles fermes et des joues roses et nous respirons la jeunesse éternelle. Et si nous ne sommes pas assez insensés pour nous laisser pousser au combat de rues pour leur faire plaisir, il ne leur restera finalement rien d'autre à faire qu'à briser eux-mêmes cette légalité qui leur est devenue si fatale [...].

Extraits du programme de Bad-Godesberg du parti social-démocrate allemand (1959) ¹

Ce célèbre programme, considéré comme l'aboutissement de la révision théorique commencée par Bernstein, fut adopté au congrès du parti social-démocrate allemand à Bad-Godesberg (13-15 novembre 1959). C'est seulement à partir de ce programme que la social-démocratie allemande renonce officiellement au marxisme. Le texte ne fait pas référence à la lutte des classes. Il affirme dans son préambule que « le socialisme démocratique plonge en Europe ses racines dans l'éthique chrétienne, dans l'humanisme et dans la philosophie classique ».

L'ORDRE ÉTATIQUE

L'État doit créer les conditions préalables pour que l'individu puisse s'épanouir dans le sentiment d'une libre responsabilité et de ses obligations envers la société. Les droits fondamentaux ne doivent pas seulement garantir la liberté de l'individu vis-à-vis de l'État, mais ils doivent également contribuer à instituer l'État, en tant que droits instituant une communauté.

En tant qu'État social, l'État doit veiller à la subsistance de ses citoyens, pour permettre à chacun de se déterminer dans le sentiment de sa responsabilité et pour favoriser le développement d'une société libre.

C'est en assurant la fusion de l'élément démocratique, de l'élément social et de l'idée du droit que l'État assume sa mission culturelle, en tirant son inspiration des forces sociales et en servant l'esprit créateur de l'homme.

Le parti social-démocrate allemand se réclame de la démocratie dans laquelle tout pouvoir étatique émane du peuple et dans laquelle le gouvernement est en tout temps responsable au Parlement et est

1. Nous reprenons ici trois extraits essentiels de ce programme tel qu'il a été publié en 1960 dans *La Revue socialiste*, t. 1, p. 318-336.

conscient de la nécessité de bénéficier constamment de sa confiance. Dans une démocratie, les droits de la minorité doivent être respectés aussi bien que les droits de la majorité; le gouvernement et l'opposition ont des tâches différentes de valeur égale; l'un et l'autre assument la responsabilité de l'État.

Le parti social-démocrate allemand veut gagner, dans une compétition égale avec les autres *partis démocratiques*, la confiance de la majorité du peuple, pour organiser l'État et la société selon les revendications fondamentales du socialisme démocratique.

Le législatif, l'exécutif et le judiciaire sont des pouvoirs séparés devant servir le bien de l'ensemble. La division de la *puissance publique* en Bund, Länder et communes, doit répartir le pouvoir, renforcer la liberté et permettre aux citoyens, grâce à un droit de cogestion et coresponsabilité, d'accéder de manières diverses aux institutions de la démocratie. Des communes libres sont indispensables à une démocratie vivante. C'est pourquoi le parti social-démocrate allemand se réclame des principes de *l'autonomie communale*, y compris la gestion des affaires par les citoyens eux-mêmes, qu'il convient de développer et d'assurer également dans le domaine budgétaire.

Les associations dans lesquelles les hommes appartenant à des groupes et des couches différents se réunissent à des fins communes sont des institutions nécessaires de la société moderne. Elles doivent disposer d'une organisation démocratique. Plus grande est leur puissance, plus grande est leur responsabilité, plus grave est aussi le danger d'un abus de puissance. Les Parlements, l'administration et la jurisprudence ne doivent pas être placés sous l'influence unilatérale des groupes d'intérêts.

PROPRIÉTÉ ET POUVOIR

Une des caractéristiques essentielles de l'économie moderne est le processus de concentration qui se renforce continuellement. Les grandes entreprises ne déterminent pas seulement de façon décisive l'évolution de l'économie et le standard de vie, elles modifient également la structure de la société et de l'économie :

Quiconque peut disposer, au sein des grandes organisations de l'économie, de capitaux représentant des valeurs se chiffrant par millions et de dizaines de milliers de travailleurs n'exerce pas seulement une activité économique, il possède aussi un pouvoir de domination sur les hommes; la dépendance des travailleurs et des employés s'étend bien au-delà du domaine économique et matériel.

Là où dominent les grandes entreprises, la libre concurrence n'existe plus. Quiconque ne dispose pas d'une puissance égale n'a pas les mêmes possibilités de développement et se trouve toujours plus ou moins limité dans sa liberté. La position la plus faible dans l'économie, c'est celle de l'homme en tant que consommateur.

Grâce à leur puissance encore accrue par les cartels et les ententes, les hommes dirigeants de la grande économie acquièrent une influence sur l'État et la politique, qui n'est pas conciliable avec les principes démocratiques. Ils s'arrogent la puissance publique. La puissance économique devient une puissance politique.

Cette évolution constitue une provocation pour tous ceux qui estiment que la liberté et la dignité humaines, la justice et la sécurité sociale constituent les fondements d'une société humaine.

C'est pourquoi la tâche centrale d'une politique économique libre consiste à maîtriser la puissance des grandes entreprises économiques. L'État et la société ne doivent pas devenir la proie de puissants groupes d'intérêts.

La propriété privée des moyens de production mérite la protection et l'encouragement, dans la mesure où elle n'entrave pas l'institution d'un ordre social équitable. De petites et moyennes entreprises efficaces méritent d'être consolidées pour qu'elles puissent s'affirmer sur le plan économique en face des grandes entreprises.

La concurrence par des entreprises publiques est un moyen décisif pour empêcher que des groupes privés ne dominent le marché. Les intérêts de la communauté doivent prévaloir grâce à de telles entreprises. Elles ne seront nécessaires que là où, pour des raisons naturelles ou techniques, des prestations indispensables pour la collectivité ne peuvent être réalisées économiquement et rationnellement qu'en excluant la compétition.

Les entreprises de l'économie communautaire libre, qui s'inspirent des besoins et non pas d'un souci de lucre privé, agissent d'une façon régulatrice sur les prix et aident les consommateurs. Elles remplissent une fonction précieuse dans une société démocratique et méritent d'être encouragées.

Une publicité très étendue doit permettre à l'opinion publique de connaître l'infrastructure des grandes entreprises et de se rendre compte de leur gestion économique. De cette façon l'opinion publique peut être mobilisée contre des abus.

Un contrôle public efficace doit empêcher des abus de la part des grandes entreprises. Les moyens les plus importants dont dispose ce contrôle sont le contrôle des investissements et le contrôle des positions dominant le marché.

La propriété collective est une forme légitime du contrôle public

à laquelle aucun État moderne ne peut renoncer. Elle sert à préserver la liberté contre la puissance dominante de grandes concentrations économiques. Dans les grosses entreprises, le pouvoir de direction a été essentiellement repris par des managers qui servent, pour leur part, des forces anonymes. De ce fait, la propriété privée des moyens de production a perdu dans une très large mesure son pouvoir de disposition. Le problème central qui se pose aujourd'hui est celui du pouvoir de disposition économique. Lorsqu'il n'est pas possible d'assurer par d'autres moyens une organisation saine des relations de forces économiques, la propriété collective peut devenir opportune et nécessaire.

Toute concentration de puissance économique, même celle entre les mains de l'État, crée des dangers. C'est pourquoi la propriété collective doit être régie selon les principes de l'autonomie administrative et de la décentralisation. Dans ces organes administratifs, il convient que les intérêts publics et ceux des consommateurs soient représentés. Ce n'est pas par une bureaucratie centralisée, mais par une coopération de tous les intéressés conscients de leurs responsabilités, que la communauté se trouve le mieux servie.

NOTRE CHEMIN

Le mouvement socialiste remplit une mission historique. Il est né d'une protestation naturelle et morale des travailleurs salariés contre le système capitaliste. Le développement gigantesque des forces productives par la science et la technique a apporté richesse et puissance à une petite couche de privilégiés tandis qu'il n'offrait tout d'abord que misère et malheur aux travailleurs salariés. Le sens du socialisme a toujours été et demeure d'éliminer les privilèges des classes dirigeantes et d'apporter à tous les hommes la liberté, la justice et le bien-être.

La classe ouvrière a été réduite à ses seules forces dans son combat. Sa conscience sociale a été stimulée par la compréhension de sa propre situation, par la volonté décidée de la modifier, grâce à la solidarité dans ses entreprises et aux résultats visibles de son combat.

En dépit de graves revers et de diverses erreurs, le mouvement ouvrier a conquis aux ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles la reconnaissance d'un grand nombre de ses revendications. Le prolétaire d'antan privé de droits et sans protection, qui devait s'échiner pendant dix heures pour un salaire de famine, a conquis la journée légale de huit heures, la protection du travail, les assurances contre le chômage, la maladie et l'in-

validité et le droit à une retraite pour ses vieux jours. Il a conquis l'interdiction du travail des enfants, du travail de nuit pour les femmes, il a obtenu la protection des enfants et de la mère et les congés payés. Il a conquis la liberté de réunion, la liberté de l'organisation syndicale, le droit de négocier les conventions de salaires et le droit de grève. Il est en train d'imposer son droit à la cogestion. Alors qu'il était autrefois un simple objet pour les classes dirigeantes, il assume maintenant sa place de citoyen disposant de droits et de devoirs reconnus égaux.

En certains pays, sous l'instigation de gouvernements sociaux-démocrates, on a déjà posé les fondements d'une nouvelle société. La sécurité sociale et la démocratisation de l'économie sont réalisées dans une mesure croissante.

Ces succès constituent des jalons sur le chemin riche en sacrifices de la classe ouvrière. De par sa libération croissante, elle a servi la liberté de tous les hommes. Le parti social-démocrate est devenu d'un parti de la classe ouvrière un parti du peuple tout entier. Il veut placer les forces qui ont été libérées par la révolution industrielle et par la mécanisation de tous les domaines de l'existence au service de la liberté et de la justice. Les forces sociales qui ont été développées par le monde capitaliste échouent devant les tâches de notre temps. Leur histoire est celle d'un développement impressionnant de l'expansion technique et économique, mais présente aussi le bilan d'une succession de guerres désastreuses, de chômages massifs, d'inflations spoliatrices et d'insécurité économique. Les forces anciennes se révèlent incapables d'opposer aux provocations brutales des communistes le programme supérieur d'un nouvel ordre de liberté politique et personnelle, d'autodétermination, de sécurité économique et de justice sociale. C'est pourquoi elles ne sont pas non plus en mesure de répondre aux revendications des jeunes États réclamant une assistance solidaire, qui sont en train de secouer le joug de l'exploitation coloniale et qui entendent construire leur avenir national dans la liberté et participer au bien-être du monde, ils résistent aux tentations des communistes qui essaient de les incorporer dans leur sphère de domination.

Les communistes oppriment radicalement la liberté. Ils violent les droits de l'homme et le droit de libre détermination des personnes et des peuples. Contre cet appareil implacable se dressent à l'heure actuelle, dans une mesure croissante, les populations mêmes des pays régis par les communistes. Là également s'opèrent des transformations. Là également s'accroît la volonté de liberté qu'aucune domination ne peut entièrement étouffer à la longue. Mais les potentats communistes luttent pour leur propre survivance. Sur le dos de leurs peu-

ples, ils érigent une puissance économique et militaire qui représente une menace croissante pour la liberté.

C'est pourquoi l'espoir du monde réside en un ordre reposant sur les valeurs fondamentales du socialisme démocratique qui veut créer une société digne de l'homme, libérée de la misère, de la peur, libérée de la guerre et de l'oppression, en collaboration avec tous ceux qui sont de bonne volonté.

Chacun, homme et femme, est appelé, ici et dans tous les pays de la terre, à participer à cette grande action.

Sur le sol allemand, les socialistes se groupent au sein du parti social-démocrate allemand qui salue en ses rangs tous ceux qui se réclament des valeurs fondamentales et des revendications de base du socialisme démocratique.

BULLETIN D'ABONNEMENT

A remplir et à envoyer accompagné de votre
règlement à :

faire

48, rue Sainte-Anne 75002 PARIS.

Je désire { ☐ me réabonner
 ☐ m'abonner, pour 1 an, à " FAIRE " }
et recevoir les 8 numéros (dont 1 double)
+ les 3 livres-dossiers, au prix de 150 F (France)*,
170 F (Etranger), 210 F (par avion).

Nom _____

Adresse _____

Code postal

--	--	--	--	--	--

Ville _____

Ci-joint mon règlement par :

- ☐ chèque bancaire
- ☐ mandat-lettre
- ☐ virement postal (3 volets)

} à l'ordre de
" FAIRE "

* Tarif Etudiant 100F sur présentation de la carte de l'année en cours.

IMPRIMERIE HÉRISSEY, ÉVREUX (EURE)
D.L. 2^e TRIM. 1979 - N° 5078 (23093)

Collection Points

SÉRIE POLITIQUE

dirigée par Jacques Julliard

1. La Démocratie, *par Georges Burdeau*
2. L'Afrique noire est mal partie, *par René Dumont*
3. Communisme, Anarchie et Personnalisme, *par Emmanuel Mounier*
4. Que faire?, *par Lénine*
5. Machiavel, *par Georges Mounin*
6. Dans trente ans la Chine, *par Robert Guillaïn*
7. Citations du président Mao Tsé-Toung
8. Pour une réforme de l'entreprise, *par François Bloch-Lainé*
9. Les Socialistes, *par André Philip*
10. Hô Chi-minh, *par Jean Lacouture*
11. Histoire de la Révolution russe, 1. Février, *par Trotsky*
12. Histoire de la Révolution russe, 2. Octobre, *par Trotsky*
13. Réflexions sur l'histoire d'aujourd'hui, *par Tibor Mende*
14. Histoire du syndicalisme britannique, *par Henry Pelling*
15. Trois encycliques sociales, *de Jean XXIII et Paul VI*
16. Bilan de l'URSS, 1917-1967, *par J.-P. Netti*
17. Mahomet, *par Maxime Rodinson*
18. Citations du président de Gaulle, *par Jean Lacouture*
19. Les Sans-Culottes, *par Albert Soboul*
20. Les Libertés à l'abandon, *par Roger Errera*
21. Qu'est-ce que la politique?, *par Julien Freund*
22. Citations de Fidel Castro, *par Henri de la Vega et Raphaël Sorin*
23. Les lycéens gardent la parole, *par les CAL*
24. Les Communistes français, *par Annie Kriegel*
25. La CGT, *par André Barjonet*
26. Les 20 Amériques latines, t. 1, *par Marcel Niedergang*
27. Les 20 Amériques latines, t. 2, *par Marcel Niedergang*
28. Les 20 Amériques latines, t. 3, *par Marcel Niedergang*
29. Introduction à une politique de l'homme, *par Edgar Morin*
30. Le Nouveau Christianisme, *par H. de Saint-Simon*
31. Le PSU, *par Michel Rocard*
32. La Nouvelle Classe ouvrière, *par Serge Mallet*
33. Réforme et Révolution, *par André Gorz*
34. L'État SS, *par Eugen Kogon*
35. L'État, *par Georges Burdeau*
36. Cuba est-il socialiste?, *par René Dumont*
37. Les Paysans dans la lutte des classes, *par Bernard Lambert*
38. La Pensée de Karl Marx, *par Jean-Yves Calvez*
39. La Pensée politique arabe contemporaine
par Anouar Abdel-Malek
40. Pour le nouveau parti socialiste, *par Alain Savary*
41. Autogestion, *par Daniel Chauvey*
42. Un socialisme du possible, *par François Mitterrand*

43. La CFDT, *ouvrage collectif*
44. Paris libre 1871, *par Jacques Rougerie*
45. Les Nouveaux Intellectuels, *par Frédéric Bon et Michel-Antoine Burnier*
46. Les Origines du gauchisme, *par Richard Gombin*
47. La Société bloquée, *par Michel Crozier*
48. Classe ouvrière et Révolution, *par Frédéric Bon et Michel-Antoine Burnier*
49. Histoire des démocraties populaires, 1. L'ère de Staline
par François Fejtö
50. Histoire des démocraties populaires, 2. Après Staline
par François Fejtö
51. La Fautz à Voltaire, *par Nelcya Delanoë*
52. Géographie de la faim, *par Josué de Castro*
53. Le Système totalitaire, *par Hannah Arendt*
54. Le Communisme utopique, *par Alain Touraine*
55. Japon, troisième grand, *par Robert Guillaïn*
56. Les Partis politiques dans la France d'aujourd'hui
par François Borella
57. Pour un nouveau contrat social, *par Edgar Faure*
58. Le Marché commun contre l'Europe
par Bernard Jaumont, Daniel Lenègre, Michel Rocard
59. Le Métier de militant, *par Daniel Mothé*
60. Chine-URSS, *par François Fejtö*
61. Critique de la division du travail, *par André Gorz*
62. La Civilisation au carrefour, *par Radowan Richta*
63. Les Cinq Communismes, *par Gilles Martinet*
64. Bilan et Perspectives, *par Léon Trotsky*
65. Pour une sociologie politique, t. 1, *par Jean-Pierre Cot et Jean-Pierre Mounier*
66. Pour une sociologie politique, t. 2, *par Jean-Pierre Cot et Jean-Pierre Mounier*
67. L'Utopie ou la Mort, *par René Dumont*
68. Fascisme et Dictature, *par Nicos Poulantzas*
69. Mao Tsé-toung et la Construction du socialisme
textes inédits traduits et présentés par Hu Chi-hsi
70. Autocritique, *par Edgar Morin*
71. Guide du militant, *par Denis Langlois*
72. Les Syndicats en France, t. 1, *par Jean-Daniel Reynaud*
73. Les Syndicats en France, t. 2. Textes et documents
par Jean-Daniel Reynaud
74. Force ouvrière, *par Alain Bergounioux*
75. De l'aide à la recolonisation, *par Tibor Mende*
76. Le Patronat, histoire, structure, stratégie du CNPF
par Bernard Brizay
77. Lettres à une étudiante, *par Alain Touraine*
78. Sur la France, *par Stanley Hoffmann*
79. La Cuisinière et le Mangeur d'hommes, *par André Glucksmann*
80. L'Age de l'autogestion, *par Pierre Rosanvallon*

81. Les Classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui,
par Nicos Poulantzas
82. Regards froids sur la Chine, *ouvrage collectif*
83. Théorie politique, *par Saint-Just*
84. La Crise des dictatures, *par Nicos Poulantzas*
85. Les Dégâts du progrès, *par la CFDT*
86. Les Sommets de l'État, *par Pierre Birnbaum*
87. Du contrat social, *par Jean-Jacques Rousseau*
88. L'enfant et la Raison d'État, *par Philippe Meyer*
89. Écologie et Politique, *par A. Gorz/M. Bosquet*
90. Les Racines du libéralisme, *par Pierre-François Moreau*
91. Syndicat libre en URSS, *par le Comité international
contre la répression*
92. L'Informatisation de la société, *par Simon Nora et Alain Mine*
93. Manuel de l'animateur social, *par Samuel Alinsky*
94. Mémoires d'un révolutionnaire, 1901-1941, *par Victor Serge*
95. Les Partis politiques dans l'Europe des Neuf, *par François Borella*
96. Le Libéralisme, *par Georges Burdeau*
97. Parler vrai, *par Michel Rocard*
98. Mythes révolutionnaires du Tiers Monde, *par Gérard Chaliand*
99. Qu'est-ce que la social-démocratie?, *par la revue Faire*

Directeur de la publication :

Gilles Martinet

Rédacteur en chef :

Patrick Viveret

Comité de Direction :

Jean-Pierre Cot, Jacques Gallus, Gérard Fuchs,
Henry Hermand, Jean Le Garrec, Gilles Martinet,
Jean Rey, Pierre Rosanvallon, Yves Tavernier,
Patrick Viveret, Jean-Pierre Worms

Faire

SARL Editions du Coq Héron

Rédaction - Administration - Abonnements :

48, rue Sainte-Anne, 75002 Paris

Tél. : 296.89.52 et 296.53.28

Commission paritaire : 56924 - ISSN : 0339-3070

Imprimerie : Herissey - Evreux

Diffusion : SOC, 24, bd Poissonnière, 75009 Paris

Tél. : 523.25.60